

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

La Quinzaine Internationale

1. Les incidents divers, qui se sont rattachés au compromis naval franco-britannique, ont pris, dans leur ensemble, la figure d'un événement politique de première ampleur. Il n'y a pas lieu d'en être surpris.

Les gouvernements ont contracté, il y a dix ans, devant les peuples, l'engagement de désarmer. Les masses urbaines et rurales ont attendu avec impatience ce désarmement, qui ne venait jamais. Elles voyaient en lui une garantie contre la guerre, et pendant longtemps elles ont cru, à tort, que le régime social qui se perpétue dans la presque totalité des États, était compatible avec la suppression des armées et des flottes.

Au lieu de désarmer, les gouvernements ont, sans trêve, poussé davantage leurs armements. Tandis que des savants consacrent leurs recherches à la découverte des explosifs et des asphyxiants, on développe les vieux moyens de tuer. L'Angleterre a abrogé la conscription, qui a toujours été odieuse à son peuple, mais elle a construit des unités navales de plus en plus puissantes. L'Amérique lui a disputé la primauté des Océans, la France assignera, en 1929, 10 milliards de francs à ses budgets militaires, mais, dès à présent, M. Poincaré a annoncé qu'il faudrait ajouter 3 milliards à ce formidable total, sans compter les frais que comporteront les fortifications de la frontière orientale. L'Italie juxtapose, à son armée, sa milice fasciste de 300.000 unités. L'Allemagne met en chantier, malgré la prédominance des social-démocrates dans son cabinet, un premier cuirassé. La Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie entretiennent des centaines de milliers d'hommes, et des officiers français sont venus instruire ces effectifs.

Cependant, les gouvernements ont compris qu'il pouvait être dangereux pour eux de contredire aussi ouvertement à leurs promesses. Et c'est la raison pour laquelle ils ont réuni des conférences, où leurs délégués prononçaient des discours en faveur du désarmement. A ces discours, on donnait le plus grand retentissement, car les paroles devaient remplacer les actes.

Le désarmement, pour chaque puissance, ne consiste pas à réduire ses propres forces militaires, mais à comprimer celles des autres puissances concurrentes, afin de s'arroger la prépondérance. Il s'agit d'accomplir une manœuvre contre les rivaux et ou bien d'obtenir qu'ils se mettent en posture d'infériorité, ou bien de leur imputer, par des intrigues plus ou moins ingénieuses, la responsabilité d'une rupture des négociations.

En 1921, l'Amérique convoqua à Washington une conférence des États maritimes (Amérique, Angleterre, Japon, France, Italie). Là, on fixa le tonnage que chaque État pourrait consacrer à ses cuirassés. L'Angleterre et

l'Amérique se dotèrent de tonnages égaux, beaucoup plus élevés que ceux du Japon, de la France et de l'Italie.

En 1927, l'Amérique convoqua à Genève une seconde conférence. On devait se livrer à la même opération pour les unités secondaires: croiseurs, torpilleurs, contre-torpilleurs et sous-marins. Mais le désaccord s'affirma tout de suite entre les intéressés. La France avait d'autres vues que l'Angleterre, et l'Angleterre repoussait les conceptions auxquelles s'arrêtait l'Amérique. Chaque puissance faisait valoir ses besoins: il fut impossible d'aboutir à un résultat.

Cependant, les gouvernements cherchaient toujours: 1° à donner aux peuples l'illusion du désarmement; 2° à se duper mutuellement. L'Angleterre redoute la progression navale de l'Amérique, qui est plus riche qu'elle et qui peut par suite dépenser bien davantage. La France, quant à elle, veut sauvegarder sa prédominance militaire dans le monde. C'est ainsi qu'intervint, entre Paris et Londres, le compromis de juillet 1928. Le compromis était en deux parties, dont une seule fut communiquée à l'Amérique, au Japon et à l'Italie: celle qui avait trait au tonnage des unités navales secondaires; l'autre, qui proclamait intangible l'organisation terrestre de la France, fut tenue secrète. Mais la première partie elle-même demeura confidentielle pour le public. La rumeur se répandit que la France et l'Angleterre, en s'assurant l'une la primauté sur terre et l'autre, la primauté sur mer, avaient contracté une véritable alliance, et l'on ajouta: une alliance contre l'Amérique et contre l'Italie.

Il ressortait surtout clairement des pièces qu'on possédait (le Foreign Office ne parla du Livre Blanc qu'à la dernière extrémité) que les cabinets de Paris et de Londres prévoyaient un conflit proche ou éloigné avec l'Amérique. Les Conférences du désarmement devenaient en elles-mêmes un champ de bataille. L'Amérique et l'Italie se dressèrent contre le compromis naval.

Sans doute, la Commission préalable du désarmement doit se tenir au début de 1929, ainsi qu'il en a été décidé à la dernière session de la S. D. N. Mais comment pourrait-elle aboutir à des résultats utiles alors que la concurrence navale subsiste dans sa plénitude, que l'Angleterre cherche à affaiblir l'Amérique, l'Amérique à affaiblir l'Angleterre, et que la France, qui invoque les exigences de sa défense nationale, tient son armée pour intangible?

Les négociations de cet été, au lieu de consolider la paix, l'ont au contraire un peu plus ébranlée. Le conflit anglo-américain est passé au premier plan et nul ne sait comment il se développera. Bien entendu, les gouvernements balkaniques qui sont en liaison avec la France

FR
1550

ou avec l'Italie prendront texte de l'attitude des grandes puissances pour refuser eux aussi de désarmer.

Or, l'expansion du militarisme, qui constitue une force politique de premier ordre dans l'Europe du Sud-Est, crée là-bas une menace permanente de guerre.

2. L'Accord a été signé entre la Grèce et la Yougoslavie — accord préliminaire et qui en prévoit d'autres dans l'ordre politique et dans l'ordre économique.

Replaçons-le dans son cadre. M. Vénizelos, à peine revenu au pouvoir et consolidé par les élections qu'il a faites, a voulu jouer un rôle considérable en Europe. Il a toujours trouvé le cadre de la Grèce trop étroit pour lui.

Son premier soin a été de rendre visite à M. Mussolini au palais Chigi. Pourquoi a-t-il commencé par Rome qui est en dehors de la Péninsule Balkanique, et non par Belgrade? Les explications qu'il a fournies à ce propos n'ont pas paru très concluantes. Toujours est-il qu'il a établi un pacte d'amitié avec le duc en effaçant les différends italo-grecs des dernières années.

De Rome, il est allé à Paris et à Londres et a continué ensuite son circuit par Belgrade. Là, il a mis sur pied l'arrangement qui a été publié le 15 octobre et aux termes duquel les dernières tractations ayant eu lieu, la Yougoslavie recevrait un débouché sur la mer Egée et passerait avec la Grèce un pacte analogue à celui qui lie ce pays à l'Italie.

On pourrait croire que M. Vénizelos peut tenir la balance égale entre le gouvernement fasciste et le gouvernement serbo-croato-slovène. Il déclare qu'il ne s'arrêtera point là et qu'il va poursuivre des conversations avec la Bulgarie, tout en menant à achèvement celles qu'il a ouvertes, il y a quelques temps déjà, avec la Turquie.

Mais tous ces accords, tous ces pactes contribueront-ils à pacifier la région sud-orientale de l'Europe? Ou au contraire y apporteront-ils des perturbations nouvelles? M. Vénizelos ne nourrit-il pas des ambitions personnelles et nationales qui se révéleront par la suite? Tous les doutes sont permis; toutes les suspensions se justifient, quand on examine la qualité et les tendances des Etats Balkaniques.

On ne peut oublier, au surplus, qu'un nouveau conflit se dessine dans ce secteur du continent. Le cabinet d'Angora a signé récemment un traité d'amitié avec M. Mussolini. Or, Mustapha Kémal refuse de reconnaître Zogou Ier, le nouveau roi d'Albanie, bien qu'il sache pertinemment que l'Albanie est devenue, depuis 1926, et surtout depuis 1927, un protectorat italien et que Zogou Ier est un fidèle vassal du duc.

Comment ce dernier prendra-t-il le geste que vient d'accomplir Mustapha Kémal? Sans doute il réfléchira à deux fois avant d'adopter vis-à-vis du Ghazi une attitude tant soit peu cavalière, mais cet incident est significatif en soi même. Il montre combien de feux couvent sous la cendre en Orient et combien l'impérialisme fasciste ajoute d'appoints aux compétitions des gouvernements balkaniques entre eux.

3. Lorsque ce numéro paraîtra, on sera à la veille de l'élection présidentielle américaine.

Comme on le sait, quatre candidats sont sur les rangs: un républicain, un démocrate, un socialiste et un communiste. Mais l'heure n'a pas sonné encore Outre-Atlantique, où les travailleurs voteront pour l'un des leurs. La bourgeoisie y demeure plus forte qu'ailleurs. La lutte sera donc entre Hoover et Smith.

Mais quels seront les effets sur la politique internationale de l'élection du premier ou du second? Les républicains, depuis huit ans, ont favorisé l'impérialisme sous toutes les formes, ainsi que l'ont attesté en dernier lieu les événements du Nicaragua. Les démocrates ont dénoncé cet impérialisme. D'autre part, il est connu que l'un des chefs républicains, M. Borah, qui pourrait être demain le remplaçant de M. Kellog au secrétariat d'Etat, préconise la reconnaissance des Soviets, alors que les orateurs démocrates se taisent sur ce projet. En réalité, la politique extérieure de l'Amérique est dominée aujourd'hui par ses intérêts économiques. L'Union a investi des capitaux partout; elle cherche à créer partout de nouveaux débouchés pour son industrie et pour son agriculture. Même si elle veut demeurer fidèle au principe de Monroe et s'abstenir de toutes préoccupations extérieures au Nouveau Monde, elle sera entraînée automatiquement à jouer un rôle grandissant en Europe et en Asie. Que le président soit républicain ou démocrate, il sera lui-même gouverné par les facteurs tout-puissants de l'ordre capitaliste.

4. La Bulgarie est en ce moment le théâtre de luttes sanglantes entre les deux fractions des Macédoniens autonomistes qui se battent à mort jusque dans les rues de Sofia.

On sait qu'au mois de juillet, Protoguéroff était assassiné par les agents de Mikhaïloff. Les agents de Protoguéroff ont voulu venger leur chef. La cause de la Macédoine libre n'est plus en jeu. On se dispute la domination du gouvernement bulgare.

Jadis, les autonomistes ont collaboré avec Tsankoff et l'Entente à détruire le régime agrarien et à instaurer le fascisme. Mais le fascisme bulgare s'est divisé: Tsankoff-Rousseff d'un côté, Liaptcheff-Volkoff de l'autre. Les protoguérovistes sont les amis de Tsankoff, les partisans de Mikhaïloff, les amis de Liaptcheff. Mais les bandes autonomistes tiennent à leur merci le gouvernement bulgare. Lorsque la France et l'Angleterre demandaient à ce dernier de prendre des mesures, elles affectaient d'ignorer la réalité des faits.

Divisés ou non, les autonomistes sont un danger pour la paix balkanique. Ils risquent de provoquer un conflit entre les Etats qui se sont partagés la Macédoine et, en remontant de proche en proche à travers les alliances occultes, une conflagration européenne. La portée de ces collisions entre autonomistes de l'un et de l'autre camp peut être colossale.

Quand donc comprendra-t-on qu'il n'est pas d'autre solution au problème des Balkans, que l'établissement d'une large Fédération républicaine?

Paul Louis

Le „Drang nach Osten“ du Fascisme Italien

Un aveu

Le plus grand philosophe de l'Italie actuelle, Benedetto Croce, dans une étude que cite le journal *La Voix* du 26 août 1928, fait bien ressortir l'illogisme profond, l'absurdité essentielle du fascisme.

«C'est,» dit-il, «un mélange bizarre et incohérent d'appels à l'autorité et de démagogie, de soumission théorique à la loi et de violation pratique de la loi, de conceptions ultramodernes et de principes surannées, despotiques, d'athéisme et d'obéissance servile à l'Eglise catholique, de mépris de la culture et de vains efforts pour bâtir une culture en dehors des prémisses indispensables, d'exagérations mystiques et de cynisme.»

La même incohérence fondamentale caractérise certains aspects de la politique extérieure de l'Italie mussolinienne: tantôt ce ne sont que menées secrètes, machinations ténébreuses; tantôt se multiplient les déclarations cyniques et les aveux naïfs.

Au nombre de ces aveux, nous pouvons citer un bien curieux article du député Orano, paru en juillet dernier, au *Lavoro d'Italie* (on sait, du reste, que les journaux italiens, s'ils sont, paraît-il, autorisés à discuter les menus détails de la vie locale, ne peuvent, sur les grandes questions de la politique extérieure, exposer que la pensée du maître).

Selon le député Orano, l'Italie nouvelle peut désormais,

en partant de Scutari d'Albanie, se rendre, par la Macédoine, la Bulgarie, la Turquie, la Perse et l'Afghanistan, à travers des nations amies, jusqu'au Pamir, au cœur de l'Asie, non loin de la frontière chinoise. Grâce aux mérites du gouvernement de Rome, une grande route s'ouvre à travers le Continent Jaune aux Italiens qui ont l'esprit d'entreprise.

Les nations asiatiques qui se rénovent, ajoute M. Orano, ont besoin de la collaboration de peuples rénovés, qui »donnent des preuves sûres de leur glorieux destin.« C'est en Italie qu'elles trouveront tout ce dont elles ont besoin »depuis le bras qui conduit la charrue, jusqu'au moteur d'aéroplane le plus puissant«.

Ainsi, l'Asie recevra de l'Italie le trésor de la civilisation moderne; et l'Italie retirera de l'Asie les richesses que mérite son effort.

Cet intéressant article est un aveu, car le programme qu'il trace paraît être, au premier abord, purement économique. Mais il serait invraisemblable que ce plan d'ordre économique ne s'accompagnât pas d'un plan d'ordre politique.

Le prétexte de la civilisation, qu'il convient d'apporter à des peuples primitifs ou attardés, a toujours servi à dissimuler — à mal dissimuler — les ambitions d'impérialistes désireux d'exploiter à leur profit des pays riches et faibles.

L'article de M. Orano trace le plan d'une formidable poussée vers l'Est, d'un *Drang nach Osten* aussi dangereux ou plus dangereux que celui qui fut jadis reproché à l'Allemagne.

Déjà le programme a commencé à se réaliser par la main-mise de l'Italie sur l'Albanie.

Le souverain de l'Albanie, qui n'a pas craint le ridicule de changer son nom de Zogou en celui de Zogou Ier, est sans doute le tyran de son malheureux peuple. Mais il est lui-même l'humble valet de la politique mussolinienne. L'Albanie connaît le même régime de terreur que le pauvre et cher peuple italien. Elle commence à être dépouillée de ses ressources comme il convient à un pays colonisé.

La Banque dite nationale draine l'or du pays en Italie. Et les capitalistes italiens se préparent à s'emparer des terres les plus fertiles.

L'exemple de l'Albanie montre comment s'unissent dans l'action du fascisme italien la main-mise économique et la main-mise politique.

Maintenant, c'est la Macédoine qui représente la nouvelle étape dans la poussée vers l'Orient du fascisme italien.

On comprend l'appui donné par lui à la criminelle Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (ORIM), qui maintient en Macédoine un régime de troubles et de massacres, dont Mussolini espère bien profiter.

On comprend pourquoi Mussolini n'a pas voulu s'associer à la platonique démarche que les représentants de la France et de l'Angleterre ont faite à Sofia contre les comitadjis de l'ORIM.

L'Italie veut avoir dans la Macédoine une colonie prolongeant sa colonie albanaise.

Et nous, nous voulons délivrer les Balkans de ces entreprises destinées à rendre ses peuples esclaves.

Et nous réclamons le seul moyen permettant d'accomplir cette œuvre de paix et de liberté: la *Fédération Balkanique*; une Fédération d'Etats autonomes, dont les populations, consultées, fixeraient elles-mêmes les limites et qui se prêterait un mutuel appui contre toute agression étrangère.

Félicien Challaye

professeur agrégé de philosophie

L'accord Gréco-Serbe

La capitulation de l'impérialisme serbe

Les visées de la Serbie sur Salonique sont aussi anciennes que notoires.

Lorsque la Macédoine se trouvait encore sous la domination turque, la petite Serbie soupirait après cette perle de l'Égée, d'autant plus qu'elle était littéralement tyrannisée par l'Autriche-Hongrie qui détenait les débouchés par lesquels s'écoulait l'exportation serbe.

Pendant la guerre balkanique, l'armée serbe, après avoir occupé Monastir (Bitolia), s'appretait à descendre à Salonique, lorsque l'armée grecque, commandée par le diadoque Constantin, mit la main sur le port convoité.

Il va sans dire que les vues serbes sur Salonique étaient

parfaitement connues de la Grèce qui, malgré son alliance avec Belgrade, redoutait la poussée serbe vers Salonique.

Aussi pendant la guerre impérialiste se déroba-t-elle à ses engagements vis-à-vis de son alliée en détresse. C'est principalement dans cette peur, croyons-nous, qu'il faut rechercher la raison du refus du roi Constantin de courir au secours de la Serbie envahie. Une Serbie victorieuse, une Serbie forte était un danger pour la Grèce.

Et, en effet, lorsque le groupe des puissances protectrices de la Serbie a été vainqueur et que la Serbie s'est agrandie par de nouveaux raptus au détriment des pays vaincus, la Yougoslavie a commencé à terroriser la Grèce, d'abord, en dénonçant son traité d'alliance, ensuite, en formulant des revendications exorbitantes concernant son issue sur la mer Égée.

L'impérialisme serbe parlait haut à Athènes, comme, d'ailleurs, à Sofia, parce qu'il s'appuyait non seulement sur le concours du Quai d'Orsay, son allié, mais encore sur les membres de la Petite-Entente.

Il exigeait des voleurs grecs de Salonique presque l'abandon de ce port, par la création d'une zone franche et par la main-mise serbe sur la ligne Guevguéli-Salonique.

C'est ainsi que la Yougoslavie réclamait l'usage absolu de ce port, par la zone attribuée à elle, non seulement pour transférer le commerce serbe, mais aussi des marchandises de provenance ou à destination d'autres pays. De même, le gouvernement de Belgrade demandait que les navires entrant dans le port de Salonique avec une cargaison destinée en partie ou en totalité à la zone serbe, fussent exempts des formalités sanitaires réglementaires de la part des autorités helléniques. La Yougoslavie demandait encore la concession du droit de cabotage à la marine serbe, l'installation d'une gare particulière serbe, internationalement reconnue, dans la zone serbe qui constituerait, en quelque sorte, la station terminus de la ligne Salonique-Guevguéli.

L'impérialisme serbe, devenu arrogant, soulevait encore une question de minorité, en demandant aux panhellénistes de reconnaître le caractère serbe... des Macédoniens assujettis par la Grèce.

Belgrade réussit à imposer ces prétentions à Athènes, lors de la lamentable dictature de Pangalos qui, se sentant chanceler à l'intérieur, se vit obligé de faire des concessions à l'extérieur.

Entretiens, le fascisme italien, ouvertement soutenu par l'Angleterre des Chamberlain, a déclenché une offensive tellement vigoureuse contre la Yougoslavie et a si dangereusement ébranlé la puissance du gouvernement de la Main Blanche, que les panhellénistes, en un suprême sursaut, ont renversé Pangalos et enseveli, avec sa dictature en carton, le traître accord gréco-serbe.

Quand Vénizelos, par un pronunciamiento en règle — oui, par un pronunciamiento en règle, nous allons le démontrer dans un article prochain — s'est hissé au pouvoir, la Yougoslavie, déchirée par des luttes intestines et fortement secouée par son rival fasciste, avait beaucoup perdu de son ancienne arrogance. Elle désirait, coûte que coûte, arriver à une entente avec la Grèce, pour briser le cercle de fer de ses mortels adversaires.

Le rusé Crétois s'est empressé de profiter des dispositions conciliantes de Belgrade. Mais pour s'assurer complètement une capitulation de la Main Blanche, il a fait le pèlerinage de Rome. Il y a conclu un accord qui rendait Vénizelos invulnérable.

Dès lors, le triomphe de l'homme d'Etat dont le prestige avait sombré dans le charnier d'Anatolie, était assuré.

La camarilla de Belgrade a cédé sur tous les points. Les problèmes relatifs à la zone franche et au transit et au trafic serbes seront réglés par la convention de 1923 et les protocoles annexes. Simultanément avec la signature des protocoles additionnels, il sera procédé à la conclusion d'un pacte d'amitié et d'arbitrage qui aura une durée de cinq ans.

La presse nationaliste grecque bat, naturellement, des mains et chante bruyamment victoire.

Vénizelos, par la conclusion de l'accord gréco-serbe plus que par tout autre accord, s'est fait une «célébrité» nouvelle.

Les panserbes, la mort dans l'âme, ont signé leur défaite retentissante. Plus que jamais ils penseront à la revanche.

C'est aux masses travailleuses balkaniques de mettre à la raison leurs gouvernants incendiaires, en réalisant, la main dans la main, la fédération fraternelle qui les sauvera.

Boris Rilsky

D'Athènes à Belgrade

La zone franche Yougoslave du port de Salonique

Il est probable qu'au moment où paraîtront ces lignes, les véritables négociations gréco-yougoslaves, celles qui, succédant au protocole paraphé le 11 octobre par MM. Vénizelos et Choumenkovitch, se proposent de trancher définitivement les questions litigieuses en suspens entre les deux pays, soient entrées dans une phase active. Il est probable que, propositions, contre-propositions et amendements voyagent d'Athènes à Belgrade et vice-versa.

Il est moins probable, mais non impossible, vu les intrigues du Quai d'Orsay, qu'un accord parfait intervienne.

Nous avons dit à cette place quels étaient les principaux problèmes sollicitant l'attention des deux Etats. Il n'est pas inutile d'y revenir aujourd'hui, car suivre les agissements des diplomates vassales des pays de la péninsule balkanique, c'est démontrer faits en mains aux peuples des Balkans l'impuissance de celles-ci à régler dans leur intérêt réel l'importante question.

La victoire de 1913 a valu à la Grèce l'acquisition de près de 50 km de côtes sur la Mer Egée. Sur celles-ci, deux grands ports d'une valeur inestimable: Salonique et Cavalla.

Sous la domination turque, Salonique, clé économique des Balkans, étend son influence commerciale sur toute la Macédoine, la Serbie et l'Epire, l'Albanie, la Thrace. On comprend que le partage de son hinterland entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, la naissance, avec les frontières, de barrières artificielles, l'affaiblisse et lui fasse perdre de cette importance. En même temps, les régions desquelles Salonique est le port naturel, et qui se trouvent comprises dans les royaumes serbe et bulgare, souffrent de se voir privées de ce port. La Serbie qui, en 1912, exportait via Salonique plus de 6.000 wagons de blé ou de bétail — près du tiers de ses exportations — à destination de l'Italie, l'Egypte et la France, revendique de la Grèce, son alliée, des garanties pour son commerce. Dans le traité défensif gréco-serbe, signé le 10 mai 1913, l'article 7 prévoyait la création sur le port de Salonique d'une zone libre affectée aux importations et exportations serbes. Dans cette convention, on fixait à cinquante ans la durée de l'accord sur la zone franche. Elle devait être administrée par des fonctionnaires grecs, et la Serbie n'avait pas le droit de cabotage.

La zone libre serbe à Salonique ne fonctionna pas, car au moment où se réunirent les délégués grecs et serbes en mars 1914, pour fixer les détails de son exploitation, l'Autriche réclama des facilités identiques à celles accordées à la Serbie. La Grèce de Constantin, influencée par les Empires Centraux, proposa alors à son alliée la création d'une zone franche internationale à la manière d'Hambourg et Trieste.

La Serbie refusa. En juin, les délégués se séparèrent. Les négociations laissées en suspens ne devaient reprendre qu'en 1920. Elles n'aboutirent qu'en septembre 1923.

Aux termes de l'accord signé à cette date, la Yougoslavie recevait dans le port de Salonique une zone libre d'une superficie de près de 100.000 mètres carrés. L'Administration des Postes, Télégraphes et Douanes à l'intérieur de la zone, lui était confiée. Elle avait aussi la suprématie sur le tronçon de ligne ferrée Guevgueli-Salonique. L'accord reconnaissait à la Grèce le droit de souveraineté.

Les travaux d'aménagement presque achevés, on se rendit compte que la convention était en bien des points incomplète. La Serbie exigeait le contrôle exclusif de la voie Salonique-Guevgueli. N'obtenant pas satisfaction, M. Nintchitch, ministre des Affaires Etrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dénonce le traité d'amitié qui

liait depuis 1913 la Grèce à la Yougoslavie et qui venait à expiration.

A partir de cette date, tantôt de Belgrade tantôt d'Athènes, on fait des avances pour régler le différend. Une commission gréco-yougoslave se réunit en avril 1925 à Belgrade; une autre, également mixte, se réunit en décembre de la même année à Salonique. Ni l'une ni l'autre n'aboutissent.

Il faut la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve le gouvernement de la dictature pangaliste ayant perdu tout prestige à l'étranger et s'étant rendu foncièrement impopulaire à l'intérieur, pour qu'un accord lésant la partie la plus faible intervienne.

Les conversations reprises à Athènes le 17 août 1926, aboutissent promptement à un accord. Une série de conventions additionnelles réglant les modalités d'exploitation de la zone franche sont signées. Quelques jours après que la délégation yougoslave quitte Athènes, la dictature s'écroule. Les traités signés par elle sont dénoncés. Le différend gréco-yougoslave demeure désormais de nouveau entier. Notons, pour procéder par ordre chronologique, que l'Etat yougoslave a, au début de 1926, acquis des détenteurs français la majorité des actions de la ligne Salonique-Guevgueli que la Grèce revendiquait aussi.

Sous le gouvernement Zaïmis d'«Union Nationale» de la bourgeoisie grecque, les relations entre les deux pays restent tendues. M. Mihalacopoulos, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de coalition, fait en mars 1927 des propositions à Belgrade. Celle-ci sont repoussées. Néanmoins, en novembre de la même année, la Grèce et la Yougoslavie signent un traité de commerce et de navigation. La question de la zone franche de Salonique n'est pas effleurée.

Pendant que les tractations sont abandonnées, reprises et délaissées un nombre incalculable de fois, le commerce yougoslave par Salonique va se ralentissant. C'est à peine si 500 wagons par an sont exportés via Salonique à l'heure actuelle.

Les besoins de la politique suivie par M. Vénizelos, poussé ces temps derniers au pouvoir par ses patrons, les capitalistes franco-américains, ont provoqué une nouvelle prise de contact. La France est médiatrice occulte. Aux conversations Vénizelos-Marinkovitch de Paris, amorçant les négociations, le Quai d'Orsay préside.

La suite des négociations qui ont abouti à la signature du protocole de Belgrade, duquel nous parlons plus haut, a un caractère général. Ce qu'il est intéressant de relever, c'est l'esprit dans lequel les parties entendent exploiter l'accord possible.

M. Nintchitch, le négociateur du traité de 1923, déclare que la Grèce, accordant à la Yougoslavie une zone franche à Salonique, doit comprendre que c'est surtout pour faciliter ses armements militaires que celle-ci entend en profiter.

La Grèce, de son côté, espère pouvoir racheter à des conditions moins onéreuses le tronçon de voie ferrée Salonique-Guevgueli, point stratégique de première importance.

On négocie âprement de part et d'autre. On veut s'armer pour préparer la prochaine guerre.

L'intérêt des travailleurs des Balkans, nul ne s'en préoccupe. On ruine une région, et aucun n'en profite, quand il était logique de préparer la prospérité générale.

Chaque jour, chaque événement, font ressortir la nécessité profonde d'une Fédération des peuples balkaniques.

Peridis

Après le pacte Kellog

Parmi les nobles gouvernements qui ont signé le pacte «de paix» se trouvent tant la Roumanie que la Pologne. Mais, ainsi que le dit l'adage chrétien, la gauche ne devant pas savoir ce que fait la droite, nous voyons ces gouvernements, à un haut degré chrétiens, et sévèrement chrétiens (voir les persécutions religieuses en Roumanie contre les sectes, et le dernier procès religieux de Lemberg), signer de la main droite le pacte «de paix» en Occident, et simultanément, de la main gauche, des pactes et accords militaires et de guerre vers l'Orient, par lesquels on crée de nouveaux armements et de nouvelles fortifications.

On se rappelle que nous avons signalé, et toute la presse mondiale l'a signalé en son temps, la visite «de courtoisie» du général Le Rond à Varsovie, Bucarest et Prague. Derrière cette visite se cachait, en réalité, une œuvre infâme: mettre d'accord contre l'Union Soviétique les plans de guerre et les forces militaires des gendarmes impérialistes, sous le commandement, le contrôle et l'inspection périodique de l'Etat-Major français. D'ailleurs, des «visites» analogues ont lieu régulièrement une ou plusieurs fois par an: en Roumanie, c'est le plus souvent le général Berthelot qui vient inspecter, corriger et diriger le travail des préparatifs de guerre de la Roumanie.

La visite récente du maréchal Pilsudsky en Roumanie,

malgré les efforts des communiqués officiels de la présenter comme absolument innocente, a été, en réalité — comme elle s'est découverte à la fin — consacrée aussi à la mise d'accord de l'entente militaire roumaino-polonaise contre l'URSS. Ceci est aujourd'hui confirmé d'une manière visible même pour un aveugle: la ligne de chemin de fer de Ghica-Voda (frontière polono-roumaine) à Marachehti, qui est simple, sera doublée — «pour faciliter le trafic des marchandises de la Pologne à la Mer Noire», dit la version officielle, mais en réalité pour assurer le transport facile et rapide des troupes de et vers la Pologne et la Roumanie dans la guerre contre l'URSS. On parle en Roumanie depuis longtemps du plan d'accorder à la Pologne dans les ports danubiens et maritimes roumains des zones-franches. En réalité, sous cette dénomination innocente de zones-franches se cache ici aussi de fait une partie des plans militaires communs roumaino-polonais. Ce fait se confirme maintenant, et le doublement de la ligne Cernovitz-Marachehti est mis par tout le monde, à juste titre, en liaison avec les plans des fortifications maritimes contre l'URSS. Mais l'appréciation de la presse mondiale en ce point n'est pas complète. Il n'est pas ici question seulement de fortifications maritimes. Le doublement de la ligne mentionnée est une partie de la préparation par terre aussi de la guerre contre l'URSS, et notamment sur le territoire de la Moldavie. Parallèlement avec ces préparatifs en Moldavie vont les préparatifs en Bessarabie même, où, en plus des lignes ferrées, on construit de nombreuses chaussées.

Enfin, comme une complétion de ces plans de préparation de guerre, on annonce une nouvelle visite circulaire

du général Le Rond dans le but de perfectionner les plans de construction des usines Skoda de matériel de guerre à Varsovie et en Roumanie. Les usines Skoda de Tchécoslovaquie sont elles-mêmes élargies; des usines spéciales ont été construites à Brno et ailleurs, ce qui montre que ce pays a dans le grand plan de l'impérialisme le rôle de fournir le matériel nécessaire aux armées polonaises et roumaines.

Le pacte Kellog se révèle ainsi avoir le rôle d'un nuage artificiel destiné à masquer les véritables plans des impérialistes et, sous des phrases et manoeuvres diplomatiques «pacifistes» qui doivent endormir les peuples hostiles à la guerre, préparer énergiquement la grande guerre prochaine. Si le pacte naval anglo-français indique qu'entre ces deux pays impérialistes et l'impérialisme américain existent des antagonismes qui peuvent mener à une guerre sur ce front, les faits mis en évidence par les visites militaires de Bucarest, Varsovie et Prague prouvent que les puissances impérialistes se préparent, elles et leurs vassaux du Proche-Orient, pour la guerre sainte contre l'Union Soviétique.

L'histoire prouvera que, malgré ces préparatifs, les impérialistes ne pourront pas renverser et anéantir la Grande République Ouvrière et Paysanne. Dans le dos du front impérialiste, la Révolution Russe compte de puissants alliés: ce sont les peuples de travailleurs et de paysans, ce sont les nationalités opprimées. La guerre que les impérialistes préparent avec l'argent et la chair-à-canon des peuples polonais et roumain sera la tombe de la domination des boyards et des banquiers, des généraux et des aventuriers roumains et polonais.

Delablaj

En Macédoine sous joug bulgare Le calvaire du peuple macédonien

L'écho des parabellums qui ont abattu le général Protoguéroff — assassiné en plein Sofia le 7 juillet dernier — avait vite retenti jusqu'aux rochers de l'altièrre Pirine pour annoncer — bien trop tôt, hélas! — à la population de la région de Pétritch (Macédoine sous joug bulgare) le réconfortant message d'un amoindrissement de ses souffrances inouïes. Car l'assassinat de Protoguéroff, résultat des luttes intérieures de coteries de l'ORIM fasciste, était le début de la putréfaction de cette organisation, et on croyait donc que ces assassins du peuple macédonien ne pourraient plus continuer leur besogne infernale de boucheries de Macédoniens. Ces «autonomistes» macédoniens s'étaient effondrés sous le poids de leurs propres crimes. Ils s'entre-déchiraient. Le Comité Central de l'ORIM fasciste s'était scindé en deux Comités Centraux, ayant l'un à sa tête Ivan Mikhaïloff, instrument de Liapcheff-Volkoff, et l'autre, P. Chandanoff, successeur de Protoguéroff, instrument du palais royal et de Tsankoff-Rousseff; l'organe de l'ORIM fasciste, le *Svoboda ili Smrt* s'était dédoublé en deux *Svoboda ili Smrt* qui se proclamaient tous deux portes-paroles de cette ORIM et se vomissaient à qui mieux mieux les plus gracieuses invectives; et les bandes des condottieri de cette néfaste organisation s'étaient dressées en deux camps et s'entre-tuaient avec une férocité décaplée.

La population de la région de Pétritch, haletante d'émotion et d'espoir; croyait voir arriver des jours moins terribles. Ses bourreaux s'entre-tuant, elle espérait être enfin délivrée d'eux. L'âme en vibration, elle espérait recueillir enfin elle aussi un rayon de soleil qui redonnerait un peu de vie à sa patrie que les «autonomistes» avaient plongée dans des torrents de sang.

Hélas! Elle s'était trop tôt cru délivrée de ses bourreaux. Du rêve qu'elle avait un moment caressé, elle se réveilla dans un enfer plus terrible encore, dans de souffrances encore plus lourdes. Loin de pouvoir enfin respirer un peu et d'essayer de rendre son joug moins dur, de pouvoir échapper enfin aux tueries féroces de cette bande criminelle qui s'intitule ORIM, la population macédonienne de la région de Pétritch se trouva placée entre le marteau et l'enclume, dans le feu croisé des Mikhaïlovistes et des Protoguérovistes. Les kandjars des décapiteurs «autonomistes» s'enfoncèrent plus profondément encore dans sa chair vive, vinrent toucher aux os. Malgré le profond mépris qu'elle a toujours éprouvé et éprouve toujours envers ces anciens et nouveaux verkhovistes, ces bandits l'ont forcée à prendre action dans ces entre-tueries tentôt aux côtés des uns, tantôt aux côtés des autres. Ceux qui eurent le courage de refuser net de se faire les spadassins de leurs propres ennemis, furent impitoyablement massacrés. D'après le *Times*, plus de 400 Macédoniens furent ainsi bestialement massacrés; d'après d'autres journaux, plus de 1000 — et d'après les informations

que nous recevons, ce dernier chiffre a malheureusement été dépassé de beaucoup. Les brutes humaines qui s'intitulent «autonomistes», membres de l'ORIM, ont massacré sans pitié aucune, comme des fauves, ne s'arrêtant ni devant les vieillards, ni devant les femmes, ni devant les enfants. Et ils ont perpétré leurs crimes féroces sous les yeux mêmes des autorités officielles bulgares, des fonctionnaires administratifs, judiciaires et militaires, sous les yeux mêmes de ceux qui s'y trouvaient soi-disant pour faire respecter les lois et sauvegarder la vie et les biens de la population paisible! Ces «autorités» sont restées sourdes aux appels de secours des Macédoniens massacrés, sont restées muettes et impassibles devant l'extermination de la population macédonienne par les bandes armées de cette mafia criminelle d'assassins qui ont usurpé le glorieux nom de l'ancienne ORIM de Gotsé, de Damé et de Péré. Plus encore, ces organes du gouvernement ont pris ouvertement parti pour les assassins, les massacreurs à la solde d'Ivan Mikhaïloff. Cette valeureuse population de Pétritch qui, dans le passé, a lutté aux premiers rangs pour la libération de sa patrie subjuguée par les sultans turcs et pour chasser aussi les infâmes verkhovistes — ces mercantis de l'oeuvre macédonienne de libération — a été aujourd'hui abandonnée au sadisme des bandes «autonomistes». Elle a été placée hors la loi. Elle a été massacrée férocement, dans son propre pays, où règnent en maîtres absolus les parabellums et les poignards de l'ORIM fasciste. Dans ce coin macédonien, la situation tragique de la population a dépassé aujourd'hui même celle dans laquelle se débattent les Macédoniens sous jougs serbe et grec!

La région de Pétritch est aujourd'hui un véritable enfer. C'est le Jardin des Souffrances, c'est la Vallée de la Mort. Cette riche et belle contrée a été transformée en un désert de la vie. On y massacre ceux qui ne veulent pas participer aux luttes intestines de leurs bourreaux, on y massacre ceux qui osent critiquer les complicités criminelles des organes du gouvernement zgovoriste.

La «Fédération Balkanique» publie aujourd'hui copie d'une Requête qu'une centaine de réfugiés de la région de Pétritch, enfuis de leurs foyers pour échapper aux tueries des Mikhaïlovistes et des Protoguérovistes, ont adressé au gouvernement bulgare, aux ministres et au président de la Chambre. Cette Requête, quoique présentant un exposé bien incomplet de la terrible terreur sous laquelle gémit la malheureuse population macédonienne de la région de Pétritch, montre cependant jusqu'à un certain degré l'horreur de la situation. Puisse-t-elle émouvoir les personnalités dirigeantes de l'opinion publique progressive de l'Europe et leur faire élever leur puissante voix de protestation pour faire mettre un terme aux féroces abominations des maffias Mikhaïlovistes et Protoguérovistes de l'ORIM fasciste. P. Karsky

Confidentiel.

Requête

des citoyens de Pétritch, réfugiés à Sofia à la suite de la terreur exercée par les bandes de l'ORIM

Au Ministre de l'Intérieur, copies aux Ministres et au Président de la Chambre

Sofia

Monsieur le Ministre!

Nous sommes obligés de vous exposer une partie de ce qui se passe dans notre région délaissée pour demander votre protection en faveur des citoyens bulgares dont le sort n'attire pas votre attention.

Après la nouvelle de l'assassinat à Sofia du militant macédonien bien connu, le général de l'armée bulgare Alexandre Protoguéroff, les organes d'Ivan Mikhaïloff ont commencé des assassinats et des persécutions contre tous les citoyens qui leur sont désagréables par le fait d'avoir jugé cet assassinat comme un acte inutile, nuisible et sauvage.

Le fait qui nous a le plus attristés et qui nous a placés dans une situation sans issue, c'est l'agitation que l'on faisait partout dans les villages et dans les villes, c'est que les mêmes personnalités qui faisaient cette agitation déclaraient que c'était M. le général Volkoff qui aurait ordonné l'assassinat du général Protoguéroff. Cette agitation a été faite surtout par les citoyens Jordan Guiurkoff, Straquil Razvigoroff, Stephan Karaïordanoff, Sacho Popoff, Gereo Nasteff, etc., voyageant toujours en automobile, souvent accompagnés par les organes administratifs et les représentants des détachements militaires du pays, comme par exemple l'inspecteur policier du département M. Alexieff, le commandant de la ville de Sveti-Wrach le capitaine Noveff, le chef du 2ème secteur de la frontière le lieutenant-colonel Dimitroff, etc.

Etant poursuivis par des bandes armées, nous n'avons pu faire notre récolte, traqués par ces gens d'ailleurs non des étrangers, mais des compatriotes qui nous poursuivent parce que notre opinion diffère de la leur.

Voilà quelques exploits des ces bandes:

Le 24 août courant, on a organisé un guet-apens aux citoyens Spass Saraïsky et Constantin Guéorguieff de la ville de Pétritch, qui ont cependant pu se sauver en se défendant courageusement.

Le 27 août, le sous-officier de réserve Constantin Guéorguieff, de Pétritch, a été enlevé par les mêmes bandes. Le sort de ce citoyen n'est pas encore connu jusqu'aujourd'hui.

Le 30 août, le vieillard Gotsé Stoyanoff Tachoff, natif du village de Déltechovo, arrondissement de St-Wrach, a été battu à mort pour n'avoir pas répondu aux questions qu'on lui avait posées.

Le 31 du même mois, les citoyens Ivan Dimacheff, 60 ans; Deliou Petsoff, 75 ans; Christo Guéorguieff, 65 ans; Iliia Dimitroff, 55 ans; Mito Alexoff, 50 ans, et beaucoup d'autres, tous natifs du village de Deltchevo, ont été arrêtés par des bandits arrivés spécialement de la ville de Kustendil, qui leur ont lié les mains et les ont amenés dans le village d'Hotovo, arrondissement de St-Wrach, où ils les ont battus à mort.

Le 30 août, le citoyen Stavré Christoff, du village de Kromidovo, revenant du village de Léounovo vers les 8 heures du soir, portant dans ses bras son bébé malade pour lequel il avait été consulter un médecin, a été tué dans un guet-apens qu'on lui avait tendu.

Au mois de juillet, dans le village de Spatovo, arrondissement de St-Wrach, le citoyen Slavé, et plusieurs autres, ont été convoqués à l'école du village, où on leur a lié les mains et, on les a amenés devant des tombes fraîchement creusées pour eux. Leur vie a été sauvée par l'arrivée d'un détachement militaire.

Le même mois, on a arrêté, dans les champs où ils travaillaient, les citoyens de Djiguourov Stoiian Guéorguieff et Traïko, on leur a lié les mains et on les a amenés dans plusieurs villages en les pendant plusieurs fois aux potences qui étaient érigées spécialement. Ces deux malheureux ont été arrêtés par une bande composée de 40 personnes et dirigée par Straquil Razvigoroff et Karayordanoff. Leur vie a été sauvée également par l'arrivée inattendue d'un détachement militaire.

Au mois de juillet de la même année, les citoyens D. Hadjieff, caissier de village, et son clerc Nicolas Ivanoff, du village de Plosqui, arrondissement St-Wrach, ont été arrêtés. On leur a lié les mains et on les a suspendus comme si on voulait les pendre, et on ne les a retirés de cette situation qu'au dernier moment. Au dit caissier ils ont déclaré qu'ils vont le tuer incessamment.

Au mois de juillet, également dans le même village, on a arrêté dans la maison du prêtre Ivan Micheff, les citoyens du même village Dino Trenkoff, 75 ans; Dimiter Temelkoff, 45 ans; Stéphan Tchakaroff, 43 ans; Dimitre Guéorguieff, 76 ans, etc., et on les a battus à mort. Les inquisiteurs, d'ailleurs bien connus des autorités locales, Pancho Alexieff, Nicolas Kousmanoff, Stoïko Krasteff, n'ayant pu extorquer à leurs victimes les renseignements voulus, ont essayé de les effrayer devant des tombes fraîchement creusées. Le hasard de l'arrivée d'un détachement militaire a sauvé la vie de ces malheureux citoyens.

Au mois de juillet, Madame Souleva, de Gorna Djoumaya, voyageant dans une auto de Sofia à Djoumaya a été arrêtée au village de Barakovo, par Kyrill Montcheff, Kyrill Silianovsky etc. de la même ville de Djoumaya, liée et maltraitée durant sept jours, après quoi elle fut libérée à la suite de démarches faites par les représentants des pouvoirs militaires locaux.

La population du village de Mitinovo, arrondissement de Pétritch, a été terrorisée pour avoir refusé de prendre part à la milice organisée par les bandes de Mikhaïloff. Dans les environs du même village, on a tué et enterré plusieurs villageois. L'agent de police Spass Saraïsky, de Pétritch, a été révoqué pour avoir refusé d'accomplir les ordres donnés par ces bandits. Sa révocation avait été demandée par Guéorgui Vandeff, homme de Mikhaïloff.

Le 30 août, le citoyen Ivan Vinaroff, du village Ormanovo, arrondissement de Pétritch, voyageant dans le train de Sofia, a été arrêté et descendu du train, après quoi emmené dans le village de Carnalovo, dans le même arrondissement, et tué dans les champs par ordre de Stéphan Karaïordanoff.

Le citoyen Gotsé Dimacheff, 27 ans, du même village, a été enlevé de chez lui. Après une inquisition extraordinaire, il a été tué, par Guéorgui Stoïkoff, du même village, le représentant local des bandes de Mikhaïloff.

Le même jour, on a battu à mort la femme de Dimacheff du même village. On a tué également les citoyens Atanas Grobarski et Milé Guéorguieff du même en droit.

Trois parents du même Dimacheff ont été battus bestialement, pour le fait d'être membres de la famille du dit citoyen.

Le 12 septembre, la femme d'Ivan Kiroff, du village de Deltchévo, a reçu l'ordre de Straquil Razvigoroff de ne pas vendre ses biens et de refuser l'argent qu'éventuellement son mari pourrait lui envoyer de Sofia, où il est réfugié. Par ce moyen, on voulait jeter dans la misère la dite famille.

Le 16 septembre, le citoyen Eftime Tchiflichki, du village de Bresnitsa, arrondissement de Pétritch, a été attaqué par une bande armée et dirigée par Boris Boneff. Après l'avoir lié, on l'a laissé dans les champs sous la garde d'un surveillant. C'est par miracle qu'il a pu être sauvé.

Les citoyens Guéorgui Tchanguleff et Dimitre Petkoff, jugeant leur vie en danger, sont partis pour Sofia. Mais le 18 du même mois, descendant à la gare de la ville de Radomir, ils ont été arrêtés par deux agents en civil se nommant Traïko et Traïan, tous deux affectés à la sous-préfecture de la dite ville. On les a amenés dans la villa du citoyen Ivan Mitikaroff, d'où ils ont été mis dans une camionnette, conduite par un chef vêtu en soldat, et emmenés dans un endroit inconnu. On ne connaît pas leur sort. D'ailleurs, à 200—300 pas de la gare de Radomir, dans la direction du Kustendil, est cantonnée une bande des hommes de Mikhaïloff complètement équipés, qui arrêtent des citoyens, avec l'aide des autorités locales.

Le 20 septembre, Dimacheff et son ami Ivan Babounsky, ont été poursuivis par une bande orga-

nisée par les gens de Mikhaïloff. Arrivés dans la ville de Doupnitza, les agents de la police de la même ville, Panzo etc., ont essayé d'arrêter Ivan Babounsky et Dimiter. Ces derniers, pour se sauver, sont partis pour la ville de Samokoff, mais ils y ont été rejoints par les mêmes policiers, et tués avec un fusil italien. A l'assassinat ont pris part les deux agents sus-nommés, et encore les agents de police: Laskoff, Gotsé Mikhaïloff, Atkovtshéto, et le garde de corps de Kyrill Drangoff — l'Albanais Yakoub Arifoff. Tous ces agents ont agi sur l'ordre du chef de la police de la ville de Doupnitza.

En vous faisant savoir ces faits, nous vous prions Messieurs les Ministres, de prendre des mesures promptes et énergiques pour garantir notre sécurité personnelle dans le pays bulgare. Nous devons ajouter que plusieurs d'entre nous, venus dans le pays bulgare comme réfugiés, ont réussi avec des efforts extraordinaires à acheter des biens et construire des maisons, que nous sommes maintenant obligés d'abandonner. Si vous ne prenez pas ces mesures demandées pour garantir nos biens et notre vie, nous serons cet hiver exposés à la famine et à une misère noire.

Nous exprimons notre indignation contre les organes administratifs et policiers qui assistent avec satisfaction à tous ces actes de terreur exercés sur la population paisible.

Nous demandons une autorité juste et sévère qui puisse garantir notre vie et nos biens. Ayant prouvé notre patriotisme et notre amour comme Bulgares, nous voulons nous soumettre aux lois du pays bulgare, mais nous ne voulons pas en être empêchés par d'autres facteurs.

Sofia, le 27 septembre 1928.

Avec respect:

(Suivent les signatures.)

L'original de cet exposé est signé par plus de 100 personnes représentant des familles des réfugiés des citoyens du département de Pétritch et se trouvant actuellement à Sofia.

La présente avait déjà été soumise aux destinataires, lorsque l'on a appris de nouveaux faits de terreur exercés par les bandes d'Ivan Mikhaïloff, faits qui illustrent la situation impossible dans laquelle se trouve la population dudit district. Ainsi, le 8 septembre, le citoyen Padechki 25 ans, de la ville de Gorna-Djoumaya, a été arrêté une 2ème fois par les gens de Mikhaïloff, sans aucun motif. On l'a fait disparaître. On dit qu'il a été tué et son cadavre jeté dans le fleuve Strouma. D'ailleurs, les bandits de Mikhaïloff déclarent que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec leur chef Mikhaïloff finiront dans le fleuve. On a tué à Pétritch, Spass Mourtensky et un de ses parents, près de l'église Sveta Petka. On a tué également Krasto Vélechtcheto, du village de Mendovo, arrondissement de Pétritch. Il n'y a pas longtemps, Kosté Velitchkoff, de la ville de Gorna-Djoumaya, a été arrêté sur l'ordre de Assène P. Avramoff, un des membres des bandes de Mikhaïloff. On l'a torturé durant trois jours pour avoir refusé de verser la somme de 25.000 leva au dit Avramoff. Il n'a été libéré qu'au moment où sa femme a pu se procurer cette somme et la verser. Les deux frères Mito et Stephan, de Pétritch, ont été recherchés par les bandes de Mikhaïloff. On ne connaît pas leur sort.

Madame Souleva, que nous avons nommée ci-haut a fait savoir encore les faits suivants:

Sur la place même de la ville de Gorna-Djoumaya, en présence de plusieurs citoyennes et d'officiers, elle a été battue bestialement par Boris Klisoursky, Kyrill Montcheff, Taki Guéorguieff, etc., ensanglantée, déchirée, laissée presque morte; elle a été menacée par le citoyen Kyrill Montcheff avec les propos suivants: »Après la couronne, c'est moi le maître ici«.

Tous les faits ci-dessus exposés sont absolument véridiques, étant donné qu'ils nous ont été communiqués par les victimes mêmes qui ont supporté, tout ce terrorisme décrit dans notre exposé.

Les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont fait d'Ahmed Zogou un roitelet

Des facteurs intérieurs, il serait erroné de croire que ce soient seulement les membres de l'Assemblée Constituante qui ont fait d'Ahmed Zogou un roi. Ceux qui »à l'unanimité« ont décidé sa royauté à l'Assemblée ne sont pas les seuls qui aient crié »Vive le roi!« Ils représentent certaines classes ou catégories albanaises qui désirent effectivement, de tout leur être, qu'Ahmed Zogou devienne roi, et pour bien longtemps.

A la tête de ces facteurs intérieurs se trouve la classe des beys, de ces parasites du peuple albanais qui jouent dans la politique albanaise d'aujourd'hui le rôle principal. Les beys albanais, ces derniers féodaux en Europe, sont hantés par le cauchemar de la proclamation en Albanie aussi d'une réforme agraire qui les déposséderait et de leurs terres et de leurs serfs, les paysans: privés de leurs domaines et de leurs serfs, n'ayant eux-mêmes ni valeur individuelle, ni instruction même rudimentaire, ces beys ne pourraient que devenir des domestiques, ou casser des cailloux, ou se faire des portefeuilles. Et encore, dans leur dégénérescence, le plus grand nombre d'entre eux ne pourraient même pas se décider à exécuter ces travaux pour gagner honnêtement leur pain. Un Hussein ou un Ilias Vrioni, par exemple, ou un Shekret Verlaci, ou l'un quelconque des beys, privé des terres et des paysans travaillant ces terres, serait la personnification de l'être sans absolument aucune valeur et sans absolument aucune capacité de travail. Mais Zogou Ier, bey lui-même, sortant de leurs propres rangs, s'appuyant sur leur servilité, leur conservera leurs propriétés, et surtout leurs serfs, et ainsi ils pourront continuer à mener leur vie de parasites fainéants.

Au début, les beys ne voulaient pas d'Ahmed Zogou qui, pour les besoins du moment, étalait quelques semblants de démocratisation. Mais par la suite, lorsqu'ils virent que ce n'était là que supercherie, et surtout qu'il ne touchait pas à leurs propriétés, ils se mirent à lui chanter des hosiannas. Il y a quelques années, quelques temps après qu'Ahmed Zogou se fût emparé du pouvoir, j'ai entendu la vieille femme d'un bey, qui n'avait vraiment pas des raisons d'éprouver de la sympathie personnelle pour Ahmed qui avait offensé sa famille et ses amis, j'ai entendu cette femme d'un bey dire: »Nous n'aimons pas Ahmed, mais nous prions jour et nuit pour que Dieu le préserve...« C'est là l'expression du sentiment réel d'un bien grand nombre de beys qui ont des raisons personnelles pour ne pas aimer Ahmed Zogou et qui

pourtant désirent ardemment qu'il reste au pouvoir. Nul n'aurait cru que Shekret Verlaci, par exemple, vote pour la royauté d'Ahmed Zogou; et cependant, il l'a fait, et de tout son cœur. La forme monarchique, pensent les beys avec raison, leur conservera leurs domaines, leurs tchiftliks. Et pour mieux s'assurer une identité d'intérêts avec Ahmed, sans grande fortune personnelle, ils lui firent don de quatre tchiftliks des domaines de l'Etat. Ainsi, tous les beys qui, dans l'Assemblée Constituante, ont voté pour la royauté d'Ahmed Zogou, l'ont fait avec la profonde conviction de sauvegarder ainsi le mieux leurs intérêts.

Après les beys, ce sont les aghas et les archondes, qui, par les mêmes considérations, ont voté pour Ahmed Zogou. Puis viennent les usuriers, les gros commerçants — s'occupant aussi en général de contrebande, — de nombreux prêtres et hodjas, qui tous voient en Ahmed Zogou le protecteur de leurs intérêts. Vient ensuite une foule de carriéristes, de déclassés, de spadassins, de mercenaires, se vendant toujours au plus offrant, prêts à tout, qui veulent voir leur seigneur Ahmed Zogou plus puissant encore pour être eux-mêmes plus grassement payés.

Et tout ce monde a formé une sorte de société anonyme qui, sous la présidence de leur roi Zogou Ier, exploite d'une façon effrénée le pauvre peuple albanais qui n'a pas assez du pain de maïs pour se nourrir.

Mais tous ces vils parasites que nous venons d'énumérer n'auraient pas été à eux seuls capables de faire d'Ahmed Zogou un roi s'ils n'avaient pas été secondés, encouragés, poussés par des facteurs extérieurs: l'impérialisme italien, et derrière lui l'impérialisme anglais et ses amis.

L'impérialisme italien s'efforçait à donner au régime féodal en Albanie une forme qui lui paraissait stable et fortifiée, pour consolider tous les avantages politiques et économiques arrachés jusqu'ici par M. Mussolini à Ahmed Zogou, et en obtenir encore d'autres. La proclamation de la monarchie en Albanie, avec Ahmed comme roi, est pour l'Italie fasciste comme un drapeau hissé sur une colline occupée par elle, et d'où elle proclame: »Je suis arrivée jusqu'ici, je me suis retranchée ici et à présent je marche plus loin.« On n'a qu'à se rappeler tous ces articles publiés par la presse fasciste italienne, aux jours de la tragi-comédie albanaise, toutes ces dépêches échangées entre les deux rois, ces promesses de

fidélité d'Ahmed Zogou à l'adresse de ses protecteurs, etc., et l'on comprendra aisément le rôle principal joué par l'impérialisme italien dans la proclamation d'Ahmed comme roi. Il n'est point nécessaire de relever encore spécialement les concessions déjà accordées à l'impérialisme italien pour les services rendus par ce dernier pour le maintien jusqu'ici du régime «républicain» des beys, ni pour celles qui seront encore concédées pour le maintien de leur régime monarchique. Les premières ont été à plusieurs reprises énumérées dans les colonnes de la *Liria Kombëtare* et les secondes dans la proclamation du *Comité de l'Emancipation Nationale Albanaise*.

L'impérialisme anglais, pour des raisons que nous ne releverons pas ici, a laissé à l'Italie fasciste mains libres en Albanie et y fait ce que M. Mussolini désire. Il a d'ailleurs aussi ses raisons à lui, faciles à concevoir, pour préférer en général aux régimes monarchiques les régimes républicains. Quant au choix particulier d'Ahmed à la royauté, cela est dû surtout parce qu'il est appuyé par des amis au Foreign Office. M. Eyres, précédemment ministre britannique en Albanie, est lié à Ahmed par des liens matériels. Lorsque Ahmed était encore ministre de l'Intérieur, il avait fait dresser en faveur de son ami Eyres un permis d'exportation pour quelques centaines de milliers de couronnes autrichiennes en argent, ce qui avait procuré au ministre de Sa Majesté Britannique un fort joli bénéfice. Plus tard, lorsque Ahmed revint au pouvoir, cette fois-ci comme président de la République Albanaise, Eyres reçut, à titre de don, de nombreuses actions de l'Anglo-Persian Oil Co., ce qui lui rapporta également une somme fort ronde. Les 3-4 années de son séjour en Albanie comme ministre d'Angleterre ont rapporté à M. Eyres bien plus que tous les gages qu'il a reçus pendant toute sa vie, du gouvernement britannique.

Mais il est une chose bien plus grave encore que les spéculations lucratives de M. Eyres. *On dit que le gouvernement anglais a l'intention de céder à la Grèce l'Albanie Méridionale*, et toutes ces actions telles que la réouverture des Syllagues vorioïpirotes, la constitution des sociétés orthodoxes, l'empressement que la Grèce a mis à reconnaître Ahmed comme roi, la signature du traité italo-grec, etc., nous font sérieusement appréhender que le danger de la réalisation de ce plan criminel est bien réel et que chaque jour nous rapproche davantage de cette catastrophe.

Tels sont les facteurs qui ont voulu de la monarchie en Albanie, et d'Ahmed Zogou comme roi. Ils n'ont rien de commun avec le peuple albanais.

(De la *Liria Kombëtare*, Genève)

K. Boshnjak

L'Albanie Méridionale en danger!

De nouveau se trame quelque chose d'affreux pour le peuple albanais, de nouveau se prépare une nouvelle amputation de son corps!

Il s'agit cette fois de l'Albanie Méridionale, sur laquelle la Grèce militariste a depuis longtemps, des visées annexionnistes.

L'Albanie Méridionale, avec les provinces d'Argyrocastro et de Koritza, présente une superficie de 7.400 km² environ, soit à peu près le tiers de l'Albanie politique, et elle a une population d'environ 250.000 habitants; et depuis longtemps elle est l'objet des aspirations grecques.

Cette partie de l'Albanie est habitée par une population albanaise de race, mais il y a aussi une minorité de race grecque s'élevant à 28.000 habitants et, d'ici partant, la «grande idée» grecque a réclamé ces provinces pour soi. Elle raisonne ainsi: 28.000 habitants sont des Grecs; mais il y a dans ces provinces d'autres 100.000 chrétiens orthodoxes — et ceux-ci sont aussi des Grecs; le reste, avant de devenir musulmans, étaient aussi orthodoxes, et ils étaient, par conséquent, aussi des Grecs; et ainsi, l'Albanie Méridionale est habitée par des Grecs et doit être annexée à la «mère patrie», la Grèce.

La réalité, cependant, est qu'excepté les 28.000 précités,

toute la population est albanaise de race et de langue. Mais ceci ne signifie rien pour les militaristes grecs qui, comme on le sait, affirment que, dans les Balkans, tous les orthodoxes sont des Grecs.

Il y a eu, dans le passé, et notamment en 1914, de grandes luttes dévastatrices dans l'Albanie Méridionale. La Grèce avait alors organisé une «Epire Autonome», avec un gouvernement sous la présidence de Zografos entouré d'officiers et de hauts fonctionnaires envoyés spécialement d'Athènes. Ce gouvernement de l'«Epire Autonome» fut constitué pendant l'occupation grecque des provinces d'Argyrocastro et Koritza (Guerre balkanique). Ultérieurement, lorsque les frontières albanaises furent fixées platoniquement à la Conférence de Londres, en 1913, l'armée fut officiellement retirée, mais les officiers grecs sont restés, ainsi que les soldats — bien entendu sans uniformes.

Le gouvernement de l'«Epire Autonome» avait pour but de faire accroire à l'opinion publique européenne que la population de l'Albanie Méridionale voulait non pas l'Albanie, mais l'annexion à la Grèce. Comme nous l'avons dit plus haut, il s'ensuivit une lutte armée menée par la population contre l'envahisseur étranger. Cette lutte a duré deux ans environ. Des centaines de villages furent incendiés, des dizaines de milliers durent quitter leurs foyers pour chercher asile dans les autres parties de l'Albanie où, ravagés par la malaria, affamés, plusieurs milliers ont trouvé la mort.

La Grèce a occupé officiellement ces provinces pour y «mettre de l'ordre»; pendant la guerre générale, l'Italie a occupé Valona et Argyrocastro pour «libérer» ainsi la «petite nation» albanaise; quant à la province de Koritza, celle-ci fut occupée par l'armée française de Salonique, bien entendu «pour y porter la civilisation».

Lorsque l'armée française, après la fin de la guerre, eût évacué Koritza et que l'armée italienne fut obligée d'évacuer Argyrocastro et Valona à la suite d'une insurrection armée de la population, ces provinces d'Argyrocastro et de Koritza furent rattachées à l'Albanie. La Grèce aurait bien fait les difficultés possibles contre le rattachement à l'Albanie de ces deux provinces de l'Albanie du Sud, qu'elle nomme toujours l'«Epire du Nord», si les conditions objectives le lui avaient permis; mais, pendant ce temps, elle se trouvait en guerre en Asie Mineure, ce qui l'empêchait d'ouvrir un nouveau front en Albanie. D'ailleurs, même lorsque, plus tard, elle reconnut l'Albanie, elle fit des réserves expresses quant à l'Albanie du Sud, sur laquelle elle a voulu toujours garder des droits formels.

Et à présent, nous avons de sérieuses raisons pour craindre que M. E. Vénizelos veuille mettre en exécution le vieux projet grec de l'annexion de l'«Epire du Nord» à la «mère patrie». Ce fut d'ailleurs M. Vénizelos qui, comme premier ministre, avait en son temps constitué l'«Epire Autonome» et fait occuper cette région par des armées régulières grecques. M. Vénizelos avait aussi signé, en 1919, l'accord dit Tittoni-Vénizelos, par lequel l'Albanie du Sud devait être annexée à la Grèce.

M. Vénizelos veut faire entendre à l'opinion publique grecque que si lui, Vénizelos, était resté au pouvoir, la Grèce n'aurait pas perdu la guerre en Asie Mineure, et à présent qu'il est de nouveau au pouvoir, elle peut reprendre l'Epire.

Et l'Italie veut compenser la Grèce pour la Dodecanèse, en lui offrant un morceau de sa colonie — l'Albanie.

Le fait est que pendant le dernier temps, les organisations patriotiques grecques dites «vorioïpirotes», qui ont développé en son temps un travail néfaste en Albanie Méridionale et qui ont été fermées avant quatre ans, sont à présent réouvertes et mènent un travail des plus intensif à l'étranger et en Albanie même.

Au cours de son voyage, M. Vénizelos a déclaré au correspondant du journal «Outro», entre autres, que «personne en Grèce ne songe à d'aspirations sur l'Albanie du Sud depuis que la Société des Nations en a délimité les frontières...», mais nous autres, nous avons des raisons pour ne pas y prêter foi.

Paris, octobre 1928

A. Devolli

Demi-siècle d'esclavage de la Dobroudja

L'oligarchie roumaine fait de fiévreux préparatifs. Elle prépare avec bruit à pompe du 28 octobre: le cinquantenaire de l'annexion de la Dobroudja — plus justement: le cinquantenaire de l'annexion de la Dobroudja du Nord et le quinzième anniversaire de l'esclavage de la Dobroudja du Sud — du Quadrilatère.

On va dépenser cinquante millions de leis, pour exécuter un long programme — résultat du travail de trois mois

de dizaines de commissions et de comités spéciaux — un programme prévoyant des messes solennelles, des parades, un cortège allégorique historique, des médailles de souvenir, une monographie scientifique (?) sur la Dobroudja par le professeur Bratescu, la pose de la première pierre du futur «Palais de Culture de la Dobroudja» — symbole de la tyrannie oligarchique — etc. etc.

Des courses de chevaux de l'aristocratie roumaine sui-

vront le cortège brillant qui sera flanqué par la police, la gendarmerie, la Sigourantsa, criant à tue-tête: «Triasca Romania Mare!» On organisera des banquets; des discours solennels seront prononcés par les hauts fonctionnaires de l'administration corrompue, en l'honneur de leur travail «culturel» durant ces cinquante ans; le Président du Conseil, M. V. Brătianu, prendra la parole en présence de la famille royale, de la régence etc. Toute cette pompe va se dérouler dans la capitale de la Dobroudja — la charmante ville de Constanza.

On fêtera dans toute la Dobroudja, mais évidemment le programme ne sera pas partout aussi solennel.

Dans la Dobroudja du Sud spécialement, on organisera des cortèges barbares de bandes armées kouzovaques.

Les masses populaires de Dobroudja, indignées, traînant des chaînes d'un esclavage inouï, grinceront des dents devant cette pompe cynique mise en scène par les boyards roumains.

Les fêtes nationalistes se suivent en Roumanie: hier en Bessarabie, aujourd'hui en Dobroudja, demain en Transylvanie, Boukovicine, Banat. L'oligarchie nationaliste roumaine s'efforce d'une façon opiniâtre à détourner l'attention des masses populaires supportant encore un esclavage quasi-féodale, au moment même où elles demandent des droits politiques et de la terre. Elle veut détourner les ouvriers et paysans roumains de leurs luttes pour des salaires humains et pour le droit de coalition, en excitant chez eux des sentiments de chauvinisme dans le but de serrer davantage les chaînes d'esclavage des six millions de citoyens appartenant aux différentes minorités nationales de la «Grande Roumanie».

Après la Russie tsariste, la Roumanie est le pays classique des pogromes antisémites. La puissante famille des Brătianu a transformé la Roumanie en une vaste prison pour des dizaines de minorités nationales opprimées par ce pays. Après le massacre des Bessarabiens de Tatar-Boumar, l'oligarchie roumaine organise des fêtes en Bessarabie. Après les massacres des Dobroudjanais de Staro-Selo et de Kotehani, viennent les fêtes de Dobroudja. Les pogromes d'Oradea Mare et de Cluj sont des signes avant-coureurs; ils montrent qu'on va préparer bientôt des fêtes dans ces contrées aussi. Les pogromes sont les moyens préférés de l'oligarchie roumaine pour la dénationalisation des régions annexées. Ils représentent une partie de son programme d'oppression économique, politique, culturelle et nationale des minorités nationales. Et ce régime honteux est soutenu tacitement par la S. D. N...

Toute les grands puissances impérialistes prêtent leur appui entier à l'oligarchie roumaine, ce singulier «gendarme» de l'Europe civilisée aux portes de l'Orient «barbare»!... Autrement, cet Etat aux pieds d'argile qu'est la «Grande Roumanie», ce pays du conglomérat national et de l'archaïsme économique serait depuis longtemps désagrégé par la forte poussée révolutionnaire de deux facteurs essentiels: la question nationale et la question paysanne.

Les luttes d'il y a cinquante ans entre la Russie tsariste et les autres puissances impérialistes donnèrent comme résultat, entre autres, l'annexion de la Dobroudja par la Roumanie. Le traité de Berlin de 1878 remplaça en Dobroudja la tyrannie des Sultans par celle des boyards roumains. En 1913, la Roumanie annexa la Dobroudja du Sud. Et ainsi, ce pays tout entier fut jeté dans un esclavage complet. Aujourd'hui, il est obligé, par les baïonnettes des gendarmes, à fêter le cinquantenaire de son esclavage.

Quel a été le bilan de la domination roumaine en Dobroudja?

Rien que pendant les derniers dix ans, plus de 50.000 Dobroudjanais ont été chassés de leur pays. Il est vrai qu'une statistique officielle manque, mais une enquête sérieuse montrera que durant cette période de 50 ans, le nombre des Dobroudjanais chassés de leur pays dépasse l'énorme chiffre de 200.000.

Quels sont les résultats de la colonisation de la Dobroudja par des Roumains? Le nombre de ces derniers est incomparablement plus bas que celui des émigrés dobroudjanais. L'oligarchie roumaine ne pourra pas se féliciter d'avoir changé le caractère ethnographique de la Dobroudja. C'est exactement pour cette raison qu'on a renforcé ces dernières années la colonisation en Dobroudja. Déjà plus de 20.000 Kouzovaques, venus de la Macédoine grecque, s'y sont installés. Leur nombre augmente sans cesse. On a laissé à leur disposition la terre et les biens des Dobroudjanais. Pour illustrer la situation dans cette malheureuse région, il suffit d'ouvrir les derniers journaux roumains. Ainsi, l'*Adverul* du 13 octobre écrit: «Les incidents entre les Kouzovaques colonisés et les Dobroudjanais ne cessent pas. Nous avons reçu copie d'une pétition signée par la municipalité et par un grand nombre de citoyens du village de Garvan, arrondissement de Silistra, et adressée au Préfet. Dans cette pétition, les habitants autochtones se plaignent de ce que les Kouzovaques les maltraitent quotidiennement, leur ravissent leurs

biens, violent leurs femmes et leurs filles. Aux protestations des intéressés, on répond: «si cela ne vous plaît pas, allez vous en, réfugiez-vous en Bulgarie». Le journal *Inainte* du 30 septembre, l'organe du bloc ouvrier-paysan, écrit: «Des bandes de Kouzovaques colonisés en Dobroudja parcourent les villages, emportent les vivres et le bétail de la population locale, matraquent cette dernière, occupent par la force les maisons, violent les femmes. Ces nouvelles, quoique incroyables, sont toute-à-fait exactes.»

Pour montrer l'état d'esprit des Roumains colonisés en Dobroudja, il suffit de citer la publication suivante que nous trouvons dans le journal «Dobroudja Juna» du 27 septembre: «Le colonel de réserve Varodine, gros propriétaire, a tué à coups de revolver, son chauffeur Medgidiliev, parce que ce dernier avait eu l'audace de réclamer son salaire»...

A la veille des fêtes, les nouvelles qui nous arrivent de Dobroudja sont encore plus tragiques. Des bandes attaquent des villages tout entiers, chassent les villageois, les forcent à quitter leurs foyers, les menacent d'incendies, violent les villageoises. Le nombre des émigrés augmente de nouveau.

Pour sa politique de colonisation et de dénationalisation de la Dobroudja, l'oligarchie roumaine crée une législation spéciale. Car la Dobroudja n'est pas gouvernée par les lois générales du pays, mais par des lois exceptionnelles. L'état de siège permanent y a été proclamé, des cours martiales y ont été instituées, des réquisitions, des corvées sont pratiquées, etc. etc. Des procès politiques sont intentés en masse: plusieurs centaines de citoyens dobroudjanais languissent dans les prisons roumaines. Une loi spéciale a été créée pour dépouiller les citoyens de leurs terres sans indemnisation aucune. Cette loi restera comme une monstruosité dans l'histoire de la législation.

Les écoles et les églises dobroudjanaises ont presque totalement disparu: des 600 écoles bulgares se trouvant rien que dans la Dobroudja du Sud, il n'existe aujourd'hui que 14, d'après la déclaration même du délégué roumain au Congrès des Associations pour la S. D. N., tenu à Prague. Les écoles des minorités sont considérées comme des écoles privées: elles ne jouissent pas des droits des écoles publiques, de l'Etat ou des municipalités.

Privés des droits politiques et culturels, précipités dans un esclavage économique, les Dobroudjanais supportent l'horreur des pogromes systématiques organisés à Staro-Selo, Chahinlar et Kotehina — où ont été tués plusieurs centaines de paysans, dont quelques uns brûlés vifs — resteront un document irréfutable du barbarisme de l'oligarchie roumaine.

Le tableau de la situation générale en Roumanie à la veille même des grandes fêtes du jubilé est très sombre, très triste. Vains resteront les efforts de l'oligarchie de falsifier les résultats de sa tyrannie d'un demi-siècle.

Les Dobroudjanais sont soumis à un esclavage économique et national. On leur refuse l'un des droits les plus sacrés — celui de vivre dans leur pays national.

«La Dobroudja a été et restera roumaine» s'écrie dans les colonnes du journal *Adverul* du 17 octobre l'inspirateur intellectuel des bandes kouzovaques, le journaliste Batsaria, lui-même Kouzovaque, en réponse à la presse bulgare protestant contre la terreur en Dobroudja.

En effet, la presse bulgare est sortie de son mutisme habituel, publiant ces derniers jours plusieurs articles contre la nouvelle vague de terreur en Dobroudja.

L'organe personnel de M. Liapcheff, écrit: «La terreur en Macédoine et en Dobroudja continue. Les voix des asservis demandant la liberté, est étouffée par la prison, le sang, la potence. Le voile du sombre esclavage sera déchiré par cette force résolue qu'est la conscience humaine. Nous croyons que la S. D. N. sauvera des griffes de la mort la population civilisée de la Dobroudja.»

En effet, il est grand temps que la conscience humaine dise sa parole résolue sur les crimes du Zgovor sanglant, qui a trempé ses mains dans le sang de plus de 20.000 citoyens bulgares.

Les Dobroudjanais ne peuvent pas partager les espérances du Zgovor fasciste en la S. D. N., sachant qu'en réalité, sous ces espérances, ils sont eux-mêmes les victimes aujourd'hui.

Les Dobroudjanais, sans distinction de religion ni de nationalité, savent très bien que leur voïvode légendaire et instituteur bien aimé Dotcho Mikhaïloff fut tué d'une main armée par ce même Zgovor.

L'histoire donne des leçons tragiques. La réaction bulgare, cependant, n'a rien appris. Le dernier politicien comprend aujourd'hui que la question dobroudjanaise n'est pas une question exclusivement bulgare.

Les Dobroudjanais bulgares, turcs, tartares, russes ne peuvent avoir aujourd'hui un autre appui que leur propre lutte révolutionnaire, sous le drapeau de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (O. R. D.), lutte qui leur assurera

une Dobroudja libre et indépendante, membre de la libre union des pays balkaniques — de la Fédération Balkanique.

Les fêtes organisées en Dobroudja par l'oligarchie roumaine, se déroulent en un moment historique très important.

Les masses populaires de Dobroudja, analysant d'une façon sérieuse toute la période de la tyrannie, prenant leçon du passé, doivent serrer leurs rangs sur le front national-révolutionnaire des Balkans.

De nouveau les diplomates européens se donnent des rendez-vous dans les capitales balkaniques. Les Dobroudjanais doivent suivre avec attention les calculs et les plans des représentants galonnés de l'impérialisme et de la réaction. Le général Le Rond, après lui le maréchal Pilsudsky, d'autres encore, préparent de nouveaux massacres dans les Balkans. Cependant, toute complication politique pouvant provoquer un nouveau carnage doit être un signal pour les peuples balkaniques opprimés, un stimulant pour les pousser à développer leurs forces révolutionnaires et conquérir leur indépendance nationale, qui assurera leur développement national, politique et économique.

Dobroudjansky

Correspondance de Dobroudja

Fin d'Octobre 1928.

La Dobroudja sous joug roumain vient de nouveau d'être envahie par une nouvelle et féroce vague de terreur. La population paisible et laborieuse de ce pays est soumise de nouveau à de cruelles persécutions de la part de l'oligarchie roumaine des boyards et des tchokoïs, de la part des organes de l'administration, et surtout de la part des colons tsintsars koutzovalaques transportés en Dobroudja de la Macédoine sous jougs serbe et grec. Pas un jour ne s'écoule sans enregistrer de nouveaux arbitrages endurés par cette population dobroudjanaise torturée et mise hors la loi. On bat les Dobroudjanais en masse, on les dépouille des fruits de leur labeur, on leur ravit leurs biens, on leur viole leurs femmes et leurs filles. Les colons koutzovalaques, instruments aveugles de l'oligarchie roumaine, soutenus par les organes officiels se livrent aux pires pillages et assassinats. Et ces pillages et assassinats ne sont point choses accidentelles: ils constituent les procédés habituels pratiqués systématiquement en application de la politique de terreur et de «dénationalisation ou extermination» que poursuit l'oligarchie roumaine à l'égard de la malheureuse population dobroudjanaise depuis cinquante années, depuis que la Dobroudja a été jugulée par les dominateurs roumains.

Pour dénationaliser et assimiler cette population, la clique au pouvoir à Bucarest se sert des moyens les plus cruels et les plus barbares. Dans ses efforts pour changer le caractère ethnographique de ce pays étranger à elle, elle ne s'arrête devant aucun crime. Elle veut anéantir à tout prix l'esprit militant de cette population qui ne cesse de lutter pour son indépendance nationale et politique. Cette clique de tchokoïs et boyards veut tuer en la population le sentiment national, le désir de s'acquérir des droits et des libertés. Elle veut l'asservir et la transformer en un troupeau de rayas pour l'exploiter d'une façon plus effrénée encore. Ceux des Dobroudjanais qui ne peuvent sans murmurer subir tous ces arbitrages féroces sont massacrés par les bandes armées de colons koutzovalaques, voire par les organes mêmes du gouvernement — comme par exemple cela fut dans les villages Staro-Selo, Senovo, Chahinlar, Denizler, etc., ou forcés à émigrer.

Ainsi que nous l'avons relevé plus haut, les instruments principaux de l'oligarchie roumaine des boyards et des tchokoïs dans l'application de leur politique criminelle à l'égard des Dobroudjanais, sont les Koutzovalaques transportés et colonisés en Dobroudja, de la Macédoine sous jougs grec et serbe. Ils sont armés par le pouvoir à l'effet de se livrer à des actes de terreur sur les Dobroudjanais, pour les dénationaliser ou les obliger à abandonner leurs foyers et à émigrer. Un exemple: les habitants du village de Hodjakeuy ont été dernièrement attaqués par une bande armée de colons koutzovalaques venus spécialement à cet effet des villes de Garvan et de Yali-Tchataldja. Tous les villageois, hommes, femmes, enfants, ont été féroceusement battus et l'ordre leur a été intimé d'abandonner leurs maisons, leurs terres et leurs biens et d'émigrer immédiatement en Bulgarie, s'ils ne voulaient pas être massacrés tous. Une autre bande armée de colons koutzovalaques a attaqué les villages de Belitza, Sansalar, Bulgarsk-Koussouy, etc. de l'arrondissement de Silistria. Ces bandits ont arrêté plus de 20 notables desdits villages et les ont amenés à Silistria où ils les ont livrés aux autorités en les accusant d'avoir massacré des soldats et officiers roumains lors de la retraite des armées roumaines. Pendant tout le trajet jusqu'à Silistria, les malheureux

Dobroudjanais ont été constamment battus avec féroce. A la tête de cette bande armée de Koutzovalaques se trouvait un certain Yon, du village de Kirinbeg (arr. de Viddin, Bulgarie), qui, lors de l'interrogatoire des «accusés», les battait personnellement. De Silistria, ces Dobroudjanais ont été conduits à Constantza sous forte escorte, pour y être traduits devant la Cour martiale. Les parents et amis de ces malheureux ont réussi à ramasser entre eux une somme de 200.000 leis qu'ils remirent aux autorités pour la remise en liberté provisoire des détenus.

Au tribunal départemental de Silistria vient d'avoir lieu un procès contre des colons tsintsars de Garvan parce qu'ils avaient féroceusement battu le paysan Athanass Nicoloff et tiré des coups de revolver dans le cabaret d'un certain Christo Zlateff. Naturellement, ce procès n'a été qu'une pure comédie — les colons en question ont été tous acquittés, et ainsi, ils sont encouragés à procéder à de nouveaux massacres de Dobroudjanais.

Là où des colons tsintsars ne se trouvent pas, les persécutions des Dobroudjanais se perpétrent par les organes mêmes du pouvoir. Les paysans des villages de Kavourgha et de Otoudja ont été féroceusement battus par des agents de police qui les ont sommés de quitter immédiatement leurs foyers et d'émigrer en Bulgarie, sous peine d'être tous tués sans merci. Et ces malheureux ont dû abandonner maisons, champs, récoltes, biens, et se rendre à Silistria où ils tâchent de se procurer des passeports pour émigrer.

Etc., etc.

Les actes de violence de l'oligarchie roumaine des boyards et des tchokoïs, les pillages et les assassinats de Dobroudjanais par les bandes de colons tsintsars armés par le gouvernement prennent des dimensions de plus en plus étendues. Une panique s'est emparée de toute la population paisible et sans défense de la Dobroudja.

La situation faite au peuple dobroudjanaise est affreuse. Mais les Dobroudjanais ne désespèrent nullement. Ils serrent les rangs et se préparent à briser les lourdes chaînes de leur esclavage. Ils marchent à pas décidés dans la voie que leur a indiquée leur bien-aimé et inoubliable instituteur et voyvode Dotoho Mikhaïloff, qui a tracé de son sang l'unique chemin pour la libération de la Dobroudja: celui de la lutte révolutionnaire et organisée en masse, sous l'étendard déployé de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise — O. R. D., pour la création d'une Fédération des libres peuples balkaniques.

P. Izvoroff

L'issue du grand procès de Cluj Une sentence ignoble et jésuitique

Après des débats qui ont duré presque cinq semaines devant le Conseil de Guerre de Cluj, le grand procès de masse s'est terminé par une sentence de classe, de terreur blanche, qui envoie aux travaux forcés dans les salines une nouvelle série de militants des plus courageux de la classe ouvrière de Transylvanie et du Vieux-Royaume. Le rédacteur Mathe a été condamné à 9 années de travaux forcés, dix années de perte de droits civils et politiques, et 100.000 leis d'amende, parce qu'il aurait rédigé des articles parus ou destinés seulement à paraître dans la revue de la Jeunesse Communiste. L'institutrice Haya Lipchits a été condamnée à 8 années de travaux forcés, dix années de perte de droits civils et politiques et 100.000 leis d'amende, pour avoir fait partie, ce qui d'ailleurs n'a pas du tout été prouvé, de la direction de la Jeunesse Communiste. Le jeune ouvrier Senkovits a été condamné à 7 années de travaux forcés et aux autres peines comme plus haut, pour avoir participé à l'impression de la dite revue. Tout un nombre d'autres ouvriers, ouvrières et intellectuels etc. ont été de même condamnés à des peines variant entre cinq et dix années de travaux forcés pour des «crimes» analogues, mais ceux-ci ont heureusement pu jusqu'à présent se soustraire à cette «justice» du képi, des éperons et de la cravache, en refusant de se laisser attrapper par les sanglants limiers de la Sigourantsa. Des accusés présents ont encore été condamnés les ouvriers Imbre Pierre et Arpad Lenard à 6 années de travaux forcés pour avoir participé à l'organisation du Parti Communiste, de même l'employé de commerce Lazar Odon à 2 années. L'ouvrier typographe Avramesco a reçu 3 années pour avoir participé à l'organisation du Secours Rouge, c'est-à-dire le secours aux victimes de la Terreur et à leurs familles et enfants. D'autre vingt travailleurs et ouvriers ont reçu «seulement» des peines allant de huit mois de prison à cinq jours. Mais tous ceux-ci, que la sauvage «justice» militaire elle-même n'a pu trouver

suffisamment coupables, pour leur appliquer les peines lourdes habituelles de plusieurs années de prison, tous ceux-ci qui ont été accusés pour avoir lu ou reçu des livres et publications qui paraissent d'ailleurs légalement en Roumanie ou qui sont édités par des organisations ouvrières à l'étranger, ou pour avoir nourri des sympathies pour les idées communistes, — tous ont été condamnés aussi à dix années de perte des droits civils et politiques. Et puisque parmi eux beaucoup sont membres des Conseil syndicaux ou fonctionnaires des syndicats, leur condamnation à dix années de perte des droits signifie leur écartement du mouvement ouvrier pour toute cette intervalle, étant donné que, d'après la loi réactionnaire d'organisation des syndicats ouvriers, seules des personnes possédant pleinement les droits civils et politiques peuvent occuper des fonctions et délégations dans les organisations ouvrières.

Cette partie de la sentence démasque ainsi le raffinement sadique de la réaction et de la justice roumaine. Cette justice a été «indulgente», elle a appliqué «seulement» cinq jours de prison (après une prévention de plusieurs mois), mais elle a «liquidé» pour dix années des indésirables dirigeants de syndicats. C'est là par exemple le cas du secrétaire-général de l'Union des Ouvriers en Bois, Stesan Dan, qui a été condamné à quatre mois de prison, mais qui a été dépouillé pour dix années de ces droits d'exercer la fonction que les ouvriers en bois de Roumanie lui ont confiée.

En tout, le Conseil a prononcé 150 années de prison et travaux forcés et 278 années d'interdiction de séjour, et a appliqué des amendes d'un total de 715.500 leis. Vu que les ouvriers condamnés à ces amendes ne sont pas en état de payer ces sommes énormes, on voit que le Conseil, en appliquant parfois des peines de prison «indulgentes», forcera en réalité par ces amendes les ouvriers à faire, par une procédure détournée, quand même de longues années de prison.

Non seulement ces peines «indulgentes», mais les autres féroceement lourdes mentionnées plus haut, n'ont elles non plus à leur base des faits prévus et réprimés par les lois en vigueur, d'ailleurs suffisamment sauvages. D'après le témoignage même des journaux bourgeois, le Conseil des militaires n'a prononcé de telles sentences barbares que parce que les militants ouvriers se sont défendus devant le Conseil avec dignité et courage, en condamnant le régime et sa justice de classe, parce qu'ils ont eu une attitude «hostile» et «blessante» pour les «juges» qu'ils ont désignés sans détour comme des «juges de classe», jugeant «par ordre».

Tandis que cette partie de la sentence est à ce degré ignoble et révoltant et éveille l'indignation de tous les hommes honnêtes même si adversaires des idées des condamnés, l'autre partie de la sentence, que nous allons commenter, a une signification toute autre. Ont été, en effet, acquittés 34 accusés, parmi lesquels le Dr. Eugène Rozvany, le dirigeant du Bloc Ouvrier-Paysan et Conseiller Municipal à Oradía; Koloman Müller, le président des Syndicats Unitaires de Roumanie et Conseiller Municipal à Timichora; d'autres nombreux militants des Syndicats Unitaires et du Bloc et Conseillers Municipaux de diverses villes; puis le secrétaire-général du Secours Ouvrier International, l'écrivain radical minoritaire bien connu Victor Arady, ainsi qu'un groupe d'ouvriers accusés de «grève révolutionnaire» consistant en la suspension du travail pour revendications de salaires sans avoir informé de leur intention de grève le chef de la Sigourantsa locale.

L'acquiescement de ces représentants autorisés des Syndicats Unitaires, du Bloc Ouvrier-Paysan et du Secours Ouvrier International est une lourde désillusion pour le Com-

missaire royal, pour la Sigourantsa et pour le gouvernement. Non pas que le Conseil de guerre ne fût pas d'accord avec le gouvernement, la Sigourantsa et le Commissaire royal et n'eût pas été décidé à condamner aussi ces représentants des organisations légales ouvrières de classe de Roumanie. Le procès entier n'avait été mis en scène que comme un prétexte, pour pouvoir condamner les dirigeants représentatifs et autorisés des Syndicats Unitaires, du Bloc Ouvrier-Paysan et des autres organisations légales ouvrières comme étant des «instruments» camouflés du Parti Communiste, et recevoir ainsi, sur la base de ces condamnations de la «justice», main libre pour dissoudre toutes ces organisations mêmes! . . . C'était là le plan du gouvernement, de la Sigourantsa et du Conseil de Guerre. Mais ces laquais des banquiers, des boyards et des généraux ont rencontré au cours des débats du procès, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, une vague d'indignation et d'actions de protestations. Ont protesté par télégrammes les Comités contre la Terreur dans les Balkans ainsi que d'autres organisations démocratiques, et des personnalités de marque de l'Intellectualité mondiale, tels que Einstein, Nansen, Scotus Viator, etc. Des protestations ont été envoyées par les organisations ouvrières des plus principales capitales de l'Europe, et l'avocat de Berlin et membre de la Haute Cour de Justice de Leipzig, le Dr. Hertzfeld, a assisté au procès. Du pays même ont été votés et envoyés au Conseil de Guerre de Cluj des télégrammes de protestation de toutes les villes et entreprises principales, et une délégation nombreuse de tout le pays a remis en les mains du Premier-Ministre un mémoire de protestation portant plus de 15.000 signatures ouvrières. Si l'assaut essayé par le procès de Cluj contre les positions légales de la classe ouvrière de Roumanie a été encore une fois repoussé, cela est donc dû à l'action de protestation des masses ouvrières du pays et à l'action de solidarité de l'étranger. La réaction a été ainsi cette fois-ci battue sur ce secteur du front; mais cela ne signifie nullement qu'elle renoncera à ses plans. Elle essaiera de nouveau, et bientôt, d'obtenir une sentence de condamnation contre les dirigeants des organisations ouvrières de classe, pour pouvoir ainsi avoir un prétexte de dissoudre ces organisations mêmes. La lutte contre ces plans perfides, d'ailleurs non-cachés, du gouvernement et de ses organes de terreur banditesque ne cesse pas et continue plus énergiquement de la part des ouvriers de Roumanie et de leurs organisations, et nous avons la conviction que cette lutte sera dans l'avenir aussi soutenue par la classe ouvrière de l'étranger et par les cercles intellectuels et démocratiques de l'Europe.

Nous élevons de notre côté la protestation la plus indignée et énergique contre les condamnations de 3, 5, 7, 8, 9 années de travaux forcés, qui, dans les conditions des prisons et salines roumaines, équivalent à de véritables condamnations à une mort lente; nous protestons aussi contre le rapt des droits civils et politiques des militants ouvriers que même la justice militaire n'a pu trouver sérieusement coupables — à preuve les condamnations relativement «indulgentes» de quelques mois ou même quelques jours de prison. Nous demandons la revision du procès et l'annulation des condamnations, les unes sauvages, les autres jésuitiques, et nous demandons l'amnistie de tous les ouvriers, paysans et intellectuels condamnés déjà avant le procès de Cluj et qui périssent littéralement de faim, de froid, de maladie et de torture à Dofana, à Jilava et dans les salines de la Roumanie — à leur tête le combattant dobroudjanais et de la paysannerie de toute la Roumanie, Boris Stefanoff, et le noble socialiste Bujor.

I. Mateescu

La clé de la solution de la question nationale en Yougoslavie

A côté de la question macédonienne, qui ébranle la Yougoslavie d'après-guerre, est venue se poser sur la scène politique la question croate aussi, et d'une façon particulièrement aiguë, après les attentats sanglants à la Skoupehtina de Belgrade.

Les questions macédonienne et croate font partie inhérente de la question nationale en Yougoslavie, qui n'a toujours pas été résolue; elles sont donc en corrélation directe avec la question agraire-paysanne, qui reste aiguë depuis la création du royaume «unifié» des S.C.S. Les potentats considèrent la Macédoine comme partie intégrale de la Serbie, qu'ils auraient «libérée» du joug séculaire turc. C'est là, on le sait, un faux politique et diplomatique destiné à leurrer l'opinion publique. La Macédoine est, en réalité, une Californie pour ses «libérateurs», et le peuple macédonien, les larges masses travailleuses, sans distinction de religion ni

de nationalité, sont des serfs privés de tous droits qui depuis leur «libération» saignent à blanc sous le gourdin de leurs «libérateurs».

Les politiciens croates ont eux aussi, dans ces dix années de leur co-gouvernement avec les potentats de Belgrade, tout simplement biffé la Macédoine de l'histoire, ont fait leur la thèse de la bourgeoisie grande serbe, et portent ainsi eux-aussi la lourde responsabilité de l'application de ce régime qui sévit en Macédoine. Le peuple macédonien ne leur pardonnera point leur attitude, si même l'on entend ces derniers temps ci et là quelques protestations de quelques politiciens croates contre le triste sort fait au peuple macédonien.

Il est superflu d'énumérer ici les raisons qui ont poussé les politiciens croates à ignorer la Macédoine. Relevons, cependant, que pour eux la question croate a également cessé d'exister après la capitulation de la direction du Parti Pay-

san Republikan Croate. La Constitution centraliste de Vidovdan fut un axiome pour Belgrade et Agram jusqu'à la constitution de la Coalition Démocrate-Paysanne et du front Prétchani — jusqu'au 20 juin, lorsque, avec son pistolet, Punisa Ratchitch donna le signal de macédoniser la Croatie et réveilla ainsi de leur quiétude et de leur sommeil les politiciens croates.

La question croate se redressa soudainement, après la mort de Raditch, quoique les facteurs politiques de Belgrade et d'Agram voulaient empêcher que cette question soit déroulée.

Et le voile artificiel qui enveloppait la question croate depuis 1925, fut enfin dissipé . . .

La Coalition Démocrate-Paysanne fit proclamer le 1er août dernier, que, comme satisfaction pour le meurtre de Raditch, il exigeait la dissolution de la Skoupehtina sanglante — sanglante déjà depuis 1920 — et de nouvelles élections sous un gouvernement neutre. Puis vint le départ de et la rupture avec Belgrade, et le boycottage social du régime.

Les potentats de Belgrade, conscients de leur situation, appellent au pouvoir le jésuite slovène Korochetz, avec la même composition du cabinet qu'avant le 20 juin. Et pas un mot sur la dissolution de la Skoupehtina ou sur de nouvelles élections. Contre le boycottage social, on appliquera la loi de la Défense de l'Etat.

Les potentats de Belgrade n'ont point de sentimentalité. Le régime se moque bien des déclarations et mesures platoniques de la Coalition Démocrate-Paysanne et y répond par des mesures réelles, concrètes que les larges masses des régions Prétchani ressentent vivement: les prisons se rem-

plissent, les percepteurs redoublent d'exécutions et de chicanes, les agents de police d'arbitraires.

Le régime macédonise systématiquement la Croatie et les autres provinces. Les larges masses laborieuses voient avec effroi venir l'hiver qui jettera des millions de gens dans une misère plus affreuse encore. La faim et le chômage déciment les masses.

On cherche une issue. Le prolétariat conscient a posé ses revendications. L'Union Républicaine des Ouvriers et Paysans en a fait de même. Ils appellent à la lutte tous les peuples opprimés de Yougoslavie, et les ouvriers et les paysans.

Les larges masses populaires croates n'ont rien de ce boycottage social et d'élections nouvelles. Leurs revendications ne sont pas celles des dirigeants de la Coalition Démocrate-Paysanne.

La solution de la question croate ne peut être obtenue que par la lutte décisive pour le droit d'auto-détermination des nationalités opprimées de la Yougoslavie, jusqu'au détachement. Les masses laborieuses croates, et en particulier les masses paysannes, doivent tendre leurs mains à leurs frères martyrs macédoniens et former ainsi une chaîne d'airain contre leurs oppresseurs. Au lieu d'une proclamation de nouvelles élections: des assemblées provinciales des délégués ouvriers et paysans devant décider du sort des larges masses populaires: une plateforme pour la lutte commune sur la base susindiquée, et appel de collaboration à tous les éléments progressifs. C'est là le chemin à suivre d'urgence pour la libération nationale des peuples opprimés de la Yougoslavie.

Dimitrije Jovanovitch

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

In Mazedonien unter bulgarischem Joch Der Leidensweg des mazedonischen Volkes

Das Echo der Revolver, welche am 7. Juli den General Protogeroff im Zentrum Sofias niederknallten, hatte für einen kurzen Augenblick bis zu den Felsen des stolzen Pirin geklungen, um der Bevölkerung der Petritscher Gegend — Mazedonien unter bulgarischem Joch — die trostreiche Botschaft der Milderung seiner unsagbaren Leiden zu bringen. Denn die Ermordung Protogeroffs, das Ergebnis der inneren Kämpfe der verschiedenen Sippen der faschistischen ORIM, war der Anfang der Verwesung dieser Organisation. Man glaubte daher nicht, daß diese Mörder des mazedonischen Volkes ihr Todeswerk der Schlächtereien friedlicher Mazedonier fortsetzen könnten. Diese mazedonischen »Autonomen« brachen unter der Last ihrer eigenen Verbrechen zusammen. Sie brachten sich gegenseitig um. Das Zentralkomitee der faschistischen ORIM hatte sich in zwei Zentralkomitees gespalten, das eine unter Ivan Mikhailoff, dem Werkzeug Liaptscheff-Volkoffs, das andere unter P. Schandanoft, dem Nachfolger Protogeroffs, dem Werkzeug des königlichen Hofes und Zankoff-Russeffs. Das Organ der faschistischen ORIM »Svoboda ili smrt« vermehrte sich um ein gleichnamiges Blatt; alle beide gaben sich als Wortführer dieser ORIM aus und warfen sich gegenseitig in vollen Zügen die lieblichsten Schimpfworte an den Kopf. Die Landsknechtsbanden dieser unheilvollen Organisation stellten sich in zwei Lager und töteten einander mit verzehnfachter Grausamkeit.

Die vor Erregung und Hoffnung aufatmende Bevölkerung der Petritscher Gegend glaubte, leichtere Tage kommen zu sehen. Da sich ihre Henker gegenseitig umbrachten, hoffte sie, endlich so von ihnen befreit zu werden. Mit bebender Seele hoffte sie, daß die lebensspendende Sonne auch ihrem Vaterlande leuchten würde, welches die »Autonomen« in Ströme von Blut getaucht hatten.

Doch ach! Sie glaubte sich zu früh von ihren Henkern befreit. In einer noch ärgeren Hölle, in noch schwereren Leiden erwarhte sie von dem Traume, der sie einen Augen-

blick umfassen hatte. Weit davon entfernt, ein wenig aufatmen, sein Joch erleichtern zu können und den wilden Schlächtereien dieser Verbrecherbande, welche sich den Namen ORIM beilegte, zu entrinnen, fand sich die mazedonische Bevölkerung der Petritscher Gegend zwischen Hammer und Amboß, im Kreuzfeuer der Mikhailovisten und Protogerovisten. Die zweischneidigen Dolche der »autonomen« Henker bohrten sich noch tiefer in ihr lebendes Fleisch und gingen bis auf die Knochen. Trotz der tiefen Verachtung, welche sie stets gegenüber alten und neuen Verkhoovisten empfand und empfindet, zwangen sie diese Banditen, in ihrem wechselseitigen Ringen auf Seite der einen oder der anderen Anteil zu nehmen. Jene, welche den Mut aufbrachten, sich entschieden zu weigern, sich als gedungene Mörder ihrer eigenen Feinde herzugeben, wurden unbarmherzig umgebracht.

Wie die »Times« berichtet, wurden aus solchem Grunde mehr als 400 Mazedonier, nach anderen Blättern, mehr als 1000, getötet. Nach den Nachrichten welche wir erhalten, wurde leider auch diese letzte Ziffer bei weitem überschritten. Die Menschenbrut, welche sich »Autonomen« und »ORIM-Mitglieder« nennt, tötet ohne das geringste Mitleid. Diese Banditen hausen wie wilde Tiere und schrecken auch vor Greisen, Frauen und Kindern nicht zurück. Sie begingen ihre furchtbaren Verbrechen vor den Augen der öffentlichen bulgarischen Behörden, der Verwaltungs-, Gerichts- und Militärbeamten, unter den Augen jener, welche angeblich zum Schutze der Gesetze, des Lebens und des Gutes der friedlichen Bevölkerung da waren! Diese Behörden blieben allen Hilferufen der massakrierten Mazedonier taub. Sie blieben taub und unbeweglich bei der Ausrottung der mazedonischen Bevölkerung durch die bewaffneten Banden dieser verbrecherischen Mörderelique, welche sich widerrechtlich den glorreichen Namen der alten ORIM Gotses, Dames und Peres angeignete. Ja noch mehr, diese Regierungsorgane nahmen offen für die Mörder und Schlächter im Solde Ivan Mikhai-

loffs Partei. Diese edle Bevölkerung aus Petritsch, welche in der Vergangenheit in den ersten Reihen für die Befreiung des von dem türkischen Sultan geknechteten Vaterlandes und für die Verjagung der elenden Verkhovisten — der Krämer des mazedonischen Befreiungswerkes — kämpfte, wurde nun dem Sadismus der »autonomistischen« Banden überlassen. Sie wurde außer Gesetz gestellt. Sie wurde in ihrem eigenen Lande, wo die Parabellums und Dolche der faschistischen ORIM als unumschränkter Gebieter herrschen, grausam hingerichtet. In diesem Winkel Mazedoniens hat die tragische Lage der Bevölkerung heute selbst jene Mazedoniens unter griechischem und serbischem Joch überschritten.

Die Gegend von Petritsch ist heute eine wirkliche Hölle. Es ist der Garten des Leidens, das Tal des Todes. Diese reiche und schöne Gegend wurde in eine Wüste umgewandelt. Man tötet dort alle jene, welche nicht an den Bruderkämpfen ihrer Henker teilnehmen wollen und die ver-

brecherische Mittäterschaft der zgovoristischen Regierungsorgane zu kritisieren wagen.

Die »Balkan-Föderation« veröffentlicht heute die Kopie eines Gesuches, welches mehr als hundert Flüchtlinge der Petritscher Gegend, welche ihren Herd verlassen haben, um dem Gemetzel der Mikhailovisten und Protogerovisten zu entgehen, an den Präsidenten der Kammer gerichtet haben. Dieses Gesuch zeigt, obwohl es nur ein ganz unvollständiges Bild des schrecklichen Terrors bietet, unter welchem die unglückliche mazedonische Bevölkerung aus der Petritscher Gegend schmachtet, bis zu einem gewissen Grade den Schrecken der Lage. Oh, könnte es doch die führenden Persönlichkeiten der öffentlichen fortschrittlichen Meinung Europas bewegen, ihre mächtige Stimme zum Proteste zu erheben, auf daß man diesen wilden Scheußlichkeiten der Maffia Mikhailoffs und Protogeroffs, der faschistischen ORIM, ein Ende setze.

P. Karsky

Vertraulich.

Gesuch

der vor den Gewalttaten der ORIM-Banden nach Sofia geflüchteten Petritscher Bürger

An den Ministerpräsidenten, Innenminister, Kopien an die Minister
und den Präsidenten der Nationalversammlung

Sofia

Herr Minister!

Wir sind gezwungen Ihnen einen Teil dessen darzulegen, was sich in unserer, jeder Hilfe baren Gegend abspielt, um Ihren Schutz zu Gunsten der bulgarischen Bürger zu erbitten, deren Schicksal Ihrer Beachtung entgangen ist.

Nach der Nachricht über die Ermordung des bekannten mazedonischen Kämpfers, des Generals der bulgarischen Armee Alexander Protogeroff in Sofia, begannen die Organe Ivan Mikhailoffs mit den Ermordungen und Verfolgungen aller Bürger, welche Ihnen dadurch, daß sie diese Ermordung als einen überflüssigen, schädlichen und wilden Akt beurteilten, mißliebiger wurden.

Die Tatsache, welche uns ganz besonders betrübte und uns in eine ausweglose Lage brachte, ist die Agitation, welche man allerorts in den Städten und Dörfern betrieb, bei welcher die gleichen Persönlichkeiten erklärten, daß General Volkoff die Ermordung des Generals Protogeroff angeordnet hatte. Diese Agitation wurde besonders von den Bürgern Jordan Gjokoff, Strachil Razvigoroff, Stephan Karajordanoff Sacha Popoff, Georg Nasteff usw. betrieben. Diese reisen stets in Automobilen, häufig mit Verwaltungsorganen und Vertretern militärischer Abteilungen des Landes herum, wie zum Beispiel in der Gesellschaft des Bezirkspolizeinspektors H. Alexieff, des Stadtkommandanten von Sveti Wratsch Hauptmann Novoff, des Chefs des 2. Grenzpostens Oberstleutnant Dimitroff usw.

Da wir von den bewaffneten Banden verfolgt werden, können wir unsere Ernte nicht einbringen. Wir werden von jenen gehetzt, die übrigens nicht Fremde, sondern Landsleute sind, die uns wegen unserer abweichenden Anschauung verfolgen.

Wir geben hier einige Taten dieser Banden wieder:

Am 24. August stellte man den Bürgern Spass Saraisky und Konstantin Georgieff aus der Stadt Petritsch eine Falle; dieselben konnten sich jedoch durch mutige Verteidigung retten.

Am 27. August wurde der Reserve-Unteroffizier Konstantin Georgieff aus Petritsch von denselben Banden entführt. Sein Schicksal ist bis heute noch unbekannt.

Am 30. August wurde der aus dem Dorfe Deltschevo, Bezirk St. Wratsch, gebürtige Greis Gotse Stoyanoff Taschhoff zu Tode geprügelt, weil er den ihm gestellten Fragen die Antwort schuldig blieb.

Am 31. des gleichen Monats wurden die aus dem Dorfe Deltschevo gebürtigen Bürger Ivan Dimaschhoff, 60 Jahre alt; Deliu Peisoff, 75 Jahre alt; Christo Georgieff, 65 Jahre alt; Ilia Dimaschhoff, 55 Jahre alt; Mito Alexoff, 50 Jahre alt, und viele andere von eigens in die Stadt Kustendil gekommenen Banditen festgenommen, welche ihnen die Hände banden und sie in das Dorf Hotovo, Bezirk St. Wratsch führten, wo sie zu Tode geprügelt wurden.

Am 30. August wurde der Bürger Stavre Christoff, aus dem Dorfe Kromidovo, als er gegen 8 Uhr abends aus dem Dorfe Levunovo, mit seinem kranken Kinde auf dem Arm, mit dem er bei einem Arzte gewesen war, zurückkehrte, aus dem Hinterhalte getötet.

Im Monate Juli wurden im Dorfe Spatovo, Bezirk St. Wratsch, der Bürger Sklave und viele andere Bewohner in die Dorfschule geladen, wo man ihnen die Hände band und sie vor die für sie frisch geschaukelten Gräber führte. Ihr Leben wurde gerettet, da eben eine Militärabteilung eintraf.

Im gleichen Monate nahm man auf den Feldern, wo sie arbeiteten, den Bürger Stoyan Georgieff und den Bürger Traiko fest, band ihnen die Hände und führte sie durch mehrere Dörfer, wobei man sie mehrere Male an eigens errichtete Galgen hängte. Diese beiden Unglücklichen wurden von einer, aus 40 Personen bestehenden, von Strachil Rasvigoroff und Karajordanoff geführten Bande angehalten. Auch ihr Leben wurde durch das unerwartete Eintreffen einer Militärabteilung gerettet.

Im Monate Juli des gleichen Jahres wurde der Dorfkassier D. Hadjigeff und sein Angestellter Nikolas Ivanoff, aus dem Dorfe Ploski, Bezirk St. Wratsch festgenommen. Man band ihnen die Hände, machte Anstalten, als ob man sie hängen wollte und befreite sie aus dieser Lage erst im allerletzten Moment. Dem genannten Kassier erklärten sie, daß sie ihn unverzüglich töten würden.

Im Monate Juli nahm man im gleichen Dorfe, im Hause des Priesters Ivan Mischeff, die Dorfbewohner Dino Trenkoff, 75 Jahre alt, Dimitir Temelkoff, 45 Jahre alt, Stefan Tschakaroff, 43 Jahre alt; Dimitre Georgieff, 76 Jahre alt, usw. fest und prügelte sie zu Tode. Die übrigens von den Ortsbehörden gekannten Inquisitoren Pantseho Alexieff, Nikolas Kusmanoff, Stoiko Krasteff versuchten, da sie ihren Opfern die gewollten Angaben nicht aussprechen konnten, sie vor frisch geschaukelten Gräbern einzuschüchtern. Durch das zufällige Eintreffen einer Militärabteilung wurde das Leben dieser Unglücklichen gerettet.

Im Monate Juni wurde Frau Suleva aus Gorna Djumaja, welche in einem Auto von Sofia nach Djumaja fuhr, im Dorfe Barakovo von den aus der Stadt Djumaja stammenden Kyrill Montschhoff, Kyrill Siljanowsky usw. festgenommen, gebunden, und durch sieben Tage fürchterlich mißhandelt. Erst später wurde sie, auf Betreiben der Vertreter der lokalen Militärgewalt, frei gelassen.

Die Bevölkerung des Dorfes Mitinovo, Bezirk Petritsch, wurde terrorisiert, weil sie sich weigerte, der von den Banden Mikhailoffs organisierten Miliz beizutreten. In der Umgebung des Dorfes tötete und verscharrte man mehrere Dorfbewohner. Man berief den Polizeiagenten Spass Saraisky aus Petritsch von seinem Posten ab, da er sich weigerte, die

von diesen Banditen erlassenen Befehle auszuführen. Seine Abberufung wurde von dem Mikhailoffanhänger Georgi Wandeff gefordert.

Am 30. August wurde der, aus dem Dorfe Ormanovo, Bezirk Petritsch, stammende Bürger Ivan Winaroff, als er im Zuge nach Sofia reiste, angehalten und aus dem Zuge geholt. Hierauf wurde er in das Dorf Karnalovo, im gleichen Bezirke, geführt, wo er auf Befehl Stefan Karayordanoffs auf einem Felde getötet wurde.

Bürger Gotse Dimascheff, 27 Jahre alt, aus dem gleichen Dorfe, wurde aus seinem Heim entführt. Nach einer außergewöhnlichen Inquisition wurde er von dem aus dem gleichen Dorfe stammenden Ortsvertreter der Mikhailoff-Banden, Georgi Stoikoff, getötet.

Am gleichen Tage schlug man die aus demselben Dorfe stammende Frau Dimascheffs zu Tode. Man tötete ferner die Bürger Grobarsky und Mile Georgieff vom selben Orte.

Drei Verwandte des gleichen Dimascheffs wurden bestialisch geschlagen, weil sie Familienmitglieder des Genannten sind.

Am 12. September erhielt die Frau Ivan Kiroffs aus dem Dorfe Deltschevo, von Strachil Razvigoroff den Befehl, ihre Habe nicht zu verkaufen und das Geld nicht anzunehmen, welches ihr eventuell ihr Mann von Sofia, wohin er geflüchtet war, senden könnte. Dadurch wollte man die genannte Familie dem Elend preisgeben.

Am 16. September wurde der Bürger Eftim Schiflitschki, aus dem Dorfe Bresniza, Bezirk Petritsch, von einer von Boris Boneff geführten, bewaffneten Bande angegriffen. Man ließ ihn unter Bewachung gebunden in den Feldern. Durch ein Wunder konnte er gerettet werden.

Die Bürger Tschanguleff und Dimitar Petkoff, welche ihr Leben in Gefahr sahen, fuhren nach Sofia.

Als sie jedoch am 18. d. M. am Bahnhof von Radomir ausstiegen, wurden sie von zwei Zivilpolizisten, Traiko und Trajan, welche der Unterpräfektur der genannten Stadt zugeteilt sind, festgenommen. Man führte sie in die Villa Ivan Mitkaroffs, wo sie in einem, von einem als Soldaten gekleideten Chef, gelenkten Wagen gesetzt und an einen unbekanntem Ort geführt wurden. Man weiß nichts über ihr Schicksal. Zwei- bis dreihundert Schritte vom Radomirer Bahnhof, in der Richtung nach Kustendil, entfernt, ist übrigens eine vollständig ausgerüstete Bande von Mikhailoff-Leuten stationiert, welche mit Hilfe der lokalen Behörden die Bürger festnimmt.

Am 20. September wurde der von seinem Freunde Ivan Babunsky begleitete Dimascheff von einer von Mikhailoff-Leuten organisierten Bande verfolgt. In der Stadt Dupniza angelangt, versuchten die Polizeianten der gleichen Stadt, Panzo usw., Ivan Babunsky und Dimascheff festzunehmen. Diese letzteren führen, um sich zu retten, in die Stadt Samokoff. Sie wurden aber dort von denselben Polizisten eingeholt und mit einem italienischen Gewehr getötet. An der Ermordung nahmen die oben genannten Polizeianten, sowie ihre Kollegen: Laskoff, Gotse Mikhailoff, Atkovtscheto und der ständige Begleiter und Beschützer Kyrill Drangoffs — der Albaner Jakob Arifoff, teil. Alle diese Agenten handelten auf Weisung des Polizeichefs der Stadt Dupniza.

Indem wir Ihnen diese Tatsachen zur Kenntnis bringen, bitten wir die Herren Minister sofort energische Maßnahmen zu treffen, um unsere persönliche Sicherheit in bulgarischen Lande zu garantieren. Wir müssen hinzufügen, daß es mehreren von uns, die wir nach Bulgarien als Flüchtlinge kamen, gelang, durch außergewöhnliche Anstrengungen, Güter zu erlangen und Häuser zu bauen, welche wir nun gezwungen sind zu verlassen. Wenn Sie diese verlangten Maßnahmen nicht durchführen werden, um unser Gut und unser Leben zu schützen, werden wir diesen Winter dem furchtbarsten Elend und Hunger preisgegeben sein.

Wir drücken unsere Empörung über die Verwaltungs- und Polizeiorgane aus, welche mit Genugtuung allen diesen, an einer friedlichen Bevölkerung begangenen Terrorakten beiwohnen.

Wir verlangen eine gerechte und strenge Autorität, welche unser Gut und unser Leben verbürgen kann. Nachdem wir unseren Patriotismus und unsere Liebe als Bulgaren bewiesen haben, wollen wir uns den Gesetzen Bulgariens fügen. Wir wollen aber daran nicht durch andere Faktoren gehindert werden.

Sofia, am 27. September 1928.

Hochachtungsvoll
(Es folgen die Unterschriften.)

Das Original dieses Gesuches wurde von mehr als 100 Vertretern von Flüchtlingsfamilien Petritscher Bürger welche sich gegenwärtig in Sofia befinden, unterschrieben.

P.S. Vorstehendes Gesuch wurde schon den Adressaten zugestellt, als wir von neuen von den Banden Ivan Mikhailoffs ausgeführten Gewalttaten erfuhren, Tatsachen, welche die Unmöglichkeit der Lage beleuchten, in welcher sich die Bevölkerung des genannten Bezirkes befindet. So wurde am 8. September der 25 jährige Bürger Padeschki aus der Stadt Gorna-Djumaja ein zweites Mal ohne jede Ursache von Mikhailoff-Leuten festgenommen. Man ließ ihn verschwinden. Man sagt, daß er getötet und sein Leichnam in den Fluß Struma geworfen wurde. Die Mikhailoff-Banden erklären übrigens, daß alle jene, welche mit ihrem Chef Mikhailoff nicht einverstanden sind, in dem Flusse enden werden. In Petritsch tötete man in der Nähe der Sveta Petka-Kirche Spass Murtensky und einen seiner Verwandten. Man tötete ferner Crasto Velechantscheto aus dem Dorfe Mendovo, Bezirk Petritsch. Vor nicht langer Zeit wurde Koste Vellitschkoff, aus der Stadt Gorna-Djumaja, auf Befehl Assen P. Avramoffs, eines der Häupter der Mikhailoff-Banden, festgenommen. Man mißhandelte ihn während dreier Tage, da er sich weigerte dem genannten Avramoff die Summe von 250.000 Leva auszus zahlen. Er wurde erst befreit, als sich seine Frau diese Summe beschaffen und ihm überweisen konnte. Die beiden Brüder Mito und Stefan, aus Petritsch wurden von den Mikhailoff Banden verfolgt. Ihr Schicksal ist unbekannt.

Frau Suleva, welche wir weiter oben erwähnten, gibt uns noch folgende Fälle bekannt:

Sie wurde auf dem Platz von Gorna-Djumaja, in Gegenwart mehrerer Bürgerinnen und Offiziere von Boris Clisurski, Kyrill Montscheff, Taki Georgieff usw. blindwütig geschlagen und blutend, zerfetzt und beinahe tot liegen gelassen; sie wurde von Kyrill Montscheff mit folgenden Worten bedroht: »Nach der Krone bin ich hier der Herr.«

Alle oben dargestellten Fälle sind absolut wahrheitsgetreu, da sie uns durch die Opfer selbst wiedergegeben wurden, welche diese, in unserem Gesuche beschriebenen Gewaltakte, ertragen mußten.

Nach der „Lösung“ der Regierungskrise in Bulgarien

Korrespondenz aus Sofia, im Oktober

»Ist die am 5. d. M. angekündigte Ministerkrise in Wirklichkeit schon gelöst?

Wenn wir uns auf die in der Regierungspresse veröffentlichten und mit dem Staatssiegel versehenen Ukase verlassen, so müssen wir die Frage positiv beantworten.

Wenn jedoch die Ukase die Ursachen der Krise nicht berühren, sind sie dann instande diese Ursachen aus der Welt zu schaffen?

Gibt es Illusionisten, die den Unterschriften eine ähnliche Kraft beimessen?«

Die Krise in der Regierung ist heute schwerer und krankhafter, als sie am Tage ihres Ausbruches war. (Aus dem Leitartikel »Die gelöste Krise« der faschistischen Zeitschrift »Zveno« vom 16. September d. J., Nr. 32.)

Die langwierige und scharfe Regierungskrise in Sofia

wurde, wie es zu erwarten war, vorläufig mit einem zeitweisen, faulen Kompromiß abgeschlossen. Für wie lange und bis wann? Obwohl es gewagt wäre, über die Frist, in der die unvermeidliche Krise wieder zum Ausdruck gelangen würde, zu prophezeien, kann man mit Sicherheit behaupten, daß die Krise in noch schärferer und komplizierter Form sich zeigen wird und daß sie die deutliche Tendenz aufweist, von einer Krise der Regierung des Landes sich in eine Staatskrise umzuwandeln.

Das ist das allgemeine Empfinden und die allgemeine Ueberzeugung in allen hiesigen politischen Kreisen. Auf ihre Weise sind derselben Meinung auch die sich bekämpfenden »Stämme« der Regierungspartei »Sgowor«, sowie die sogenannte »demokratische Opposition«. Es braucht nicht extra betont zu werden, welche die Meinung und die Hoffnungen der breiten Volksmassen sind. Aus einer Stelle der »Times«, die

wir weiter unten anführen, sowie aus der imperialistischen französischen und englischen Presse geht hervor, daß auch die hohen Inspiratoren der letzten Kabinettskrise in Bulgarien dieselbe Auffassung bezüglich des Umfangs, der Tiefe, des Charakters und der eventuellen Perspektiven der weiteren Entwicklung dieser Krise innerhalb der Regierung des Landes haben, einer Krise, die England und Frankreich mit ihrer Demarche in Sofia selbst hervorriefen.

Die oben angeführte Stelle aus der faschistischen Zeitschrift »Zveno« ist äußerst charakteristisch für die Stimmung und die Auffassung, die gegenwärtig im Lager der regierenden Faschisten herrschen. Besonders muß hervorgehoben werden, daß »die Krise in der Regierung heute schwerer und krankhafter ist, als sie am Tage ihres Ausbruchs war«.

»Zwei große Fragen rief die Krise hervor: 1. Die Einheitlichkeit bezüglich der Außenpolitik Bulgariens; 2. Wiederherstellung der Staatssouveränität auf allen Gebieten.« »Zwei große und gleichzeitig heikle Fragen, die während der ganzen Dauer der Krise in dem Hintergrund gehalten wurden.« So schreibt die Zeitschrift »Zveno« in ihrem Leitartikel »Nach der Krise« (29. September d. J., Nr. 33).

»Zveno« ist der Meinung, daß diese »zwei großen und gleichzeitig heiklen Fragen« anscheinend vollkommen zufällig von dem Streit um den Kriegsminister in den Schatten gestellt wurden und auf diese Weise während der ganzen Dauer der Krise in dem Hintergrund blieben, wie dies auch von anderen Presseorganen behauptet wird.

Dieser »Streit« um den Kriegsminister jedoch ist keine zufällige Erscheinung. Auch gar nicht zufällig war, daß Außenminister Buroff es ablehnt, nach Genf, wo die Frage der lange ersehnten, »rettenden Stabilisierungsanleihe« der Entscheidung harrete, zu fahren. Er zog es vielmehr vor, in Sofia zu bleiben, wo er, zusammen mit den übrigen Ministern aus dem Lager der volksparteilichen Bankiers und der »Volksvereinigung« Zankoffs, von Liaptscheff die Ausführung der Befehle Frankreichs und Englands in ultimativer Form forderte. Das Ultimatum Buroffs enthielt nicht nur die beiden »wichtigen und heiklen Fragen«, sondern auch die dritte, die die ersten zwei »in den Schatten« stellte: die Ersetzung des Kriegsministers. England und Frankreich drohten der Sofioter Regierung nicht nur mit einem Finanzboykott gerade im Moment der bevorstehenden Verhandlungen über die Durchführung der bulgarischen Stabilisierungsanleihe in der Kommission des Völkerbundes. Aus den in »Mir« und anderen französisch-englisch orientierten Zeitungen erschienenen Artikeln geht klar genug der Wunsch Englands und Frankreichs sowie ihrer Werkzeuge im Lager der Regierung und der bürgerlich-faschistischen Opposition hervor, »die Souveränität in allen Gebieten Bulgariens wiederherzustellen«. Sollte die Regierung jedoch nicht in der Lage sein, den Frieden und die Sicherheit im südöstlichen Bulgarien und im Kreise Petritsch durch die Staatsorgane herzustellen und auf diese Weise die verletzte Souveränität in diesen Gebieten zu befestigen, so drohen England und Frankreich sowie ihre bulgarischen faschistischen Werkzeuge mit scharfen Repressalien und nicht zuletzt mit Wiederherstellung der Ordnung mit Hilfe der Nachbarstaaten Bulgariens auf Anordnung des Völkerbundes.

Was war der Sinn der englisch-französischen Intervention? Der Zweck war, das faschistische Bulgarien zu zwingen, bei den langwierigen Verständigungsverhandlungen mit Jugoslawien zu kapitulieren, seine außenpolitische Orientierung durch den Abschluß einer Verständigung mit Jugoslawien zu ändern und auf diese Weise den Weg zu dem seit langem vorbereiteten Balkan-Lokarno gegen die Sowjetunion und eventuell als ein Druckmittel gegen die Türkei unter Führung Englands und Frankreichs freizumachen. Als Gegenleistung wurden Bulgarien Reparationserleichterungen, eine Stabilisierungsanleihe und die Einführung der ständigen Armee mit entsprechender Bewaffnung — wohl ein neues Werkzeug für den gegen die Sowjetunion vorbereiteten konterrevolutionären Krieg — in Aussicht gestellt.

Diese Intervention Englands und Frankreichs ist zweifelsohne eines der ersten Ergebnisse des zwischen diesen zwei Staaten abgeschlossenen »Flottenabkommens«; diese Verständigung jedoch verfolgt auf dem Balkan im vorliegenden Falle keine See- und überhaupt keine Abrüstung, sondern eine Ausrüstung zu Lande. Diese Intervention war nicht nur ein Anschlag gegen die Sicherheit der Sowjetunion und die Türkei, sowie gegen die Freiheit, die Souveränität und die Unabhängigkeit des bulgarischen und der anderen Balkanvölker, sondern gleichzeitig auch ein direkter Anschlag gegen den italienischen Einfluß auf dem Balkan. Der italienische diplomatische Vertreter trat öffentlich auf und erklärte im Namen seiner Regierung demonstrativ, daß Italien sich in die »inneren Angelegenheiten« Bulgariens nicht einmischen könne, weil dies unvereinbar mit dem freundschaftlichen Verhältnis Italiens Bulgarien gegenüber, sowie mit der Unabhängigkeit

und der Souveränität des letzteren sei. Der Kampf zwischen den beiden außenpolitischen Strömungen ergriff die ganze Front und rief die Spaltung und eine neue Umgruppierung der gesellschaftlichen Kräfte innerhalb des bürgerlich-faschistischen Lagers hervor. Bei dieser Schlage hing der Ausgang der Krise sowohl von dem Umfang der außenpolitischen Einflüsse auf Bulgarien in diesem Augenblick, als auch von dem Kräfteverhältnis derjenigen sozialen Kreise ab, die sich um die zwei gegensätzlichen Orientierungen im Kampfe um die »Einheit der Außenpolitik Bulgariens« gruppierten.

Der Druck der zwei rivalisierenden außenpolitischen Einflüsse war außerordentlich groß. Alle Mittel der wirtschaftlichen und politischen Beeinflussung, sowie Versprechen über eventuelle Konzessionen wirtschaftspolitischer Natur wurden in Gang gesetzt. Sämtliche innerpolitischen Kräfte des bürgerlich-faschistischen Lagers wurden mobilisiert angesichts dieser beiden diametral entgegengesetzten Orientierungen in der Außenpolitik, für deren »Einheitlichkeit« der Kampf geführt wird. Hinter diesen zwei Gruppen standen einerseits England und Frankreich, andererseits Italien. In Bulgarien lieferten sie sich dieses Mal ihre erste große Schlacht, die eine völlige Spaltung im bürgerlich-faschistischen Lager zur Folge hatte und das Land vor die Unvermeidlichkeit neuer Kriegsputsche stellte — damit eine der streitenden Parteien ihre Auflösung der Krise aufzwingen könnte.

Heute ist es kein Geheimnis mehr, warum gerade »die Frage um den Kriegsminister« die zwei großen und heiklen Fragen in den Schatten stellte. Ebenso klar ist auch der Sinn der von den Anhängern der englisch-französischen Orientierung plötzlich unternommenen Attacke gegen »das persönliche Regime« bei der Lösung der Krise. Der Kriegsminister wurde von außen (die Note Englands und Frankreichs) und von innen (das Ultimatum Buroff-Zankoff) gerade deshalb angegriffen, weil er die Armee und die mazedonische faschistische Organisation Iwan Mikhaïloff & Co. in seiner Hand hielt. Gestützt auf die mit dem italienischen Kapital verbundenen Schichten der bulgarischen Bourgeoisie, auf die nationalistisch-chauvinistischen Schichten im bürgerlich-faschistischen Lager und auf die Unterstützung Italiens, erscheint Kriegsminister Wolkoff als Stütze des italienischen Einflusses innerhalb der Regierung und im Lande, sowie als der konsequenteste Anhänger der italienischen Orientierung in der Außenpolitik Bulgariens. Um die »Einheitlichkeit in der Außenpolitik Bulgariens« zu verwirklichen und die »Souveränität des Staates in allen seinen Teilen« herzustellen, war es notwendig, den Kriegsminister zu ersetzen, sich der Armee und der Militärliga zu bemächtigen und die mazedonische faschistische Organisation unter den Befehl einer Regierung zu stellen, in der die Anhänger der englisch-französischen Orientierung in außenpolitischer Hinsicht und des englisch-französischen Einflusses in Bulgarien eine beherrschende und entscheidende Rolle zu spielen hätten.

Die Versuche, den Kriegsminister zu einer »Revidierung« seiner Auffassung zu bewegen, blieben erfolglos. Bezüglich der Außenpolitik des Liaptscheff-Kabinetts tauchten zwei diametral-entgegengesetzte Orientierungen auf und bekämpften sich eigentlich während der ganzen Zeit. Der Kampf um die »Einheitlichkeit in der Außenpolitik« datiert seit langem. Er kam zum Ausdruck nicht nur in den Versuchen, den Kriegsminister zu einer »Revidierung« zu zwingen, sondern auch in den Versuchen, sich der Armee, der Militärliga und der faschistischen mazedonischen Organisation von innen zu bemächtigen. Was die Armee anbetrifft, so gingen die Versuche fehl. Die Vorstöße innerhalb der Militärliga riefen Innenkämpfe und eine versteckte Spaltung ihrer Kräfte hervor. Der Versuch jedoch, die mazedonische »autonomistische« Organisation zu unterordnen, führte zu einer schweren innerlichen Krise und blutigen gegenseitigen Vernichtungskämpfen zwischen den beiden Strömungen. Der Kampf geht weiter, aber bis jetzt, dank der Unterstützung des Kriegsministers und des Heeres, siegte Iwan Mikhaïloff & Co., das heißt die Italien freundliche nationalistische Richtung. Sogar im Verlauf der Krise selbst wurden Versuche unternommen, sich der Armee zu bemächtigen und die Krise durch einen Putsch zu lösen, aber auch dieser Versuch hatte keinen Erfolg: unterstützt vom König, internierte der Kriegsminister 40 hohe Offiziere der Sofioter Garnison, alle Anhänger von Zankoff-Kalkoff, Russeff-Burhoff & Co. Das Land wurde vor »seinen Sprung in die Ungewißheit«, wie die Zeitung »Mir« schreibt, vor eine »wahn sinnige Tat«, wie Herr Malinoff auf dem Kongreß der Demokratischen Partei erklärte, gestellt.

Die Regierungskrise stellte einen der Versuche dar, die »zwei großen und heiklen Fragen« auf »friedlichem« und »verfassungsmäßigem« Wege zu lösen, wobei gleich-

zeitig darnach getrachtet wurde, die Armee und den Hof zu gewinnen. Letzterer stellte sich an die Seite des Kriegsministers.

Die Regierungskrise zeigte deutlich, daß ein Ausweg auf friedlich-verfassungsmäßiger Grundlage ausgeschlossen ist. Das Land ist vor die reale Gefahr neuer Militärputsche, vor »Sprünge in die Ungewißheit« gestellt. Aber die innerpolitische Lage des Landes und die Stimmung der unzufriedenen Volksmassen sind so schwerwiegend, daß das Umschlagen der jetzigen »schweren und zugespitzten Regierungskrise« in eine zugespitzte und mit revolutionären Perspektiven gezeichneten Krise der bürgerlichen Macht unvermeidlich wird. Innerhalb des bürgerlich-faschistischen Lagers herrscht volle Verwirrung. Die regierende Gruppe befindet sich in voller Zersetzung und löst sich in die ursprünglichen »Stämme« auf, die sich nunmehr grausam bekämpfen. Die faschisierte bürgerliche Opposition ist derart hoffnungslos zersplittert, daß sie unfähig ist, eine »gesunde«, »Autorität genießerde« und »stabile« Regierungsmacht zu schaffen. Weder die einen noch die anderen können mit der Unterstützung der breiten Volksmassen rechnen. Die letzteren sind in entschiedener Opposition, sowohl gegen die beiden gleichsam verräterischen Orientierungen in der Außenpolitik als auch gegen das Regime des Weißen Terrors, die kapitalistische Ausbeutung und die Klassenherrschaft der bulgarischen Bourgeoisie. Es besteht doch kein Zweifel, daß »ein Sprung in die Ungewißheit« die unzufriedenen Massen veranlassen würde, die revolutionäre Liquidation des Ausnahmeregimes und der Klassenherrschaft der bulgarischen Bourgeoisie zu beginnen und den verbrecherischen Einflüssen von außen ein Ende zu setzen. »Die herbeigeführte Krise ist schwer, und die englische und die französische Regierung bereuen es vielleicht, daß sie sie durch ihr gemeinsames Eingreifen beschleunigt haben« schrieb die »Times« in ihrem Leitartikel am 7. September d. J. Die Regierungskrise in Bulgarien behandelnd, stellte die maßgebende imperialistische Presse in England und Frankreich, bei vollem Bewußtsein der Gefahren und des Ernstes der geschaffenen Lage die These auf, daß das Kabinett Liaptscheff trotz allem als das zweckmäßigste bleibt, daß ein anderer Ausweg vorläufig unmöglich und gefährlich wäre. Bei der jetzigen inneren Lage in Bulgarien und bei dem jetzigen Kräfteverhältnis bedeutet diese These ein faules, unzulängliches, jedoch unvermeidliches Kompromiß. Außerdem muß dieses vorläufige Kompromiß ausgenutzt werden, um die Gefahr eines Umschlagens in eine Krise der bürgerlichen Macht mit revolutionären Perspektiven, ein wahnsinniger »Sprung in die Ungewißheit« vermieden wird. In diesem Punkt sind sich alle an der Krise beteiligten außen- und innenpolitischen Faktoren einig: die für Einfluß und Uebermacht kämpfenden imperialistischen Großmächte, die trotz allen inneren Widersprüchen sich bekämpfenden Fraktionen der bulgarischen faschistischen Bourgeoisie der Regierung und der Opposition, einschließlich ihrer kleinstädtischen und sozialdemokratischen Agenten innerhalb der Volksmassen. Auf diese Weise wird es klar, warum England und Frankreich bereits während der Krise den Völkerbund veranlaßten, der Bewilligung einer Stabilisierungsanleihe von 5 Millionen engl. Pfund zuzustimmen. Das war eine Unterstützungaktion für Liaptscheff, die jedoch gleichzeitig die künftigen Aussichten des englisch-französischen Einflusses steigert. Ebenfalls wird es jetzt klar, warum die politische Polizei des Herrn Liaptscheff sich veranlaßt sah, »infolge der zuletzt eingetretenen Umstände« die Enthüllungen über die »breite unterirdische und gefährliche Tätigkeit der bulgarischen Kommunistischen Partei« zu beschleunigen.

Am 10. September d. J., im Höhepunkt der Krise, schrieb die maßgebende Zeitung »Slovo«, ein in diesem Falle Liaptscheff unterstützendes Regierungsorgan, folgendes: »Die Einheitsfront schleicht sich hinter uns! Wir müssen auf der Hut sein, notwendig sind gegenseitige Zugeständnisse und hohes Bewußtsein für die allgemeinen Interessen des Landes«. Am 12. September d. J. unternahm die politische Polizei »infolge der eingetretenen Umstände« ihre »vorzeitigen« aber »unvermeidlichen« Enthüllungen und nahm Massenverhaftungen vor. Am Abend desselben Tages wurde die Krise »gelöst«, das faule und unzulängliche Kompromiß geschlossen: das alte Kabinett Liaptscheff wurde mit einem Anhänger des Innenministers Liaptscheffs und des Kriegsministers Wolkoff ergänzt. Einen Tag später trat das Kabinett vor dem »Parlament« auf und ohne seine programmatische Erklärung vorzulesen, bekam es »das Vertrauen der Regierungsmehrheit«.

Die Ursachen der Krise sind nicht beseitigt, sie bestehen und verschärfen sich weiter. Das provisorische und faule Kompromiß kann noch weniger diese Ursachen beseitigen, es ist nichts weiter als eine neue Phase in der Entwicklung der Krise. Aber so wie die königlichen Ukase und Unterschriften keine Wunderkraft besitzen, umso weniger stellt auch der neue Feldzug des Weißen Terrors ein All-

heilmittel gegen die Volksmassen dar. Der Weiße Terror ist auch nicht im Stande, die Ursachen der tiefen wirtschaftlichen sozialen und politischen Krisen zu beseitigen. Die Tatsache, daß es im Lande viele Illusionisten gibt, die an die mystische Wunderkraft des Weißen Terrors bei der Lösung der jetzigen Krise in Bulgarien glauben, zeigt, wie tief und ausweglos die Krise ist. Ohne die Ursachen der Krise aus der Welt zu schaffen, vermehrt und vertieft der Weiße Terror den Haß der breiten Massen und spitzt die Klassengegensätze unter den gespaltenen und in Zersetzung begriffenen bürgerlich-faschistischen Schichten einerseits und den sich vereinigenden, sich immer mehr zusammenschließenden und revolutionisierenden Volksmassen zu.

(Schluß folgt.)

P. Schelesoff

Götzendämmerung Venizelos auf Reisen

Von Station zu Station eilt der Zug des parlamentarischen Diktators. Doch immer kühler werden die Empfänge. Schon in S. H. S. war die Lage kritisch genug. Die Frage der »Freien Zone« von Saloniki, hätte bald zu einem ersten Konflikte geführt. So wurden die tiefen Risse verkleistert und der Pakt in Angriff genommen, von dem die serbische offiziöse Presse boshaft schrieb: »Wenn der serbisch-griechische Freundschaftsvertrag dem italo-griechischen gleicht, hat er keine große Bedeutung.« Eine Behauptung, die völlig richtig ist, da hinter dem Abkommen mit Mussolini der Wille zu gemeinsamem Handeln steht, hinter dem gleichlautenden Verträge mit S. H. S., bloß die Furcht vor dem jugoslawischen Vormarsche auf »Jugoslawiens natürlichen Hafen«.

Längst sind die ruhmreichen Tage des Durchbruches von Saloniki vergessen. Das Gefühl der Waffenbrüderschaft wich dem Neide auf den Besitz, den einst gemeinsam die Heere erstritten. Mag König Alexander beim Empfange des Generals Vlahopoulos auch seine griechischen Orden anlegen, niemand nimmt solche Zeremonien ernst. Die Annäherung Venizelos an Italien ist eine Brückierung des serbischen Nachbarn, der heute noch mit Glaceehandschuhen als Kaufmann verkleidet, morgen vielleicht als Krieger mit eiserner Faust an die Tore von Saloniki pocht. Ein gefährlicher Freund! — Soumenkovic war nur der Interpret serbischer, imperialistischer Wünsche, wenn er Herrn Venizelos nicht mit jener brüderlichen Liebe entgegnet, die Elephteros auf seinen bisherigen Reisen gewohnt war.

»Einst trieben wir eine kriegerische Politik, nun treiben wir eine Politik des Friedens, um die Entfaltung Griechenlands zu fördern und unsere Heimat in einen — modernen Staat zu verwandeln.« Gut gebrüllt, Löwe! Vater Venizelos hat diese programmatischen Worte mit deutlicher Spitze gegen den einstigen Freund gesprochen. Mag sich S. H. S. mit französischer Unterstützung gegen den Exponenten englischer Politik, gegen das Coburgerreich Bulgarien wenden, Griechenland wird diesem Kampfe, der auf dem Rücken des mazedonischen Volkes ausgetragen wird, ruhig zusehen und seine bewaffnete Neutralität nur an den Meistbietenden verkaufen. Hinter den pazifistischen Phrasen birgt sich der Wille zu neuen Kämpfen, aber auf Grundlage einer »do ut des«-Politik, die man als Politik der »freien Hand« bezeichnet, weil die Hand immer offen ist, um schäbige Trinkgelder entgegen zu nehmen.

Griechenland soll ein »moderner Staat« werden? Seltsam sind die Methoden, die von den parlamentarischen »Modernisten« gepredigt, von ihren Gendarmen angewandt werden. Mehr Gendarmerie in Mazedonien! Vernichtung politischer Gegner! Brotpreiserhöhung und Unterschlagung von Genossenschaftsgeldern kennzeichnen das System der »freien Hand«. Die griechische Justiz wird immer mehr der alttürkischen angeglichen. Der zu 3 Jahren, 3 Monaten verurteilte Papadopoulos ist dafür ein sprechender Beweis. Ueberschwemmungen haben Mazedonien geschädigt und die einsige Arbeit unserer Flüchtlinge vernichtet. Mit 5 Millionen Drachmen hält die Regierung die Sache für erledigt. 1½ Millionen, eine lächerliche Summe, wird für die schwer mitgenommenen Vorstädte von Drama und Cavalla verwendet. Aber Geld für andere Zwecke ist vorhanden! Der französische Monarchist Marschall Franchet d'Esperey, ist wie ein Triumphator in Saloniki eingezogen. Er hat es wohl verdient. Ist er doch nicht nur der Henker der ungarischen Karoly-Republik gewesen, sondern auch einer der erleuchteten Geister, die eine so komplizierte Frage wie die mazedonische, mit mehr

Gewalt als Hirn zu »lösen« verstanden. Die Dreiteilung dieses wirtschaftlich eine Einheit bildenden Gebietes, war zwar schon im Balkankriege vollzogen worden, aber der jetzige Zustand ist erst durch ihn angebahnt und befestigt worden. Der monarchistische Marschall der französischen Republik ist überall ein Protektor aller Abenteurer, aller »Möchte-gern-Tyrannen«, aller parlamentarischen und nichtparlamentarischen Selbstherrscher gewesen. Wenn Tsiroyannis ihn so feierlich einholen ließ und ihn im Namen des 3. Korps begrüßte, so war dies ein Treuegelöbnis der Faktoren an ihren alten Schutzherren. Der griechische Wein ist in Strömen geflossen, den Mann zu ehren, der griechisches Blut in Strömen vergossen, — zu Ehren des französischen Imperialismus.

Unterdessen verschärft sich die Wirtschaftskrise. Die Tabakernte betrug bloß die Hälfte des vorjährigen Ertrages. In Griechisch-Mazedonien, wie in West-Thracien, ist die Lage gespannt, in einigen Orten geradezu katastrophal. Ein Wiederaufleben der Bandenkämpfe ist die Folge. Der verzweifelte Bauer geht in die Berge, um frei zu sterben, nachdem er trotz aller venizelistischen Sanierungsversuche nicht mehr zu leben vermochte. Man kann nicht mit Brachialgewalt die Folgen der eigenen Wirtschaftspolitik beseitigen. Nicht die in sich zerfallene faschistische ORIM hat die Bauernaufstände hervorgerufen. Die Faschisten brauchten bloß sich der hilflosen, verzweifelten Massen zu bemächtigen. Wenn man, statt das Geld für den Ausbau der Gendarmerie zu verwenden, es für die Opfer der Tabakkatastrophe gewidmet hätte, wäre Mazedonien eher zur Ruhe gekommen, als durch Pulver und Blei! Wenn auch die Nationalbank die landwirtschaftlichen Kredite vergrößert, so sind dennoch keinerlei Garantien gegeben, daß sie wirklich zur Lebensrettung verzweifelter Bauern und nicht zur Bereicherung einiger Spekulanten verwendet werden! Ist es nicht charakteristisch, daß die Vorerhebungen über die Lage hungernder Bauern noch immer nicht abgeschlossen sind, während bereits ein Antrag im Parlamente einlief, die Diäten unserer Volksvertreter um 7000 bis 10.000 Drachmen monatlich zu erhöhen? Ja, die neue Periode sozialer Erkenntnis bricht sich überraschend schnell Bahn. Die arbeitenden Klassen sollen im Senate vertreten werden. Venizelos ist dagegen; dies

könnte sie »politisieren«. Da kommen einige kundige Roßtäuscher auf die Idee, als Repräsentanten des »arbeitenden« Griechenland, folgende Gruppen zu ernennen: Die Vertreter der Handelskammern, die Vorstände kaufmännischer Vereinigungen und zuletzt die Handwerker-Vertreter. Mit wenigen Ausnahmen werden nun Vertreter der Plutokratie als Bannerträger der »arbeitenden« Klassen in den Senat einziehen. Die parlamentarische Diktatur enthüllt ihr wahres Gesicht. Die Hilfe für die arbeitenden Massen verwandelt sich in eine Hilfsaktion — für die Finanz-Matadore.

Wir verkennen es nicht. Machtpolitisch ist sicher der neue serbisch-griechische Pakt dem alten, unratifizierten, den einst vor seinem Sturze der unparlamentarische Diktator Pangalos abgeschlossen, vorzuziehen. Aber andererseits hat der parlamentarische Diktator seinen einstigen Schüler noch überboten. Die Reise nach Rom ist von verhängnisvolleren Folgen begleitet, als je eines der imperialistischen Abenteurer des kleinen Bonaparte.

Hell leuchtend ist das Gestirn Venizelos auf dem Balkanhimmel aufgegangen. Tausende von Intellektuellen haben in ihm den berufenen Führer, den Einiger des Balkans, den »Tyrannen von Gottes Gnaden« erblickt, der mit eiserner Faust die widerstreitenden Kräfte auf eine Linie zwingt, auf die Linie nationaler Erneuerung Griechenlands und der Befriedung des kampfdurchtöbten Balkans. Man hat geirrt. Der Erwählte der Faktoren hat als Vertrauensmann der Finanzoligarchie seine Herrschaft angetreten und als die Garantie von Paris ihm nicht mehr genigte, hat er gleich dem blinden Griechenkaiser Isaak Angelos, die Venezianer zu Hilfe gerufen. Etappe um Etappe eilt der italienische Faschismus seinem Siege entgegen, dem Traume des Duce vom lateinischen Kaisertum. Mbret Zogu ist Mussolinis Präfekt, Diktator Venizelos sein Schrittmacher. Die neuen Venetianer erschließen den Balkan. Venizelos aber kehrt, umjubelt von einer wohlbesoldeten Presse, von seiner Europareise heim. Die Pakte häufen sich im Staatsarchiv und die Schulden in der Kasse. Die Tabakbauern hungern, die Flüchtlinge präsentieren ihre Rechnung und Elephteros der Große bereitet neue Ueberraschungen vor, bis eines Tages die Krise mit unaufhaltsamer Wucht sein morsches System unter sich begräbt.

Melingos

Der griechisch-italienische Pakt und die Dodekanesosfrage

Venizelos ist am Werk. Kaum sind einige Wochen seit seiner »Wahl« zum Diktator Griechenlands vergangen und dieser kurze Zeitabschnitt war ausreichend, einen großen Teil seines Programmes zur Durchführung zu bringen. Es war aber auch ausreichend seine volksfeindliche und antinationale Politik zum Ausdruck zu bringen. Eine der ersten Maßnahmen die er im Innern getroffen hat, war die Herabsetzung der direkten Steuern, das heißt jener Steuern, welche das Kapital belasten. Eine zweite Handlung war die Verringerung der Zinsen der Flüchtlingsaktien und so weiter. Außenpolitisch aber will er ein Programm des »Friedens« zur Durchführung bringen, welches nichts anderes bedeutet, als den Krieg. Und diese Durchführung beginnt mit der Unterzeichnung einer ganzen Reihe von Verträgen. Vorläufig wurde mit dem Nachbarn Italien ein »Freundschafts« und »Nichtangriffsabkommen« unterzeichnet. Es werden aber auch andere Verträge mit Frankreich, Jugoslawien, Türkei usw. folgen.

Das aber, was uns momentan interessiert, ist der erste Pakt mit Italien und zwar deswegen, weil aus diesem Anlasse eine Frage berührt wurde, von welcher man sonst sehr wenig hört, nämlich der Frage des Dodekanesos.

Das offizielle Griechenland, das Mutterland aller Griechen, unterzeichnet mit dem faschistischen Italien einen Freundschaftspakt im Moment wo der Dodekanesos mit seiner rein griechischen Bevölkerung unter der Knute des Faschismus stöhnt. Im Pakt wird darüber kein Wort gesprochen. Dieses Gebiet wurde überhaupt nicht in Betracht gezogen. Venizelos hat sich während der Zeremonie der Unterzeichnung und nach ihr mit einer offiziellen Erklärung nach welcher der Dodekanesos endgültig dem Faschisten Mussolini ausgeliefert wurde, begnügt.

Die Interessen der Bewohner des Dodekanesos und die Leiden welche sie ertragen mußten, werden durch den offiziellen griechischen Staat überhaupt nicht berücksichtigt. Die Lebensbedingungen auf dem Dodekanesos sind für jeden Nichtitaliener unerträglich. Die griechische Bevölkerung genießt nicht einmal jene elementaren Rechte, welche durch die Statuten des Völkerbundes für die nationalen Minderheiten vorgesehen werden. Ihre Schulen, ihre Kirchen werden geschlossen und alles, was einen griechischen Charakter trägt, wird verfolgt. Kurzum,

der Faschismus verfolgt auf dem Dodekanesos eine Politik der Italianisierung. In dieser seiner Politik kennt er keine Hindernisse.

Dies wird von Italien darum so gemacht, um den Dodekanesos besetzt zu halten und diese Politik weiter zu verfolgen, denn es braucht im östlichen Mittelmeer Stützpunkte. Was treibt aber Venizelos dazu, den Dodekanesos auf eine so schamlose Art und Weise zu verraten? Wenn man nur einen einzigen Blick auf sein Reiseprogramm nach Europa wirft, wird man es sofort verstehen. Eine der letzten Stationen Venizelos bildet die serbische Hauptstadt, wo die Frage der freien Zone in Saloniki geregelt werden soll. Venizelos will mit allen Mitteln Jugoslawien zwingen, einige seiner Forderungen zurückzuziehen. Darum schien es ihm gut, seinen Rücken zu decken, indem er als einzigen Weg dazu den Verrat am Dodekanesos verübt.

Venizelos und die Klasse welche er vertritt, zögern nicht, griechischen Boden und Hunderttausende griechische Volksgenossen auszuliefern, um sich eine recht zweifelhafte Unterstützung durch Italien gegen Jugoslawien zu sichern. Noch mehr, in seinen Erklärungen nach der Unterzeichnung betonte er, daß in Zukunft die Frage des Dodekanesos nicht mehr als eine Frage zwischen Griechenland und Italien, sondern als eine Frage zwischen Italien und den Bewohnern des Dodekanesos bestehen wird. Damit hat er aber eine Wahrheit ausgesprochen. Und aus dieser Wahrheit werden die werktätigen Massen des Dodekanesos die Konsequenzen ziehen. Sie werden nicht mehr für den Anschluß an ein plutokratisches Griechenland, welches zu den Füßen Mussolinis liegt und sich in Wirklichkeit Schritt um Schritt dem faschistischen Italien nähert und von welchem sie nichts zu erwarten haben, kämpfen, sondern sie werden dem Beispiel der Werktätigen Cyperns folgen und werden den Kampf für ihre Unabhängigkeit, für ihre wirkliche Befreiung aufnehmen. Sie sollen versichert sein, daß in diesem ihrem Kampfe sie nicht mehr die Unterstützung des »offiziellen« Griechenlands, sondern des Griechenlands der werktätigen und unterdrückten Massen und mit ihm die Unterstützung der Werktätigen des Balkans und der ganzen Welt, welche gleichfalls für die Befreiung kämpfen, finden werden.

Mavros

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

В Македония под българска власт Голготата на македонския народ

Ехото от парабелите, които пратиha и генерал Протогеров по дяволите — убит в сред столицата на България на 7 юли т. г., — бързо отекна по чукарите на гордия Пирин, понесен от леките криле на летния вечерен зефир, за да възвести от там на измъченото население от Петричкия край — Македония под българска власт — радостната вест за началото на края на неговите нечувани страдания.

Убийството на тоя фамозен генерал, резултат на вътрешните котерийни борби, които водят разните племена, съставляващи Демократическия сговор, е началото на пълното разложение на фашистката ВМРО.

Тя е тръгнала вече с бързи крачки по наклонната плоскост и никои не е в състояние да спре процеса на нейното разложение.

Напразни са усилията на разните буржуазни и фашистки партии да я спасят от тая кървава саморазправа, за която те са най-големите виновници. Техното «стига» е глас възгън в пустиня. Защото преховете на тая престъпна банда от убийци и предатели по отношение на македонския народ, е една нескончаема верига.

Македонските «автономисти» се сгромолясват под тежестта на собствените си престъпления. Те се самоизяждат. Те са разделени вече на два враждебни лагери, които са в открита въоръжена борба. Те издават два вестника «Свобода или смърт» и имат два централни комитета, единия на чело с Ив. Михайлов — оръдие и протеже на генерал Вълков-Ляпчев, и другия на чело с П. Шанданов, наследник на генерал Протогеров, който бе агент на българския дворец и оръдие на генерал Русев-Цанков.

Ив. Михайлов, подкрепен от своя патрон — генерал Вълков, пръв открива фронта на борбата. Той пръв посега върху живота на своя довчерашен другар и сподвижник — генерал Протогеров, като главен виновник за убийството на Тодор Александров.

С убийството на генерал Протогеров, борбата вече между двете крила на фашистката ВМРО, се разгара още повече и взема широки размери. От София тя минава в Петричкия край и обхваща цялото царство на македонските главорези. И почнаха глави да падат от своите рамене. Всеки ден все нови и нови жертви. Според английския в «Times», повече от 400 души македонци са най-жестоко избити, според други вестници, повече от 1.000, а според нашите информации, които ние получаваме от тоя край, числото на убитите в тая кървава саморазправа е много по-големо.

Населението от Петричкия край, с затаен дъх и изпълнено от радост сърдце, очакваше от тая кървава саморазправа на своите палачи, сгромоляването на фашистката ВМРО, той очакваше да види най-сетне края на своите страдания. Той очакваше с трепет в душата си лъч от слънцето, който да огрее и неговата удавена от «автономистите» в реки от кръв родина.

Но уви! То осъмна в още по-страшен ад. Неговото телло стана още по-тежко. Вместо свободно да си отдъхне, вместо да се опдаде спокойно на своя мирен труд и се отърве от кървавите ръце на тая престъпна банда от убийци, наречена ВМРО, то се озова отново между чука и наковалнята, то се озова между кръгосания огън на Ив. Михайловци и генерал Протогеровци. Кинжала на македонските главорези се заби още по-дълбоко в неговите меса, той опре вече и до самите кости.

И въпреки своето дълбоко презрение, което това население от Петричкия край — Македония под българска власт — хранеше и храни и сега по отношение на тия стари и нови върховисти, то бе насила заставено да вземе участие в техната кървава саморазправа, ту на една, ту на другата страна. И когато то отказа да се подчини на техните нареждания, целия гнев на фашистката ВМРО се изсыпа

върху главата му. Много негови доблестни синове паднаха под ножа на тия македонски главорези — «автономисти» еничери. Много от тех изчезнаха «безследно». Те не пощадиha даже и жените и малолетните деца. Те беha избивани без милост, като добитък, даже в присъствието на органи на българската официална власт — административна и съдебна.

Какво престъпление, каква гавра с съдбата на това бедно и нещастно македонско население от Петричкия край — Македония под българска власт!

Тия органи на българската официална власт, които са изпратени в тоя край за да съблюдают законите на страната и пазят живота и имота на това население, остават глухи пред неговия сърдцераздирателен вик за братска помощ, те остават неми свидетели пред неговото явно изстребление от въоръжените банди на една престъпна мафия от убийци, узурпирала славното име на бившата ВМРО — тая на Гоце, Даме и Пере. Даже напротив, тия органи открито взимат страната на неговите убийци, тая на Ив. Михайловци. Това население, което в миналото беha в първите редове на борбата за свободата на своята поробена родина, но и в първите редове на борбата против предателите — върховисти, тия стари търгаши с македонското освободително дело, днес то е оставено на произвола на съдбата. Даже нещо повече, то е поставено извън законите на страната. То се избива като добитък. В неговата родна земя властвува само парабела и камата на фашистката ВМРО. Освен това, от една година насам, то изпитва и прелестите на едно тежко военно положение. За него — никаква закрила на закона, никаква гаранция за живота и имота му. За него и най-елементарните права на човека, даже и правото за живот — не съществуват.

Положението в тоя край е страшно, непоносимо. То е стигнало своята кулминационна точка. По своите ужаси и страхоти, то далеко е надминало това на неговите родни братя от Македония под сръбска и гръцка власт.

Петричкия край днес е същински ад. Той е превърнат в «градина на мъките», в «долина на смъртта», където въоръжените банди на Ив. Михайлов, подкрепени от органите на българската официална власт — гражданска и военна, продължават да играят своето юдинско хоро върху окървавеното телло на това нещастно македонско население. Те избиват всички, които се обявяват противници на новата власт на Ив. Михайлов, всички, които се осмеляват да критикуват делата на днешната сговористка и фашистка власт.

Населението е в ужас. За да се избави от преследванията на тия банди, то напуска своите огнища и търси прибежище в горите и планините. Много семейства, за да се спасят от явна смърт, са избегали чак в София.

Петричкия край, тоя хубав и богат край, днес е превърнат в пустиня на живота.

«Балканска Федерация» публикува днес едно копие от една **молба-изложение**, подписана повече от 100 души македонски бежанци, избегали в София за да се спасят от страшния терор на новия жупан Ив. Михайлов, който те са отпратили до българското правителство, с копие до всички министри и председателя на Народното събрание.

Тая **молба-изложение**, макар и да не дава една пълна картина за страшния терор на който е подложено това нещастно македонско население от Петричкия край — Македония под българска власт — при все това, тя посочва до какъв предел са стигнали ужасите в тоя край.

Ще успее ли тя да трогне сърдцата на ръководителите на прогресивното обществено мнение в Европа и ги накара да издигнат своя мощен глас на протест, за да се тури край на сатанинското дело на фашистката ВМРО — тая мафия от закоравели престъпници и убийци!

П. Карски

Поверително

Молба-Изложение

от гражданите на Петричкия окръг, забегнали в София
от терора на бандите на бившия член на ВМРО
Иван Михайлов

До Господина

Министър-Председателя и Министъра на Вътрешните
работи и Нар. здраве, копие — г. г. Министрите и
г. Председателя на Камарата

София

Господине Министре,

Принудени сме, да изложим една част от онова, което се върши ненаказано от никоя власт в нашия нещастен край, за да молим Вашето покровителство на изоставените от българската власт мирни граждани в Петричкия окръг.

След вестта за убийството в София на известния македонски деец и български запасен генерал Александър Протогеров, органите на Иван Михайлов отпочнаха убийства и преследвания на всички неприятни тем хора по села и градове, най-големата вина на които е, че не споделиха по чувство това пакостно за македонското освободително движение злодеяние. Най-тежкото впечатление, което остана у нас и ни постави в една безизходност беше агитацията, която се носеше по села и градове, от лицата: Юрдан Гюрков, Страхил Развигоров, Стефан Караюрданов, Сашо Попов, Жоро Настев и др., които пристигаха при нас с автомобили, често придружавани от органи на административни и военни власти — като полицейския инспектор на окръга Алексиев, Команданта на гр. Св. Врач — капитан Новев, Началника на 2 Пограничен сектор Подполковник Димитров и др., пред които недвусмислено ни заявяваха, че Иван Михайлов имал сключен таен договор с министъра на войната, г-н генерал Вълков — да убият генерал Протогеров.

В време, когато плодовете на нашия годишен непосилен труд изгарят по полето, по заповед на известни хора, бивахме принуждавани с оръжие, **очаквайки не врагове на българската държава, а некакви противници на разбиранията на Ив. Михайлов и неговата банда.**

Некой от безчинствата на тая банда, които можеха да ни бъдат известни, са следните:

На 24. VIII. т. г. в гр. Петрич на жителите от същия град Спас Сарайски и Костадин Георгиев е поставена засада, за да бъдат избити. Спасили се чрез самозащита.

На 27. VIII. т. г. е отвлечен запасния подофицер Костадин Георгиев от гр. Петрич, за което е чел вестник «Свобода или смърт» — органа на ВМРО. Съдбата му и до днес не се знае.

На 30 с. м. е бит до смърт 60 годишния Гоце Стоянов Ташов от с. Делчево, Св. Врачка околия, за което не е давал желани тем отговори.

На 31 с. м. жителите на с. Делчево, същата околия, Иван Димашев 60 год., Делю Пецов 75 год., Христо Георгиев 65 год., Илия Димашов 55 год., Мито Алексков 50 год. и др. са вързани и откарани в с. Хотово, Св. Врачко, гдето са бити до смърт от специално докарани четници от гр. Кюстендил.

На 30. VIII. т. г. връщайки се от медицинския лекар от с. Левуново към 8 часа вечерта, жителя на с. Кромидово, Св. Врачка околия, Ставре Христов, с боленото си пеленаче в ръце и жена си, е бил убит от засада пред селото. На същия е дадена писмена гаранция за запазване живота му от Началника на военната част в гр. Петрич.

През м. юлий т. г. в с. Спатово, Св. Врачко, е бил повикан жителя на същото село в с. Склаве от ръководителя на същото, Иван Каменарски и др., които биват вързани и държани в училището на същото село. Заведани са пред изкопани гробове. Причината, че са получавали вестник «Свобода или смърт» — органа на ВМРО. Живота им бил запазен от пристигналото войсково отделение.

През с. м. са нападнати жители на с. Джигурово, Стоян Георгиев и Трайко, както си работили на нивата от около 40-членна банда под ръководството на Страхил Развигоров и Караюрданов. Биват вързани и разкарвани по селата на Св. Врачка околия, закачвани на бесилки и пр. Последните биват спасени тоже от войсково отделение.

През м. юни с. г. в с. Плоски, Св. Врачко, секретар-бирника на същото село Д. Хаджиев и писара му Никола Иванов биват вързани в къщата на Георги Димитров от същото село. След няколко часова държане и първия закачан на стълб в обора на същия жител, гледайки своята жестокост, бандата на Страхил Развигоров ги освобождава, без да им се съобща защо са тормозени, като предупреждават секретар-бирника, че скоро ще си разчистят сметките с него т. е. ще бъде лишен от живота.

През м. юли в с. Плоски, Св. Врачка околия, в къщата на свещ. Иван Мишев са бити до смърт жителите на същото село, а именно: Дино Тренков на 75 год., Димитър Темелков на 45 год., Стефан Чакърков на 43 год., Димитър Георгиев на 76 год. и др. Побойниците са известни на военната и административна власти. Те са: Панчо Алексиев, Никола Кузманов, Стойко Кръстев и др. от гр. Св. Врач. Понеже не са могли да изтръгнат желаните показания, изкопали им гробове за екзекутиране, обаче, своевременно били взети мерки от военната власт и били покровителствувани от същата, като живота им бил спасен.

През м. юни т. г. госпожа Г. Сулева от гр. Горна-Джумая, пътувайки с автомобил от София за Горна-Джумая, била посрещната в с. Бараково от жителите на гр. Горна-Джумая Кирил Мончев, Кирил Силяновски и др., свалена от автомобила, вързана и разкарвана в с. Грамада и др., където е малтретирана около 6—7 дни и след застъпничеството на военните органи, била освободена болна. Задържането й се дължи, че в нея намерили вестника «Свобода или смърт» — органа на ВМРО.

В с. Митиново, Петричко, населението е бито с камшици, за което отказвало да отиде милиция. Вън от селото има много заровени трудове на убити хора.

Полицейския стражар Спас Сарайски при Петричкото околийско управление, който отказал да им даде съдействие за беззакония, заставили околийския началник да го уволни на 3. IX. т. г. Това е искал и от военната власт Георги Вълков (човек на Ив. Михайлов).

На 30. VIII. т. г. Иван Винаров от с. Орманово, Петричко, пътувайки за София с трена, бил свален на гара Левуново, отдето е откаран вързан за с. Кърналово, Петричко, гдето е убит на полето по заповед на Стефан Караюрданов. Гоце Димашев 27 год. от с. Орманово, Петричко, е измъкнат от къщата му. След като бил бит с тояги, е застрелян лично от ръководителя на с. Орманово, Георги Стоилов.

Същия ден е бита и оставена на смъртно легло жената на Димитър Димашев от същото село. От същото село са убити Атанас Гробарски и Миле Георгиев.

Тримата шуреи на Димитър Димашев са бити до смърт заради родствените им връзки с него.

На 12. IX. т. г. жената на Ив. Киров от с. Делчево, Св. Врачко, била предупреждена от Милан Апостоларски по заповед на Страхил Развигоров да не продава овцете си и др. имоти, нито да получава пари от забегналия й в София съпруг. Това се правело с цел да лишат от средства за живеене семейството му.

На 16 с. м. Ефтим Чифлички от с. Брезница, Петричко, прибирайки си сноите от нивата е нападен от вържени лица, водени от Борис Бунев. Вързали са го, за да бъде откаран неизвестно где. Чакайки да се мръкне добре, успева да се отвърже и чрез борба с оставения да го пази часовой, избегва, като отишъл при пограничната застава, за да бъде спасен. Виждайки опасността за живота си, с редовно заверени открити листове от Началника на пограничната застава, заедно с съседяните си: Георги Чангулев и Димитър Петков, последните тоже с редовни документи, потеглили с трена за София. На 18 того, сливайки от теснолинейката на гара Радомир и искайки да се снабдят с ж. п. билети за София, те били спрени от две цивилни лица, вържени с пистолети, на име Трайко и Траян, двамата агенти от Радомир-

ското околийско управление, и полицейския пристав при същото. Задържаха Георги Чангулев и Димитър Петков, които откарвали в Етапно коменданство. След като са пренощували на 18 вечерта, сутринта, на 19 в 10 часа са били откарани в вилата на радомирския жител Иван Митикаров. В 9½ часа с една камионетка, на която шофиора е бил в войнишки дрехи, а симия Митикаров в офицерска фурашка и мундир (без шапони) взели хората и неизвестно е до днес где са заведени. На гара Радомир, 200—300 м. от гарата по посока на Кюстендил, в един вагон квартируват напълно екипирани, в четнически дрехи, хора от бандата на Иван Михайлов, които отвлечат жертвите с съдействието на властта.

На 20 т. м. Димитър Димашев, заедно с своя другар Иван Бабунски, преследвани с вдигната насила милиция от всички почти села на Петричка, Св. Врачка и Г. Джумайска околии, невредими пристигнали денем в гр. Дупница. Подгонени от хората на Иван Михайлов, в качеството им, единия — Панзо, групов началник при Дунишкото околийско управление, а другите агенти при същото, отказали да им се предадат, знаейки каква участ ще ги сполети, успели, прикривайки се, да пристигнат на около 200 м. до казармите при г. Самоков, където са настигнати с камионетка, дошла от Дупница с агентите. Поменатите по-горе, без всекакво предупреждение, са стреляли върху тях с автоматична италианска пушка и са ги убили. В убийството са участвували органите на Дирекцията на полицията: Лжсков, Коце Михайлов, Атковчето и телохранителя на Кирил Дрангов, албанеца Якуб Арифов, когото взели за съдействие. Поменатите органи от Дирекцията на полицията отишли по покана на Дунишкия околийски началник.

Излагайки горните случаи, които бледнеят пред действителността, ние молим, Господин Министре, за бързи и енергични мерки, да ни бъде гарантирано мирното живее в пределите на българското царство, където някои от нас бехме настанени като бежанци, като съградихме с непосилен труд новите си семейни огнища, които се разориха заедно с целото ни имущество поради преследванията ни от братята-тирани. Не стане ли това, преди настъпващата зима, която ще ни завари с неприбрани по полето посеви, рискуваме, заедно с семействата ни, да бъдем обречени на пълна мизерия и принудени да започнем с ново бежанство.

Изказваме възмущението си на някои органи от българската власт, които гледаме в големи дружелюбни отношения с доказани убийци и терористи на мирното население.

Искаме честна, строга и справедлива власт, която да ни гарантира и запази живота и имота. Доказали нашия патриотизъм и любов към българската земя, ние искаме да изпълняваме само законите на българската държава и да не бъдем смущавани от друго.

гр. София, 27. IX. 1928 год.

С Почитание:
(Следват подписите)

Оригинала на настоящата **молба-изложение** са подписали повече от 100 души представители на забегналите в София семейства от Петричкия окръг и оригинала е връчен на г. Министър-Председателя.

Р. С. — Когато горната **молба-изложение** беше вече връчена на съответните лица, съобщават се още няколко нови терористични акции от страна на Иван Михайловите банди, които още по-красноречиво свидетелствуват за несигурното и непоносимо положение на населението в Петричкия окръг.

На 8 т. м. жителя на гр. Гор.-Джумая, Паджежи, на възраст 25 год., след като е бил веднаж затварян и изтезаван по най-безмилостен начин, бива повторно заловен от хората на Ив. Михайлова без да се знае за какво. Неговата участ до днес е неизвестна. Предпазливо се носи из града слух, че бил убит и хвърлен в Струма. Пък и самите бандити около Ив. Михайлов открито заявяват, че «който не е с техния върховен вожд (!!) гроба му ще бъде не в земята, а в водите на Струма».

В Петрич са убити още Спас Муртенски, заедно с шуря му, близо до черквата Св. Петка. Убит е и Кръстю Велешанчето от с. Мендово, Петричко.

Неотдавна жителя на гр. Гор.-Джумая, Косте Величков, бива заловен сред бел ден на градския площад по заповед на Асен п. Аврамов, фактор в споменатите банди, държан затворен и изтезаван в продължение на повече от 3 дни, защото е отказал да му брой сумата 25.000 лв. Жената на Величкова с големи мъчноти събрала тук-таме пари в заем, набавила сумата 25.000 лв. и я брoила на Ас. п. Аврамов, след което нещастния ѝ мъж бил пуснат на свобода.

В Петрич двамата братя бакали Мито и Стефан напоследък биват подгонени от бандите, също така неизвестно по какви причини. Техната съдба е неизвестна.

Споменатата в горното изложение г-жа Г. Сулева съобщава още и следното, което е пропуснато да се отбележи, а именно: На площада в гр. Гор.-Джумая, в присъствието на граждани и офицери, била бита най-жестокото от Борис Клисурски, Кирил Мончев, Таки Георгиев — щиянеца и др. Окървавена, изподдрпана и сжипана от бой, Кирил Мончев повторно почва да я бие и с един вид на разярвен звер почнал в присъствието на всички да крещи: «След короната, властта сжм аз!» . . .

Фактите, изнесени в горната **молба-изложение** и тя в Post scriptum'a са с нищо неопровергаеми, тъй като се излагат от хора, които непосредствено са попаднали под страшния терор на бандите на Ив. Михайлова.

Страданията на Македония

В брой 101 на «Балканска Федерация» от 1-и октомври т. г., ние бехме публикували на френски една статия на нашия приятел и сътрудник П. Карски: «**Разложението на фашистката ВМРО**», в която се изброяваха жертвите на македонското население от Петричкия край, вследствие кървавата саморазправа на Ив. Михайловци и Протогеровци.

По тоя случай, група македонски граждани от тоя край, беха отправили до прогресивното обществено мнение в Европа: «**Един сърдцераздирателен вик**» — апел, който ние бехме публикували в същия брой на в-ка, за да издигне своя мощен глас на протест и отсече престъпната ръка на Каин — фашистката ВМРО.

Тоя «**сърдцераздирателен вик**» е бил чул от видния вожд на италианските социалисти — **Клодио Тревес**, който ни изпрати следното трогателно писмо, което ние публикуваме по-долу, с мъжа в душата.

Редакцията

Цел треперящ от ужас, аз прочетох описанието за положението в Македония, публикувано в «Балканска Федерация» брой 101 от 1-и октомври т. г. Нема по-мъчителен и по-трогателен сърдцераздирателен вик, от тоя който се отправя чрез колоните на вашия вестник до тая западна Европа, която претендира да е елита на цивилизацията и свещения извор на човешката справедливост и милосърдие! Истина ли е проче, — при все че едва е вероятно, —

щото, в сърдцето на Европа, един от най-красивите кътове на света — Македония — разпокъсана чрез силата на оръжието и продадена от европейската дипломатия, да бъде раздирана в тоя момент и разпокъсвана от една дива и жестока борба на обезумели партизани, които смъртно се преследват, като се назовават при това братя, преследващи една и съща цел — тая за освобождението на Македония? И тъй, възможно ли е това, щото тия обезумели партизани, настървени от желанието да се наложат, под страха на смъртното наказание, върху едно мирно и трудолюбиво селско население, за да го заставят да се подреди под знамето на едната или другата фракция, и вземе преко участие в техната кървава саморазправа? Това напомня **раколажа** от кървавите войни на миналото . . .

И всеки ден все нови избивания, нови бесилки, атентати и пр., в които гине един народ, който не може вече да различава между своите палачи кои от чуждите владетели или кои от вътрешните «защитници», заслужават да бъдат най-вече мразени и ненавиждани.

Ние познаваме и друга една страна, където една партия, добрала се до държавата, посредством грубата сила — огъня и желязото, избива своите политически противници, като заявява, че вжн от фашизма не съществуват никакви права. В тая страна, понятието свобода е превърнато в подигравка, а човешката личност — в слепо оръдие на държавата, т. е. на партията, която управлява страната. Но,

даже и в тая страна, хората — при условие да мълчат, да задушват в себе си всеко чувство, при условие да живеят съгласно законите на своите господари, — не прибегват към това жестоко задължение да грабнат оръжието в полза на една партия, да опочнат война под заповедите на първия вожд, за да ги отведе просто на заколение! Има нещо, което надминава всички известни до днес ужаси, понеже тия избивания немаат нито най-малката искра на идеен характер. И тъй, според съобщенията на вашите кореспонденти, населението, изгубило надеждата в каквото и да е покровителство, тъй като всички власти бидейки, или индиферентни или съучастници в кървавото дело на тия обезумели партизани, търси своето спасение само в масовото бегство в горите и планините. Ах! каква тежка отговорност за това »импозантно« Общество на народите, което си залушва ушите с такъва една упоритост пред сърдцераздирателните викове на инородните малцинства! Дали съвестта на европейското прогресивно обществено мнение и тая на Лигата за правата на човека и гражданина, ще останат глухи пред вашия сърдцераздирателен вик, който вие им отправяте?

Не би могло да се поверва, без отчаяние!
 Мир в Македония, това значи мир и в Европа!
 Ако човешкото милосърдие е угаснало, би требвало тогава да съществува инстинкта за общата сигурност в Европа!

Изглежда обаче, че френско-английската постъпка в София против опасността от »революционни« атентати в Македония, е имала за резултат само да възбуди националистическите похвати. Бихме искали да верваме, че тия нови избивания и нови касапници, които окървяват още повече Голготата на македонския народ вследствие кървавата саморазправа на двете фракции от фашистката ВМРО, предизвикана с убийството на генерал Протогеров, ще предизвикат чувството на отговорност у ръководителите на българската политика. В тяхна полза е, што симпатията, която разните поклонници на свободата и човешката солидарност, изказват по отношение на мъченическа Македония, да не се превърне в една съкрушителна присъда, без изглед тя да бъде сменена.

Париж, 12. X. 1928 г.

Клодио Тревес

Полувековното робство на Добруджа

Ромънската олигархия е в трескави приготовления. Тя готви шумни тържества за 28 октомври по случай 50 годишнината от анексирането на Добруджа — по-точно 50 годишнината от анексирането на северна Добруджа, и 15 годишнината от това на южна Добруджа — Кадрилатера.

50 милиона лей, една дълга програма, плод на три-месечната работа на десетки комисии, комитети, предвиждаща молебени, воени паради, апелативно-историческо шествие, сечене на възпоменателни медали, една научна (?) Монография за Добруджа от професор Братеску, поставяне основни камъни, за »културна палата на Добруджа«, за величествен паметник — символ на 50 годишната тирания на ромънската олигархия; после, неизбежните за ромънската аристокрация конни състезания, шумни шествия с »Траяска Ромъния Марс« на полицията, жандармерията, сигуранцата, банкети и тържествени речи на корифеите на една хищна и развратна администрация за своята 50 годишна »културна« дейност; самия президент Винтила Братияну ще говори при височайшето присъствие на кралската фамилия, регентството и пр. и пр. Всичко това в столицата на Добруджа, черноморската красавица Кюстенджа.

Тържествата ще обхващат цела Добруджа, безпорно с не тъй блестящи програми. За южна Добруджа специално в програмите по тържествата ще бъдат прибавени и хунски шествия на въоръжените кудовлашки банди.

Неми зрители на целата тая цинична инсценировка ще бъдат възмутените, влачещи веригите на едно нечувано тежко робство, добруджански маси.

Вчера в Бесарабия, днес в Добруджа, утре в Трансилвания, Буковина и Банат ще се устройват и ще следват шумните националистични тържества. Ромънската олигархия упорито се стреми да отвлече вниманието на политически обезправените народни маси от господстващата ромънска националност, да отбие вика за земя на влачещите още полуфеодално робство ромънски селяни, да отклони ромънското работничество от борбата за човешки надници и коалиционно право и, разгаряйки шовинизма и националните вражди, да затегне още повече веригите на националното робство на шест милионите малцинства в велика Ромъния!

След царска Русия, чохойска Ромъния бе класическата страна на антисемитизма и кървавите погроми. Днес всесилната фамилия на Братияну превърна велика Ромъния в един истински затвор за десетките националности, които я населяват.

След Татар-Бунарските кланета над бесарабци, ромънската олигархия устрои юбилейни тържества в Бесарабия. След Старо-селските и Кочинските погроми над добруджанци, идват днешните тържества в Добруджа. Погромите в Орадя-Марс и Клуж са първия зловец признак, че и там ще се готвят тържества. Погромите са най-важното и неизбежно средство за денационализацията на присъединените области — Трансилвания, Бесарабия, Добруджа, Буковина; те съставляват неразделна част от политиката на ромънската олигархия за културно, национално, политическо и економическо потисничество на малцинствата.

И той безграмен режим намира мълчеливата подкрепа в самото Общество на народите.

Великите империалистически държави дават своята всестранна подкрепа на олигархична Ромъния, той своеобразен »страж« на цивилизована Европа пред вратите на »варварския« Изток. Иначе, отдавна националния конгломерат и

економическия архаизъм на велика Ромъния би се разложил на своите съставни части, под мощното революционно действие на две основни сили: националния и селския въпроси.

Преди 50 години, борбите между царска Русия и другите империалистически държави има като един от своите резултати анексирането на Добруджа от Ромъния. С Берлинския договор от 1878 година, робския режим на турските султани в Добруджа бе заменен с тоя на ромънските чокони. През 1913 год. Ромъния заграби и южна Добруджа. Така Добруджа бе обединена и окована с много по-тежки робски вериги. Днес тя е заставена да празнува под пиковите на ромънските жандари своя полувековен юбилей.

Какъв е обаче баланса на това полувековно робство?

Само в последните десет години беха прогонени над 50 хиляди добруджанци. Макар и да липсва всекаква ромънска статистика за Добруджа, една равностетка на 50 годишното властвуване на Ромъния би ни посочила, че числото на прогонените добруджанци надвишава **200 хиляди**.

Какви са резултатите на колонизирането на Добруджа с ромънски елемент? Техното число далеч не достига това на емигриралите добруджанци. Ромънската олигархия не може да се похвали в 50 годишните тържества, че е успела да промени етнографическия характер на Добруджа. Затова и в последните няколко години колонизацията на Добруджа е засилена. Вече над 20 хиляди кудовласи извлечени из гръцка Македония са настанени там; техния брой постоянно се увеличава. На тяхно разположение е предоставена земята и имота на добруджанци. За илюстрация на режима в Добруджа достатъчно е да бъдат разгърнати ромънските вестници в последно време. »Адеверул« от 13. X. пише: »Постоянните инциденти между колонистите и местното население не престават. Нам се изпраца копие от една петиция поддписана от общинския съвет и множество жители на общината Гарван — Силистренско до окръжния управител на окръга. Чрез тая петиция, жителите се оплакват, че са всекидневно малтретирани, че колонистите са се настанили в техните жилища, ползвайки се от техния добитък, че им се отнемат лозята, че посегат на жените и девойките и пр. На забележките на жителите, колонистите отговарят: »Ако не ви харесва, бейайте в България«. Органа на работническо-селския блок Inainte, от 30. IX. пише: »Чети от въоръжени колонисти обикалят селата, изправат хамбарите, къщите, оборите, гонят собствениците, окупират жилищата, малтретират, изнасилват жените. Вестите които идват от Добруджа са просто за неверане и въпреки това те са истински«.

За правите на колонистите дава много добра характеристика съобщението на в-к Dobrogea Juna, от 27. IX.: »Заласния полковник Вародин (чишликчия) застрелва своя механик Г. Меджидилев, загдето последния се е осмелил да поиска своята заплата«. В надвечерното на тържествата новините от Добруджа са още по-тревожни. Нападат се цели села и заплашват селяните да емигрират, иначе ще подпалят селата, убийствата зачестяват, ограбва се реколтата, безчестят се девойки, потока на емигрирането засилва.

За своята денационализаторска и колонизаторска политика ромънската олигархия създаде за Добруджа **специално законодателство**. Добруджа не се управлява по общите закони на страната. Там има изключителни закони, вечно военно положение, военни съдилища, вършат се постоянни реквизиции, населението се подлага на принудителен

труд, инсценират се масови процеси. Няколко стотин добруджанци пълнят ромънските затвори. Съществува специален закон за ограбване безвъзмездно земите на селяните. Тоя закон е отбелезан в историята на правото като юридическа чудовищност.

От черквите и училищата на добруджанци не е останало и помем. Един пример за българските училища. От 600-те училища и то само в южна Добруджа, съществуват за сега само 14. Такава бе декларацията на ромънския делегат в Прага на конгреса на дружествата за О.Н. На училищата на малцинствата не е призната публичност (не се ползват с правата на държавните и общинските училища).

Културно, национално и политически обезправени, економически заробени, добруджанци изпитват всички ужаси и на систематически устройваните от Сигуранцата и куповласите погроми. Паметник на ромънския варваризъм в Добруджа остават масовите кланета в Старо-село, Шахинлар, Кочина. Няколко стотици избити, а в Кочина горени живи хора.

Мрачна е картината, която дава ромънския режим в навечерието на юбилейните тържества. И напразни ще останат всички усилия на ромънската олигархия да фалшифицира резултата на 50 годишната тирания.

Добруджанци са хвърлени в тежко национално и економическо робство; на добруджанци е отнето едно от най-свещените права — да живеят в своята родина.

«Добруджа е била, е и ще бъде ромънска», се провиква чрез колоните на Adevurul, от 17. X. всеизвестния интелектуален инспиратор на колонистките банди в Добруджа, журналиста-куцовлах Бацария, изказвайки очудването си от засилната кампания на българската преса в навечерието на тържествата. И действително, българската преса наруши в последно време своето обичайно мъжчание, като посвети статии по новата терористическа вълна в Добруджа. Личния орган на Ляпчев писа: «Терора на беззаконните роби в Добруджа и Македония продължава. Всеки стон за повече права и свободи там се задушава с бесилки, зацдани и кръжъ. Завесата на мрачното робство ще се продере от оная решающа ръка, която се казва международна съвест. — Ние верваме в О.Н., то ще избави от нощите на смъртта едно културно население, като българското, в Добруджа.»

Действително, време е международната съвест да каже своята решающа дума на затъналата в кръвта на 20 хиляди български снове престъпна сговориянина. Що се касае за добруджанското българско население, то не може да не се отнесе подозрително спрямо верата на кървявия Сговор в О.Н., вера, зад която не е трудно да се открие същата оная завоевателна политика в миналото, най-вече отговорна за днешната робска участ. А добруджанци, без разлика на националност и вера, знаят, че техния любим и легендарен войвода и учител Дочо Михайлов падна от ръката на същата сговористка реакция.

Историята дава жестоки поуки. Българската реакция обаче, нищо ново не е научила. Днес и последния политически юноша знае, че добруджанския въпрос не е един чисто български въпрос, също така, че българския шовинизъм и завоевателна политика са смъкнати от историческата арена, на която ще се решава добруджанския въпрос. Добруджанци — българи, турци, татари, руси днес не могат да имат други упования за своята свобода, освен своите собствени революционни борби и друго знаме — от това на Добруджанската Революционна Организация (ДРО), за единна и независима Добруджа, за братския съюз на Свободните народни балкански републики — Балканската Федерация.

Шумните тържества на ромънската олигархия в Добруджа стават в един особен важен исторически момент. Добруджанските народни маси, подлагайки на строга преценка изминатия период на борби, извличайки всички поуки от полувековното си робство, трябва да стегнат своите редове, да бъдат на пост на своя национал революционен сектор на Балканите. Защото, те отново димят, защото отново в балканските столици шетаат европейските дипломати. Добруджанци особено зорко трябва да следят стъпките на галонираните представители на империализма и реакцията. Вчера Пилсудски, след него Лео Ронд, утре други — организират и ще подготвят нови пожарища, които ще превърнат отново балканските народи в пущечно месо. А всека искра на готвените утрешни пожарища трябва да бъде сигнала за разгръщането на революционните сили на балканските угнетени народи, за извършване на националната революция на Балканите, която ще реализира свободата на балканските народи и разкрие ерата на техния национален и стопански разцвет.

Добруджански

Кореспонденция от Добруджа

Края на октомври 1928 г.

В последно време, Добруджа под ромънска власт, пак се залива от нова вълна на бесен терор. Мирното и трудолюбиво население на тая страна отново е подложено на жестоки гонения и преследвания от страна на ромънската олигархия, бояри и чокои, от разните органи на администрацията, а най-вече от въоръжените банди на цинцарите колонисти, дошли тук от Македония под гръцка и сръбска власт. Не минава ден без да не бъдат регистрирани нови безчинства и произволи по отношение на това онеправдано и измъчено добруджанско население. Нема почти село, жителите на което, без разлика на вера и народност, да не са масово бити и изтезавани, труда им да не е ограбван и имота им — разграбван, а моми и жени — не обезчестявани.

Терора в тая страна от ден на ден взима все по-широки размери. Населението тръпне от ужас пред развилелите се въоръжени банди на цинцарите колонисти, които необезпокоявани от никого, а напротив, подкрепяни от органите на самата власт, се отдават на разни грабежи и убийства.

Тия грабежи и убийства, тоя систематически терор, не са случайно явление в тая нещастна страна, а една строго следвана политика, която ромънското правителство и олигархия практикуват по отношение на местното население, в продължение на 50 години, от деня, когато Добруджа попадна под ромънско иго.

За да денационализира и асимилира това население, което съставлява болшинство в Добруджа, управляващата в Ромъния клика си служи с най-жестоки и варварски средства. За да измени етнографическия характер на тая чужда за нея страна, тя не се спира пред нищо. Тя иска да сломи на всека цена борческия дух на това население, което не престава да се бори за своята национална и политическа независимост в рамките на една Балканска Федерация. Тая клика от чокои и бояри иска да изкорени от неговото съзнание националното му чувство, стремлението му за повече права и свободи и да го превърне в една покорна и послушна рая, за да може по-лесно да я експлоатира и ограбва. Ония добруджанци, които не се отдават на нейната

денационализаторска и асимилаторска политика, тя ги застава да напуснат своите бащини огнища, или пък биват просто избивани, от въоръжените банди на цинцарите колонисти и от органите на самата власт, както това стана с жителите на селата Старо-село, Сеново, Денизлер, Шахинлар и пр. и пр. миналата и по-минала година.

Един от главните оръдия за прокарване политиката на ромънската олигархия, бояри и чокои, се явяват кучо-властите от Македония под гръцка и сръбска власт, които им се правят всички улеснения за да бъдат заселени в Добруджа. Те се въоръжават от самата власт за да тормозят мирното местно население и го заставят по този начин да се изсели.

Тъй например, жителите на с. Ходжа-кой са били нападнати от една въоръжена банда цинцари колонисти, които са дошли специално за това от с. с. Гарван и Ялъ-Чаталджа. Всички селяни, мъже, жени, деца, са били най-зверски бити, изтезавани, като са ги заплашили същевременно, че ако не се изселят в България, селото им ще бъде запалено, а те ще бъдат избити.

Друга една банда от въоръжени цинцари колонисти, са нападнали селата Белица, Сансалар, Български Кусуй и др., Силистренско, арестували са повече от 20 души селяни пълвнци, и са ги закарали в Силистра. Те се обвиняват, че през време на отстъплението на ромънските войски, са били избили уж ромънски офицери и войници. Това е, разбира се, само претекст. По целия път от секцията Сансалар до Силистра, тия невинни селяни са били подложени на страшен бой. На чело на тая въоръжена банда от цинцари колонисти е бил некой си Йон от Кирич-бег, Видинско, който при следствието още в самата секция, е панасял нечуван побой над тия в нищо невинни селяни. Впоследствие, всички тия селяни, са били закарани, под силна стража, в Кюстенджа, където щели да бъдат предадени на военен съд. За да могат да спасят живота на арестуваните селяни, техните домашни и роднини са успели да съберат по между си една сума от 200,000 леи, които щели да раздадат като откуп на разни административни чиновници.

В Силистренския окръжен съд бе гледано едно дело против двама цинцари колонисти от с. Гарван за панасен тежък побой на селянина Атанас Николов и заедно са стреляли с револвери в кръжмата на Христо Златев. Разбира се, вместо тия побойници да бъдат осъдени, те са били

веднага освобождени и с това насжрдени за да тормозат и избиват отново невинното местно население.

Команданта на граничните войски в с. Екисча е докарал в тържището на Силистра повече от 650 крини боб, който го е продал по 250 леи крината и получената сума, прибрал за себе си. Тоя боб е бил на сила отнемен от местното население за храна на войниците. Там където не върлуват вжоржените банди на цинцарите колонисти, разните произволи, грабежи и убийства се извършват от органите на самата власт.

Тъй например, селяните от с. с. Кавурга и Отлуджа, са били страшно малтретирани и заплашвани от самите органи на полицията, че те трябва час по-скоро да напуснат своите села и се изселят в Българиия, защото лошо ще си изпатат. И днес, тия в нищо невинни селяни, пред опасността да бъдат избити, всички са избегали в Силистра и искат да им се издадат пасапорти за да могат да се изселят в Българиия.

И пр. и пр.

Безчинствата и произволите на ромжиската олигархия, бояри и чокои, немаат край. Грабежите и убийствата от страна на вжоржените от правителството банди на цинцарите колонисти, взимат широки размери. Терора над мирното и беззащитно добруджанско население, залива целата страна.

Положението е тежко, непоносимо. Но въпреки туй, добруджанското население, без разлика на вера и народност, стига все по-здраво кадрите на своята организация и се готви за разкъсване тежките вериги на своето робство. То върви твърдо и смело по священните стъпки на своя любим и незабравим учител-войвода — Дочо Михайлов, който с кръвта си начерта единствения спасителен път за освобождението на Добруджа — тоя на организираната и масова, революционна борба, под разветото знаме на Добруджанската революционна организация — (ДРО) — за изграждане Федерацията на свободните балкански народи.

П. Изворов

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHTYPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Grushti i Neptunes

III.

Nji Shtet sklavë.

Robnia, po kje se pranohet si bazë sundimi më nji Shtet, ajo shtrihet më si murtaja dhe nuk mbetet as nji klasë, aty mbrend dhe klasa apo klika dominuse, pa u martyrizue prej saj...

Pozita e jashtme e Jugoslavis asht, dhe ajo, fare per dreq; ky mund të jeet, po thuej, i vetmi Shtet qi jeton i rrethuem më si nji fortesë në kohë të luftës, por — të miremi mirë vesh — *pa i gzue çilsit e Verdunit* Sulmúsat kan baza të shendoshta forcat morale, kan arësyna fare të drejta e logike. Kalaja pra asht gjithnji në rezik e nji ditë ka m'u rrafshue, pse, pakicat kombtare qi po dermohen mbrenda murojeve të saja, jan, pos germanve, pakica politike e si kështu pakica të rezikëshme. Ungaria, Bulgaria e — kundra krejt apparencave — Shqipnia po kerkoin sot e do të kerkoin nesrë me perfituë nga rasti i parë per t'i librue bashk-kombtarët e tyne. Si kështu, Kosova, Makedonia e pjesa maxhare e Banatit do të jeen gjithnji, *më si sot*, qendra livizjesh revolucionare kú po luen, je vetëm fati i këtyne krahinave të grabitme, por dhe fati i popullit serbë, *më si disa vjet para tragedis katastrofale të Kosoves, më 1939...* Sa per Greçin, kushdo qi t'a keet në dorë fatin e Edhades, ajo do të perpiqet m'u shporë, nji orë e ma para, prej nji kojshis e cila ándrron gjithnji smadhime e pushtime me pahir e gjithnji budallisht. Po t'u shtohet këtyne Italia Façiste mereni me mënd se çfarë nature forcat ka çemberi i blokimit... Asht kot më i permëndë këtu forcat e mbrojtjes jugoslave, pse këtyne u mungoin çilsit ma elementare: *popujt e Jugoslavis jan kundra Jugoslavis...* Pra, sido qi të manevrojë Beligradi, po kje se sistemi i sundimit mbetet kështu si asht, po kje se ky system nuk ndrron radikalisht per kah shlirimi i popujve në Jugoslavi, ky Shtet apo kjo Babyioni sklavësh nën thundra të Satrapve nuk ka e nuk mund të keet jetë të gjatë... Sikur të kishte pasë nji bazë jeteset nji bulumaç popujsh të robnúm, perandorit ottomane, austro-ungare e ruse — *të perpilume me shekuq e të ngrefne mbi baza shum ma të shendoshta se Jugoslavia* — nuk do të gdukeshin... E, mos të harroim as nji minutë se në këto perandorina, sot kujtime historike, kombësit e ndryshme të dominume gzoishin të drejta civike, kulturalë e politike qi nuk i gzoim në Jugoslavi as 1%... Pra, me mënd në krye, nuk do të keet as nji shqiptar, bulgar, malazias, kruat apo slovenë qi t'i dali zott nji Shteti, kú jetohet më si në fund të ferrit, kur ka me tingllue ora e dekes... Oligarkia e Beligradit asht tue çmue ma mirë se çdokush t'jatrë ket rezik. Ajo, forcat e veto të kalbta i njeq aq bukur sa nuk ka nevojë me i examinue apo me i sprovue. *Ky asht shkaku kryesuer qi ajo po shtyhet gjithnji kah nji politikë paljativash tue i lshue rrugë Musso-*

lini, më njënen dnë e nga ana t'jatrë, tue i pague nji vergi kolossale e rrënuse Frances, Anglis, Amerikes nën emna e forma gjithfajresh... Kapitulata e neptunes asht shëji i gjallë i kësaj dobsije. Por, kjo dobsi nuk asht e mbramja sikur Neptuna nuk asht e nuk mund të jeet qellimi final i Mussolini. Vergia pra do të rándohet gjithnji bashk me hovet e Italis façiste... Më nji pozitë të tillë Shteti jugoslavë i ka të gjitha karakteristikat e nji mreti sklavë, tipik në sojin e vet, qi jeton në mes të murojeve të nji pallatit e qi, bashk me atë vend kú ay quhet mret, sundohet prej batakçive e prej katilave... *Jugoslavia pra nuk mund të jeet veç se nji shtet sklavë në dorë të botes kapitaliste.*

Në ket tragedi pergjegjsia ma e rándë i takon popullit serbë. Asht koha qi ky popull të çohet nga letargia kú e vuni Pasiçi me shokë dhe t'a shofi mirë gojen infernale të vulkanit në pushim kú asht ulë. Populli serbë ka bá nji krimë kundra vedit e kundra krejt Balkanit kur i sherbeu Pasiçi më 1912, 13 e 14 si xhellad. Ket krimë e ka multiplike tue vijue gjithnji në ket zanat e tue masakrue me mija shqiptarë, makedonas, malazias e boshnjakë... Grushti i Neptunes per të mundet me pasë efektin e Surit t'Israfilut po kje se i pergjegjë këtij me nji grusht guximi tue i thánë lamtumirë shkollës së Pasiçit e tue i permbyës me duer të veta prisat e tij xë bastarllúm. Vetëm me nji guxim të tillë ay shpëton vedin dhe i hapë nji shteg të gjánë e shembús lidhjes interbalkanike kundra vergive të rándë e kundra kapitulatave rrënuse e të turpshme... Po kje se ay vijon të flëjë shgandrra e së nesermes do të jeet per të aq e mnershme sa me i u dhimitë, më si më 1915, dhe annikut...

Asht shekulli i elektrikut. Popujt e Jugoslavis nuk do t'i duroin Car Dushanat apo Pasiçat. Shteti Sklavë do të vdesi ase do të psojë nji metamorfozë radikale. Grushti i Neptunes nuk duhet të keet logikisht nji pergjegje t'jatrë... *Genevë, më 25. X. 1928.*

Bedri Pejani.

Kurona e grabitme

Imperialistët që janë mësue t'intrigojnë në dam e në kurriz të popujve të vegjel tue përfituë nga shpirti trathëtuër e natyra avanturiere e disa vagabondëve qi kanë le në mes të tyne si hisllat qi çpifen në një lulishie, ma në funt i dhanë shuplakën e denimit ma të rëndë kombit t'onë fat-zi.

Ata që pregátitën e provokuën katastrofën fatale të Dhetorit 1924 për interesat e tyne, prap sot po na çfaqen në *sqenë e tragedis shqiptare* si lugetnit në një natë t'errët qi msyëjnë të gjoirët për më u thithë edhe pikën e fundit të gjakut. Politika e ndyët e maqavelike e imperialistëve kobarë, qi atë ditë e deri më sot, u-zhvilluë pa mëshirëshën në disfavor

t'one vetëm për disa interesa të qelbta qi kishin sigurue prej kryetarit të kastës feudale-tarhtëtore, të cilin ma në funt e kuronëzuen mbret më qëllim që t'i çpërblejnë trathëtie.

Zogu, njëriu i shitun në të huej, ma parë i u imponue popullit si kryetar republike, dhe si ai për këtë kodoshllëk, i daroviti mjaft majshëm imperialistët krushq qi e shpunë në fuqi dhe i banë atë të mirë. Tash që ai po i imponohet popullit të ngratë si mbret, kush e di se ç'farë kanisqe janë premtuë e pregatit, pse kjo është një kuronë ma e shkelqëshme dhe e lakmueshme qi në vogjëli prej tij. Pazarllëket e mshefta të Zogut nuk i dijmë, por tue marë para sysh ato qi sakrifikoj deri më sot, për më qindruë në selin e kryesis së republikës, jemi sigur se do të tregohet ma bujar se kurdoherë kundrejt protektorve qi të mëgohet t'a gëzojë, të pakën përkohësisht, kuronën e falun si peng trathëtie.

E shtrëngojnë të huëjt popullin e mjerë qi t'a uli Tiranin në Fronin e Skender Beut dhe ai i shkreti tue pamë se ende s'ka ardhë koha e mrekullinave, hesht e bindet si një skllav qi asht.

Cënimi e grabitja e të drejtave individuale ose universale prej një ase një grusht njerëzve ambicioz, na ban të besojmë se njerëzia asht kab shtyhet përdhunasi për më u-kthye në konceptin barbar qi i fyëmi të shpagohet vetë e të bindet se i forti e ha të dobtin, por ne qi kemi vëndosë të kundërshtojmë e të luftojmë jo vetëm teorit dhe mentalitetet e dobta borgjeze, po edhe fatin e Zotin për hir të triumfit t'idealit tonë pacifik e filantrop, le t'a dije gjithë bota se do t'i flakim në baltë gjithë ata ligjë qi legalizojnë padrejtësin e barbarizmën shekullore të një grumbull parasitve dhe do t'i shtypim pa mëshirshëm edhe këta, pse janë responsabël për mjerimin e Shqypnis e të njerëzis.

Në një vent që mungon ligji dhe e drejta, zotnon anarshia dhe mbretnon forca qi pjell forcën dhe qi përballet vetëm me forcë. Më qënë se në vënt t'onë e drejta asht dhunuë e expulsuë dhe në vënt të saj zotnon forca brutale e trumës shtazarake internacionale, edhe ne do t'a luftojmë me forcë atë dhe ushtruesit e saj, për më e granjosë këtë ves të keq qi asht tue u-përhap në vise të ndryshme si një sëmundje epidemike.

Lufta e jonë ka fillue për këtë qëllim që kur krisi pushka e parë në revolucionin e Qershorit 1924. Ajo mandej nisi me u zhvillue ma sistematikisht më 24 Prill 1927 me deklaratën e Komitetit Çlirimt Nasional e të Kosovës dhe do të mbarojë triumfalisht at here kur të plasi *revoluzioni i proletariatit të Ballkanit* qi asht kah ngufmon. Ata qi kujtojnë e shpresojnë ndryshe, rrojnë me illuzione.

Historia, për muë, asht libri që përshkruën krimet, masakrat, terroret dhe skandalet e bame deri më sot në një masë të gjanë. Nesër, mbas *triumfit të revolucionit botnor të proletariatit*, ky libër do të këndohet nga brezat e ardhshëm

me mëni dhe neveri të madhe dhe jam sigur se ata passi t'a lexojnë për kurjozitet, do t'a pëshqyjnë e do t'a hudhin në lloëm. Në faqet e njollueme me gjak të këtij libri pra, do të shkruhet edhe çashtja shqipëtare. Në goftë se nukë do të na premetojë mordja t'a shofim vetë pasqyrën t'onë të shëmtueshme në fletët e zeza e atij libri e, si thamë ma naltë, të jemi të shigurt që bijtë t'onë do të këndojnë mërzi-tshmën se si u-martirizuen prindët e tyne dhe si u-mjeruë një komb për të kënaqë ambicjet e një kuçedre dhe të një kllasi.

Ahmet Zogu u-ba mbret, por mos kujtoni se u-ba tjetër. Jo, jo! Ulku qymen e ndrron, por vesin kurrë. Ai asht si vesh-gjati me shalë ase si ulku me gunën që dinakërisht u-mudue t'i haje delet dhe ra vetë në grackë.

Kurona e Skender Beut qi ka unë mbi krye të jemi sigur se do t'ia hajë kokën.

Zogu u-kuronëzue mbret, por as për mue as për popullin e shtypun s'ka as pak rëndësi dhe në syt t'onë s'asht tjetër veç se një Tyrán.

Transformimi i regjimit në Shqipni nga republikë në monarki provon mentalitetin prapanik dhe asiatic t'atyne qi e drejtojnë sot popullin shqiptar dhe dëshmon se populli ende nuk asht emancipue mbas si ai s'kuxon të nxierë zanin e ankimit e të çfaqit lirisht dëshirat e të veta. Dikush munt të kujtoje se populli i jonë ende s'i ka kuptue të drejtat e veta dhe ende s'e ka ndi shijen e sedren e suveranitetit mbas si ai u-ritirue e u-praps disa qindra vjet dhe veshë petkën e kohës mesme. Jo! ai s'e ka kthye kryet mbrapa, po ata që i randojnë mbi shpinë, si ankthe të mnerëshme, janë tue e tërhekë kah burgjet e errëta t'asaj kobe qi ai i ka pas kthye shpinën prej kohesh e me vulnet të vet. Më gjith këtë, ne nuk gjan të dëshpërohemi, pse ai si kur do herë, prap do të dije më shpëtue e më u-çlirue. Ata qi rrxuën Imperatorit, Carnat, Sulltanët, Kajzerët e Mbretina, kjenë popuj të pa kënaqun e të shtypun si i joni. E at here a kujtoni ju që populli shqipëtar qi shekuj me radhë ka dhanë prova se në zemër të tij flakëron zjari i liris e i suveranitetit, nuk do t'i kallzojë edhe një herë botës plakë se ai nuk duron zgjedhe të huejsh e kamxhik tirani? Pra ne besojmë sigurisht se kurona e grabitme prej Zogut do t'i meret atij bashkë me jetën dhe nuk do të mbetet pa u-shpague dhuna qi na bahet prej klasit kapitalist.

Konkludojmë: *Froni i një mbreti duhet të jetë zemra plot dashuni e popullit dhe jo selia e ngrefun me kamza e shtiza të florinjta në një kështjell qi qendron në sy të popullit si fortësa e annikut. Fuqia e një mbreti lypset të buroje nga krahënorit i popullit qi gurgullon e ngufmon me vulnet, dashuni e adhurim për suverenin e të mos mbështetet në bajonetat e legjioneve të hueja. Ai qi s'i gezon këto, asht diktator, tirán e Nerón dhe s'meriton për kuronë, por për litar.*

Drapni

FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITÄTILOR NAËIONALE SHI AL POPOARELOR AŞUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Sentina în procesul de massă din Cluj

După dezbateri de aproape cinci săptămâni procesul din fața Consiliului de Război din Cluj s-a terminat printr'o sentința de clasă, care trimite la ocnă un nou șir de militanți dintre cei mai curajoși ai muncitorimii din Transilvania și din Vechiul-Regat. Redactorul Mathe a fost condamnat la 9 (nouă) ani muncă silnică, zece ani pierderea drepturilor civile și politice și 100.000 lei amendă pentru că ar fi redactat câteva articole apărute sau *destinate numai să apară* în revista Tineretului Communist. Institutorea Haia Lipschitz a fost condamnată la 8 ani muncă silnică, zece ani pierderea drepturilor civile și cetățenești și 100.000 lei amendă pentru că ar fi făcut parte din conducerea Tineretului Communist. Tânărul muncitor Sencovici a fost condamnat la 7 ani muncă silnică, plus pedepsele aplicate și celor dinainte, pentru că ar fi participat la tipărirea revistei Tineretului Communist. Un șir de alți muncitori au fost apoi deasemenea condamnați la pedepse de cinci și zece ani muncă silnică pentru aceleași »crime« comise prin... articole sau manuscrise, dar aceștia

au putut să se sustragă deocamdată »justiției« acestora cu chipiu, pinteni și cravașă, nelăsându-se prinși de către copiii săngeroși ai Siguranței. Dintre cei prezenți au mai fost apoi condamnați. Muncitorii Imbre Petre și Arpad Lenard la câte 6 ani muncă silnică pentru a fi participat la organizarea Partidului Communist, tot așa muncitorul Odon Lazăr la 2 ani; iar muncitorul Avramescu a fost condamnat la 3 ani pentru a fi participat la munca Ajutorului Roș, adică la ajutorarea victimelor prigoanei și a familiilor și copiilor acestor victime.

Alți douăzeci de muncitori și muncitoare au primit pedepse mergând dela opt luni închisoare până la numai cinci zile închisoare. Toți aceștia însă, pe cari nici chiar sălbatica justiție militară nu i-a putut găsi destul de vinovați pentru a-i condamna la pedepse grele, toți aceștia, cărora li se pune în sarcină că au cetit sau primit pe adresa lor cărți și ziare, care dealmintrelea apar legal în România sau sunt editate de către organizații muncitorești din străinătate, sau că ar nutri simpatii pentru comuniști, — toți aceștia au fost condamnați

totuși la câte zece ani pierderea drepturilor civile și politice. Cum printre aceștia cei mai mulți sunt membrii în conducerea sindicatelor sau funcționari ai sindicatelor, condamnarea la zece ani pierderea drepturilor civile și politice înseamnă înlăturarea lor din mișcarea muncitoare pentru tot acest timp, deoarece, după legea reacionară de organizare a sindicatelor muncitorești, numai persoane posedând delpin drepturile civile și politice pot îmbrăca funcțiuni și delegațiuni în sindicate. Sentința se demască astfel a fi de un rafinament sadic. Ea a dat numai cinci zile de închisoare (după ce prevenția a durat mai multe luni), dar a »lichidat« pe conducătorii sindicatelor pentru zece ani. Astfel e în special cazul secretarului general al Uniunii Muncitorilor în Lemn, Ștefan Dan, care a fost condamnat la numai patru luni închisoare, dar la zece ani pierderea drepturilor.

În total au fost pronunțați 150 de ani de temniță și 273 de ani de interdicție și aplicate amenzi pentru 715.500 lei. Socotind că muncitorii condamnați la aceste amenzi colosale sunt în neputință de a le plăti, înțelegem că Consiliul, apcând unora din acuzații adesea pedepse cu închisoare »indulgent«, îi silește, prin aceste amenzi, totuși, pe cale ocolită, să facă închisoare, ani de închisoare, în locul amenzilor.

Dar nu numai condamnările acestea »ușoare«, ci nici condamnările cele grele, arătate mai înainte, nu au la bază, în realitate, fapte prevăzute și pedepsite de legile, destul de sălbatice și ele, în vigoare. După însăși mărturia unor ziare burgeze Consiliul de militari a pronunțat asemenea pedepse sălbatice, numai pentru că militanții muncitorești s-au apărat în fața Consiliului cu demnitate și curaj și au avut o atitudine »jignitoare« pentru acești »judecători«, pe cari acuzații i-au numit fără înconjur »judecători de clasă«.

În timp ce partea aceasta a sentinței este așa de ignobilă și trezește indignarea și protestul tuturor oamenilor cinstiți, chiar potrivnici ideilor celor condamnați, partea a doua a sentinței, despre care vrem să vorbim acuma, are o cu totul altă însemnătate. Au fost achitați 34 de acuzați, printre cari Dr. Eugen Rozvany, conducător al Blocului Muncitoresc-Tărănesc și consilier comunal la Oradia, Koloman Müller, președintele Consiliului General al Sindicatelor Unitare din România și consilier comunal la Timișoara, alți conducători ai sindicatelor și ai Blocului Muncitoresc-Tărănesc și consilieri comunali, secretarul general al Ajutorului Muncitoresc, cunoscutul scriitor radical minoritar Victor Arady, și un șir de muncitori acuzați pentru »grevă revoluționară«. Achitarea acestor reprezentanți autorizați ai Sindicatelor Unitare, ai Blocului Muncitoresc-Tărănesc și ai Ajutorului Muncitoresc Internațional este o grea deziluzie pentru comisarul regal și pentru guvern. Nu doar că Consiliul de Război nu ar fi fost un gând și un suflet cu comisarul regal, cu Siguranța și cu guvernul, și nu ar fi fost hotărât să condamne și pe acești conducători reprezentativi ai organizațiilor muncitorești de clasă legale din România. Procesul întreg nu a fost el oare înscenat numai ca un pretext, pentru a putea condamna pe conducătorii autorizați ai Sindicatelor Unitare, ai Blocului Muncitoresc-Tărănesc și ai celorlalte organizații legale muncitorești ca fiind »instrumente« camuflete ale Partidului Comunist, și pentru a putea căpăta astfel, pe baza acestei sentințe a »justiției«, mână liberă ca să se porceadă la dizolvarea tuturor acestor organizații!...

Acesta a fost planul guvernului, al Siguranței și al Consiliului de Război. Dar acești servitori ai bancherilor, ciocoilor și generalilor au întâmpinat în cursul celor cinci săptămâni de dezbateri, atât din străinătate, cât și din țară, un val de indignare și de acțiuni de protest. Au protestat prin telegrame Comitetele contra Teroarei Albe din Balcani, precum și alte organizații similare, și au trimis telegrame de protest personalități de frunte ai intelectualității mondiale ca Einstein, Nansen, Scotus Viator, etc. Au trimis proteste organizații muncitorești din capitalele principale ale Europei și la proces a asistat și a luat cuvântul avocatul dela Berlin și membrul Curții de Justiție de la Lipsca, dr. Hertzfeld. Iar din țară s-au votat și trimis Consiliului de Război din Cluj telegrame din toate orașele și fabricile principale, iar primului ministru o numeroasă delegație de muncitori i-a prezentat un memoriu de protest semnat de cincisprezece mii de muncitori din toată țara. Dacă asaltul încercat prin procesul dela Cluj împotriva pozițiilor legale ale clasei muncitoare din România a fost și deastădată respins, asta se datorește deci acțiunii de protest a muncitorimii din țară și acțiunii de solidaritate din străinătate. Reacțiunea a fost astfel pe acest front bătută, dar asta nu înseamnă că ea va renunța la planurile sale. Ea va încerca din nou și foarte curând să capete sentințe de condamnare împotriva conducătorilor organizațiilor muncitorești, pentru a putea avea astfel pretext să dizolve organizațiile acestea înși-le. Lupta împotriva acestor planuri, dealmintrelea neascunse, ale guvernului și ale organelor sale banditești este deaceia continuată și întărită de către munci-

torimea din România și de către organizațiile sale de clasă, și avem convingerea că ea va fi și mai departe sprijinită de către muncitorimea din străinătate și de către cercurile intelectuale și democratice cinstite din toată Europa.

În același timp însă cu asigurarea noastră, că vom sprijini acțiunea aceasta a muncitorimii din România în lupta ei pentru păstrarea organizațiilor sale de clasă, ridicăm cel mai energic și indignat protest împotriva condamnărilor, care echivalează în condițiunile din închisorile și ocele României cu adevărate condamnări la moarte, pronunțate împotriva militanților loviți cu 3, 5, 7, 8 și 9 ani de ocnă; protestăm deasemenea și împotriva răpirii drepturilor civile și politice acelor militanți muncitorești, pe care nici chiar »justiția« militară nu i-a putut găsi în chip serios vinovați — dovadă condamnările relativ »indulgent« cu câteva luni sau chiar numai zile de închisoare. Cerem revizuirea și anularea acestor pedepse, unele sălbatice, celealte jezuice, tot așa cum cerem amnistierea tuturor muncitorilor, țărănilor și intelectualilor condamnați până acuma și cari pier literalmente de foame, de frig, de boală și de tortură în Doftanele, Jilavele și Ocele României — în fruntea lor luptătorul dobrogean și al țărănimii din întreaga Românie Boris Stefanoff și nobilul socialist Bujor.

I. Mateescu

După pactul Kellog

Printre nobilele guverne care au semnat pactul Kellog, zis de pace, se numără atât România, cât și Polonia. Dar, așa precum vorba creștinească spune »să nu știe stânga ta ce face dreapta«, tot astfel și aceste guverne, în cel mai înalt grad creștine și sever creștine (vezi prigonirea sectelor religioase în România și recentul proces religios dela Lemberg), iscălesc cu dreapta pactul de pace în Apus, iar în același timp iscălesc cu stânga pacte războinice spre Răsărit și pun la cale noi înarmări și fortificări militare împotriva Uniunii Sovietice.

Am semnalat, și toată presa mondială a semnalat atunci, vizita recentă a generalului francez Le Rond la Varșovia, București și Praga, — o vizită de »cortuozie« spuneau comunicatele oficiale. În dosul acestei »vizite« însă se ascundea o operă infamă: punerea de acord a planurilor și forțelor militare ale jandarmilor imperialiști dela Nistru și depe Vistula împotriva Uniunii Sovietice sub comanda, controlul și inspecția Marelui Stat-Major francez. Dealminteri asemenea »vizite« au loc regulat odată și de mai multe ori pe an: în România este mai ales generalul Berthelot, care vine să inspecteze, să corijeze și să îndrumeze munca pregătirilor de război al României.

Vizita recentă a mareșalului Pilsudsky în România, cu toate străduințele comunicatelor oficiale de a o prezenta ca absolut nevinovată, a fost în realitate, așa cum s-a arătat la urmă, consacrată deasemenea punerii la punct a pregătirilor militare polono-române împotriva Uniunii Sovietice. Lucrul acesta este confirmat astăzi în chip evident: linia ferată Ghica-Vodă (punctul de graniță româno-polon) — Mărășești, care astăzi este simplă, va fi dublată — »pentru a ușura traficul de mărfuri din Polonia spre Marea Neagră«, spune versiunea oficială; în realitate însă pentru a asigura transportul ușor și repede de trupe din și înspre Polonia și România în războiul contra URSS. De mult încă se vorbește în presa română despre acordarea unor »zone libere« Poloniei în porturile românești la Dunăre și Marea Neagră. În realitate și aici, sub denumirea nevinovată de »zone libere« se ascundea de fapt o parte din planurile militare comune româno-polone. Astăzi acest lucru se confirmă, și dublarea liniei dela Ghica-Vodă la Mărășești este pusă de toată presa în legătură cu planurile de fortificare maritimă polono-română contra URSS. Apocrieta presei mondiale în această privință este însă incompletă. Nu este vorba aici numai de fortificare maritimă. Dublarea liniei ferate Cernăuți-Mărășești este o parte din pregătirea și teritorială de război împotriva URSS, și anume: pe teritoriul Moldovei. Paralel cu aceste pregătiri în Moldova merg apoi pregătirile militare în Basarabia însăși, unde, pe lângă căi ferate, se construiesc numeroase șosele strategice.

Însfârșit, ca o complectare a planurilor acestora de pregătire de război contra URSS, se anunță o nouă vizită circulară a generalului Le Rond în scopul perfectării planurilor de construcție a unor uzine (Skoda) de material de război la Varșovia și în România. Uzinele Skoda din Cehoslovacia sunt ele-înșile mărite considerabil; uzine speciale noi au fost construite la Brîn și în alt părți ale Cehoslovaciei, ceea ce arată că această țară are în planul de război imperialist contra URSS rolul de a aproviziona armatele polono-române.

Pactul Kellog se arată astfel a fi numai un nor artificial, menit să mascheze adevăratele planuri ale imperialiștilor: sub fraze și manevre »pacifiste«, care să adoarmă și să îmbete masele populare ostile războiului, se pregătește de fapt marele

razboi viitor. Si dacă pactul anglo-francez indică, că între aceste două țări imperialiste deoparte și imperialismul american de alta există antagonisme ce pot duce la un război pe acest front, faptele date la iveală de vizitele militare dela București, Varșovia și Praga dovedesc, că puterile imperialiste se pregătesc ele, și își pregătesc vasalii din Răsărit, pentru războiul împotriva Uniunii Sovietice.

Istoria va dovedi însă, că cu toate aceste pregătiri,

imperialiștii nu vor putea doborâ Marea Republică Muncitorească și Tărănească din Răsărit. In spatele frontului imperialist Revoluția Rusă numără puternici aliați: sunt popoarele de muncitori și țărani, sunt naționalitățile asuprite. Războiul, pregătit de către imperialiști cu banii și carnea de tun a popoarelor polon și român, va deveni mormântul domniei boerilor și bancherilor, generalilor și aventurierilor români și poloni.

Delablaž

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Наша анкета
о Балканској Федерацији

Петар С. Коган

Петар Коган родио се је у покрајини Вилна 1878. Учио је филологију на московском универзитету. Био је приватни доцент за западну литературу на тадашњем петроградском универзитету. После октобарске револуције постао је професор на првом државном универзитету у Москви; председник знајствене и уметничке секције државног савета и председник државне академије лепих уметности.

Овде наваџамо нека његова дела: »Студије о западним литературама«, при свезка; »Студије о најмодернијој руској литератури«, четири свезка; »О старој грчкој литератури«; »Литература велике декаде« (историја руске књижевности од почетка октобарске револуције); »Пролетерска литература«; »Романтика и реализам у европској литератури« и. т. д. . . У својим делима Коган примењује систематски марксистички метод на литерарне појаве.

Положај у кому се налази македонски народ најбољи је доказ ипокризије на темељу савремене цивилизације. Државници земаља који у наше доба одлучују смерницама интернационалне политике опетују често и криво фразе о хуманитету, о праву самоопредељења народа, о слободи и праведности, док се међутим на очи цивилизованог света почиња ужасна неправда. Македонски је народ распарчан у три дела као нека нема животиња. Настоји се свим силама да се уништи национална култура народа који има иза себе хиљадугодишњу историју. Пред очима свих оних који се проглашују заштитницима малих народа затварају школе, обустављају новине, прогањају матерински језик људи који су једино криви што хоће да живу по својим обичајима, да говоре и мисле како им се најбоље свиђа.

Питате ме на који би се начин учинио крај патњама македонског народа. Има само један пут да се сломи и обори насиље. То је пут којим су са успехом пошле руске радне масе. Ја не верујем више у лепе речи. Не верујем да би се моћни пљачкаши икад одрекли свог егоизма и похлепе, да би се могли смиловати, или да би им се савест пробудила под утицајем речи најодличнијих представника духа, који су већ преузели одбрану потлачених нација. Слатке речи у устима савремених државника пука су лаж и стреме ка новом светском рату и новом тлачењу слабих. Нема него један пут ка ослобођењу — то је организована борба. Израбљивани и тлачени целог света морају се организовати, ујединити и победити свако насиље. Ова борба се спрема да букне и дубоко сам уверен да ће македонски народ у њој играти улогу од великог значења.

П. С. Коган

Од речи на дело!

Београд, крајем октобра

Угњетеним надијама Југославије поставља се у све одређенијој форми питање: којим путем извојевати своју националну и политичку слободу, како срушити угњетача и ко треба да дуде носилац те ослободилачке борбе?

На овако постављено питање следи још одређенији, конкретнији одговор: угњетени и поробљени народи у Југославији имају да бирају на путу ка својој ослобођењу један, једини пут — пут отворене оружане борбе, пут организованог масовног устанка. Главни и једини носиоци ове борбе били су и остају широке радне масе: сељаци, радници и варошка сиротиња.

На режим пљачке и убистава; на крвава и безобзирна насиља; на националну и културну несправљеност; на безграничну економску експлоатацију нема другог одговора и неможе бити другог — до националног устанка свих угњетених нација.

Овим јасним и у најкраћим потезима скицираним мислима није потребна историска документација, јер је историја балканских народа у скорој прошлости довољно поучна да на несумљив начин докаже истинитост горе изложеног. У епохи модерног капитализма и империјализма национално-револуционални покрети носе и класно револуционарно обележје, јер огромну и одлучујућу улогу у целом том процесу има и радничка класа, револуционарни пролетаријат и његова, када је реч о Југославији у илегалност потиснута Комунистичка Партија.

II.

Какве је резултате показала политика вођства сељачко-демократске коалиције после борбога београдске скупштине и ванпарламентарне борбе противу режима велико-српске хегемоније?

После четворомесечна прекида политичких односа са београдским властодршцима, који по налогу краља како то »Народни Вал« од 21. X. тврди, врше између осталог организован покол над представницима хрватског народа у заједничком парламенту-стоји С. Д. коалиција на истој тачи, у односу према Београду, где је стајала када се је преселила у Загреб. У целом овом периоду стратегија и тактика вођства С. Д. коалиције карактерише се у пракси Гандијевском теоријом: пасивним ставом ишчекивања и стрпљивости, политиком претњи кроз појединачне изјаве Мачека или Прибишевића и убризгавањем нових илузија незадовољним масама. Значајно је при свему томе да вођство С. Д. коалиције није својим масама казало: 1. како замишља решење државне кризе и 2. каква изгледа платформа за решење саме те кризе.

Ово прећуткивање и то свесно и намерно прећуткивање животног и најбитнијег питања хрватског и осталих угњетених народа није случајно, како смо рекли, већ курс и Х. С. С. и С. Д. С. Платонски захтев за слободну Хрватску и осталих угњетених покрајина јесте шупља и безпредметна фраза ако се не укаже шут: како ослободити Хрватску; којим се начином и средствима постижава равноправност и једнакост; јели излаз из овог федеративна република или војничка монархија?

Поставља се к томе читав низ других социјалних и економских питања која задиру у склоп аграрно-сељачке структуре Југославије. Али од свега тога ни речи...

III.

Најзад је одржана дуго наговештавана скупштина С. Д. коалиције у Сиску. Хрватска или боље речено пречанска »Алба Јулија« није имала задатак румунске »Албе Јулије« — намераваши марш на престоницу... Она је требала да буде само вентил незадовољних маса, барометар расположења и смотра снага као memento режиму.

И безбројне хиљаде (око 40—50 хиљада) сељака похрлило је у Сисак. С. Д. Коалиција господари масама и ши-

roke prečanske seljačke mase došle su da чују реч свога вођства... Расположење тих маса било је **антимонархистичко борбено и одлучно**, отуда и радикални говори Мачека, Прибићевића и рањеног посланика Пернара. Овога пута одустало се од уобичајних пафистичких фраза, говорници су морали под притиском једнодушнoг расположења да се изјашњавају »о потреби борбе свима средствима које нам стоје на расположењу«... и о томе како се... »Бадава они (власторшци Д. Ј.) уздају у своје бајонете, јер бајонета је мртва ствар, ако нема живе руке, која ју подржава. А нека знаду, да бајонете у руке морају дати нашој браћи и нашим синовима... Тако је овог пута говорио Др. Мачек наследник Стјепана Радића, тај исти Мачек имао је куражи да спомене и улогу краља говорећи... »пријатељи ми гледамо, ми слушамо, ми чекамо, ето, већ три месеца, четири месеца а не видимо да би се био макао краљ и тако ми се чини да коначно остаје ипак само народ« да при крају заврши овим... »У колико са које друге стране помоћ дошла, макар нешто оласно, добро дошла«... (sic!)

Прибићевић, његов колега и председник С. Д. Коалиције напомиње у своме говору како ће и друга средства морати да се узму (ако се законским ништа не постигне... »јер велико величанство, које се зове народ, најстарије је величанство на свету«. Кунећи се да ће до краја ићи док идеал слободе не остваре, Прибићевић позива затим у свом говору »у слободу и равноправну« свакако монархију Карађорђевић, Бугаре и све јужне Славене, узвикујући... »ако се сви ујединимо биће нас тек 18 милиона а Италијана има данас 42 милиона«. Плачући и нападајући режим како је

дозволио да хегемонија Југославије над Балканом пређе у Рим, Прибићевић се теши и вели... Још да нема мале Антанте и Француске, која је далеко, ми неби имали никога уза сек... пошто јој сви окренуше леђа.

Ето, у тим линијама кретали су се говори носиоца политике С. Д. Коалиције. И један и други траже од властодржаца — и то је све — удела на власти кроз »равноправност и једнакост« путем евентуалних избора за конституанту и ревизије устава. Ништа више и само то!...

IV.

Међутим овакво решење државне кризе и националног питања и под претпоставком да се оствари не значи за широке радне масе угњетених нација ништа. Све остаје по старом, форма се донекле мења и једино буржоазије потлачених нација профитирају донекле...

Државну ће кризу само решити сељаци и радници угњетених нација у заједници са својом србијанском браћом. **Од њихове борбености и једнодушности зависи и њихово ослобођење.** А то значи прећи са речи на дело, то значи прећи на линију доследне борбе до краја. То значи за Хрватску: вратити се ка курсу до 1925 г., ка републиканској политици, **чији је успех једино загарантован преузимањем судбине у своје руке, неодложним образовањем акционих комитета по фабрикама и селима.** То значи курс ка дрвеној сељачкој интернационали. То значи **форсирано радити на стварању национално-револуционарног блока угњетених нација у Југославији за рушење монархије — то значи на слободној федерацији свих балканских народа.**

Димитрије Јовановић

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Ni posle velikog zбора u Sisku — SDK ne misli na odlučnu borbu

Beograd, 10. X. 1928 g.

Seljačko-Demokratska Koalicija (SDK), kao politički predstavnik »Prečanskog fronta«, održala je, posle dugog odlaganja, veliku skupštinu na 21. Oktobra u Sisku. Na tome zboru uzeli su učešća nekoliko županija Hrvatske i Slavonije i jednog dela Bosne. Očekivalo se da će na zboru uzeti učešća 100—150.000 duša — kao na čuvenom velikom seljačkom zboru u Rumuniji u Alba-Juliji. Zadatak te velike akcije seljačkih masa, najvećim delom hrvatskih, trebao je da bude taj, da vladajućim krugovima u Beogradu pokaže snagu nacionalno, politički i socijalno ugnjetenih prečanskih masa i da razvije njihovu energiju za produženje i pojačanje borbe protiv ugnjetачkog veliko-srpskog režima.

Alba-Julija je zastarela — govorio je pre mesec dana novinarima sadanji vodja Hrvatske Seljačke Stranke (HSS) Dr. V. Maček. I drugi vodja koalicije, Sv. Pribićević, takodjer zajedno sa Dr-om Mačekom davao je nagoveštenja o tim novim stvarima koje se pripremaju za skupštinu u Sisku. Nagoveštali su o socijalnom i finansijskom bojkotu današnje države, o ostrim metodima otpora prečanskih masa protiv režima.

Mi koji u hrvatskom nacionalno-seljačkom pokretu vidimo sve uslove za razvitak u jedan borbeni i nepomirljivi pokret protiv režima veliko-srpske hegemonije, jedan od najvažnijih činilaca od koga će zavisti pad današnjeg režima, — mi smo toj prvoj velikoj skupštini ugnjetenih prečanskih masa u Sisku pridavali istorijski značaj. Ona je trebala da bude početak odlučne borbe i, pre svega, da iznese jasnu političku platformu hrvatskog nacionalno-seljačkog pokreta i pokreta prečanskih masa, da ukaže nedvojbeno na puteve borbe za ostvarenje slobode i nezavisnosti hrvatskog naroda i ostalih potčinjenih naroda u Jugoslaviji. Medjutim, Sisačka skupština nije nikako odigrala tu istorijsku ulogu. I mi stoga hoćemo da sa nekoliko reči ukažemo svima učesnicima te skupštine, svima borbama protiv režima i našim saveznicima u borbi za oslobodjenje potlačenih nacija, da se istorijski momenti imaju bez odlaganja ozbiljno i odlučno prihvatiti. Propušteno vreme samo može koristiti današnjem režimu i

oslabiti redove nacionalnih boraca. Na ovu tvrdnju nas navode svi događaji od 20. juna na ovamo, t. j. sve sporo, ne jasno, neodlučno držanje vodjstva prečanskih masa. Mi smo potpuno uvereni — kada govorimo o potrebi odlučnosti u borbi — da samo tumačimo raspoloženje hrvatskih i prečanskih ugnjetenih masa.

Posle ubijstva hrvatskih zastupnika u beogradskom parlamentu, poslanici SDK postupili su pravilno i napustili Beograd, i prekinuli vezu sa beogradskim parlamentom. Ali dok su mase tražile stvaranje zasebnog predstavnitva za prečanske krajeve, potpuno kidanje sa Beogradom, vodjstvo SDK ograničilo se time da svoje sastanke nazove sednicama parlamentske frakcije SDK i nije ni pomišljalo na to da pokuša stvoriti u istini narodno predstavnitvo Hrvatske i prečanskih krajeva, dajući mogućnosti masama da za takvo predstavnitvo izvrše izbore na način kako se to u takvim, predrevolucionarnim i revolucionarnim vremenima vrši — konventski.

Mesto jednoga novoga predstavnitva širokih masa, ostala je i dalje parlamentarna frakcija SDK, da rukovodi istorijskim događajima. Njena prva sednica, od 1. avgusta, donela je izvesne značajne odluke: nepriznavanje dugova koje bi današnja vlada zaključila; nepriznavanje zakona koje bi beogradski parlament doneo a koji bi finansijski opterećivali prečanske krajeve; oglašavanje da je u svesti naroda današnji ustav potpuno uništen. Kao logična posledica toga trebala je sledovati borba za prava, slobodu i nezavisnost hrvatskoga naroda koji će jedino tada moći skinuti sa svojih pleča obaveze i terete koje mu beogradska veliko-srpska vlada nameće. Mesto toga SDK objavila je borbu u okviru današnje države, najгоре tamnice naroda, objavila je borbu ne za novu, svoju državu, već za novi ustav u kome će svima državno-istorijskim i nacionalno-političkim individualitetima biti zaгарantovana potpuna jednakost — ali za održanje današnje države.

Nesumnjiv je fakat, da su hrvatske i prečanske mase dočekale i takve odluke SDK sa izvesnim oduševljenjem, da su počele gledati u sednicama SDK »kontra parlament« i tako ga popularno nazivati, da su polagale velike nade na

njega. Mase su bile gotove, da svima potrebnim akcijama podrže donete odluke i počnu ih privoditi u delo. Međutim, *dua i po meseca rada parlamentarne frakcije SDK u Zagrebu pokazali su, da ona kao takva, kao deo beogradskog parlamenta, ne može odgovoriti istorijskim zadacima koje se hrvatskom narodu nameću.* Mesto pojačane borbe protiv režima posle smrti Radića, mesto izvodjenja masa na skupštine, mobilizovanja i smotre borbenih redova, SDK je objavila trodeljno primirje sa režimom. A ni za to vreme, ni posle, nije ništa učinjeno da se sprovedu u delo odluke o finansijskom bojkotu države, o bojkotu vojske koja ugnjetava hrvatski i ostale nesrpske narode.

Ovakvo neodlučno držanje SDK *jeste samo logična posledica u osnovi pogrešno postavljene borbe SDK protiv režima.* Vodje SDK ističu borbu za punu ravnopravnost nacija u Jugoslaviji, *mesto da istaknu borbu za punu nezavisnost hrvatske i ostalih nacija.* Oni misle da tu borbu mogu sprovesti u granicama ove države novim ustavom, t. j. revizijom današnjeg ustava. Put kojim misle da dođu do slobode i ravnopravnosti jeste nova centralna vlada koja bi izvršila »slobodne« izbore. Oni se stoga trude da ničim ne pokažu nelojalnost prema državi, a naročito prema glavi države, kralju, pod protektoratom kojega stoji fašistička veliko-srpska organizacija, čiji je predstavnik Puniša Račić, ubica hrvatskih predstavnika u parlamentu. Oni čak idu tako daleko u svojim uzdanjima na dvorske i oficirske krugove, da su gotovi primiti dvorskog oficira za šefa vlade.

Zar je potrebno još dokaza, da je ovakav put borbe skroz pogrešan. Kakve iluzije još treba imati da će jedan centralistički parlamenat u Beogradu sa svim svojim velikosrpskim državnim aparatom, oficirskom i birokratskom klikom, vojskom i žandarmerijom, dati slobodu hrvatskom ili ma kom drugom potčinjenom narodu u Jugoslaviji! *Hrvatska Seljačka Stranka imala je i ranije preko 1/5 glasova i mandata hrvatskih, pa u beogradskom parlamentu nije mogla dobiti slobodu hrvatskog naroda.* Vodja HSS-a Maček oseća dobro, kako hrvatske seljačke mase nemaju poverenja u te hvaljene revizije ustava i kako sasvim prosto i jasno postavljaju pitanje *potpuno slobodne i nezavisne Hrvatske.* Zato i on pokušava da ide u korak sa tim masama i veli... SDK traži potpunu ravnopravnost državno-istorijskih i kulturno-političkih individualiteta, ... i mora doći do izražaja nacionalni suverenitet kako u legislativnoj tako i egzekutivnoj formi; ne sme biti nikakvih švindleraja u tome. A ako to nije moguće, onda svak za sebe — veli on... Na zboru u Sisku Maček je pod pritiskom nezadovoljnih masa, pokušao osloboditi se preteranih nada u kralja. On je bio prinudjen konstatovati, da kralj nije do sada ništa učinio za hrvatski narod, i da ovaj ostaje sam kovač svoje sudbine. Ali su i Maček i, naročito, Pribičević ostali i dalje u ulozi onih koji traže i mole.

Od koga hrvatski narod treba da traži i koga da moći za svoju slobodu? Ako Dr. Maček i ostali vodje misle da je to beogradski parlamenat, srpski kapitalisti, srpski dvor, srpska oficirska vladajuća klika, onda znači da ih priznaju za gospodare, da ih osećaju kao gospodare. Onda tu traženje i molbe neće pomoći. Hrvatski narod kao i ostali potčinjeni narodi ima pravo na svoju slobodu i on to pravo treba da uzme, da izvojuje protiv svakoga koji mu stoji na putu. I protiv beogradskog parlamenta u kome su ubijaju predstavnici jednih ugnjetenih nacija, a mesto predstavnika drugih dovode se policijski poslanici. I protiv monarhije koja je oličenje veliko-srpske hegemonije. I protiv oficirske klike, koja je štab krvavog ugnjetačkog režima Beograda. I protiv centralističke buržoazije, koja isisava poslednje sokove osiromašenih narodnih masa. A nikako sporazumevajuci se sa ovima u čijem je interesu ugnjetačka politika.

Pitanje slobode hrvatskoga naroda moralo se samo tako postaviti na velikoj skupštini u Sisku; tako ga treba postavljati na svim budućim skupštinama širom svih prečanskih krajeva. Iz velike skupštine u Sisku trebalo je da se rodi ono što je trebalo biti posle ubijstva u parlamentu: *da narodne mase uzmu svoju stvar u svoje ruke.* Trebala je biti istaknuta jasna politička platforma koja odgovara zahtevima masa: *slobodna i nezavisna Hrvatska; slobodne i nezavisne sve balkanske nacije.* Sisačka skupština morala je utvrditi da se dosadašnjim metodima borbe ne može izvojevati ni mrvica političke slobode a kamo li nacionalna nezavisnost. Metodi borbe morali su biti izmenjeni, ako se mislilo na borbu i na pobedu. *Smešno je govoriti o pacifističkim metodima borbe, kada veliko-srpski fašisti i režimska policija ubijaju i u parlamentu, i na ulicama, i po kućama i u samoj policiji.* Pesnica

traži pesnicu. I tu veliku i čvrstu pesnicu trebale su da pokažu 21. oktobra hrvatske i ostale prečanske mase.

Svaki sporazum sa vladajućim partijama, sa činocima režima znači izdaju u borbi za nacionalno oslobodjenje. Sve iluzije da se sporazumom može izvojevati sloboda od današnjih vlasnika i srpskih partija, moraju da padnu. Počev od radikala Vukičevićeva pa do srpskih zemljoradnika, svi su oni zaštitnici velikosrpskog režima. Skoro je završio rad Glavni Odbor Radikalne Stranke u kome sede Pašičevići, t. zv. »prijatelji« hrvatskog naroda. Iz diskusije vodjene na njihovim sednicama videlo se, da oni ne misle dati ni jedan ustupak koji bi današnji centralistički režim i »narodno jedinstvo« oslabio i najmanje. Videlo se koliko su se njihovi članovi zapenušili od šovinizma što Vojvodina još nije posrbljena, što nisu zadavljeni Nemci i Mađari (koji čine većinu u Vojvodini), što se trpe nekolicu njihovi činovnici i nekoliko njihovih nižih škola i njihov »švapski« jezik. Kako su zakukali što u Makedoniji nije već vaspostavljen »red i poredak«, već se Makedonci još osećaju kao Makedonci i još nisu učtkani. A »najleviji« od srpskih partija, srpski zemljoradnici, kroz usta svojih vodja, nazivaju izdajstvom samu pomisao na makro federativno uređenje države.

Pred ugnjetenim hrvatskim i ostalim prečanskim masama u Sisku jasno se postavilo pitanje *odlučne borbe protiv režima,* a za potpuno nacionalno oslobodjenje. Njihova borba jeste borba naša, zajednička borba svih nas nacionalno-revolucionarnih organizacija balkanskih. Sloboda hrvatskog naroda jeste veliki korak napred ka slobodi svih balkanskih naroda. *A samo potpuno slobodni i nezavisni, mi balkanski narodi, moći ćemo da stvorimo, kao ravni medju sobom, jednu veliku balkansku zajednicu, Federaciju Balkanskih Slobodnih Republika.*

Ako današnje vodjstvo hrvatskoga pokreta nije u stanju da shvati i da sprovede ovu borbu protiv režima, ugnjetene mase hrvatskoga naroda i ostalih prečana, *dužne su da jedno takvo vodjstvo stvore.* Posle zбора u Sisku, naročito širokim narodnim masama Hrvatske i prečanskih krajeva mora postati jasnom potreba stvaranja *jednoga revolucionarnog vodjstva i revolucionarnih metoda borbe.*

N. Matijević

Narod i Kralj . . .

Stjepan Radić podlijegao je u svom političkom radu veoma često časovitom raspoloženju, nekom vidovitom, liričnom i maglovitom raspoloženju, uzimao lipe geste za neprekaljenu stvarnost, zanašao se lijepim, zvučnim frazama i u takovom raspoloženju kovao krilatice, koje su davale krivi, pogibeljni pravac politici Hrvata.

Komu je poznato, koju je odlučnu ulogu igrao nakon prevrata Stjepan Radić u Hrvatskoj i kako je njegov politički stav bio mjerodavan kod Hrvata, može onda lako prosuditi, kako su sudbonosne i kobne bile njegove krilatice za svaku političku akciju hrvatskog naroda. Predaleko bi nas zavelo, kad bi htjeli ovdje potanko analizirati sve te njegove krilatice kroz zadnji decenij, ali moramo nažalost ustvrditi, da te krilatice još i sada nakon njegove smrti djeluju, dapače i još jače sputavaju oslobodilački hrvatski pokret, jer se njegovi nasljednici u političkom vodstvu seljačke hrvatske stranke ustručavaju, da diraju u tobožnji amanet mrtvog Učitelja. Igraju li pri tom stavu i drugi razlozi neku ulogu osim osjećaja pieteta, razlozi, koji nemaju ništa zajedničkog sa naukom seljačkog vodje, mi ćemo pokušati u svoje vrijeme, da razjasnimo. Spomenuti ćemo pri tom, da valjda nije bilo u političkoj historiji Hrvata čovjeka, koji je baš tako lako i bez obzira bacao u zastarjelu ropotarnicu svoje parole i odmah ih i bezodvlačno zamijenjivao novima, koje su više odgovarale tadašnjem stanju i za koje je mislio, da će ga lakše dovesti do postavljenog cilja: *oslobodjenja Hrvatske i oslobodjenja seljaka.*

Takova jedna krilatica, koja sada mučno djeluje, da ne kažemo komično — bila je fraza, koju je Stjepan Radić upotrebio na smrtnoj postelji, kad je ispravno kazao, da ne priznaje više ni beogradske razbojničke skupštine ni korupcijske vlade, da prekida i neće da pregovara sa hegemonističkim beogradskim velikosrpskim strankama, pa onda nadodao krilaticu, fantastičnu i krivu, da poznaje samo: *Narod i Kralja.* Mislio je pri tom jamačno na hrvatski narod i na Kralja Aleksandra Karagordjevića. Stjepan se je Radić varao u svojim proročanstvima i pogledima na budućnost kao obično, pa ga i sada stvarnost tuče i obara u ništa njegove optimističke

vizije. Da Kralj Aleksandar nije daleko od umorstva Stjepana Radića i drugova, najbolje dokazuje optužba, koju je beogradski novinar Pantelija Jovović iznio proti njegovom pouzdaniku Velji Vukićeviću i njegov izkaz pred beogradskim sucem istražiteljem, kako je Ministar Vlada Andrić u ime vlade tražio glavu Stjepana Radića i drugova. *To dokazuje i činjenica, da je ubojica Puniša Račić u društvu sa komandantom kraljeve garde generalom Petrom Živkovićem bio na 20 lipnja u 9 sati jutrom u podužoj audijenciji kod Kralja Aleksandra — dakle samo tri sata prije počinjenog umorstva.* Nakon umorstva izjavio je sasvim mirno, da je izvršio svoju dužnost kao Srbin i da je to bila državna potreba. Poklik »Živjela Velika Srbija« dokazuje duh i upliv »Bijele Ruke« i njenog glavnog predstavnika — generala Petra Živkovića.

Kako je Kralj Aleksandar bio blizu naručenom ubojstvu, tako je sada daleko od toga da izvrši zadnju, smrtnu želju Stjepana Radića, da preuzme inicijativu i pregovara sa izabranim predstavnicima hrvatskog naroda. Naprotiv on je i dalje najbolji oslonac velikosrpskih imperijalista, a njegova je desna ruka isti general Živković, kojega Ninčićevo »Vreme« veće gleda kao predsjednika radikalne stranke i pri tom donasla čitave legende, kako je Nikola Pašić u intimnom krugu kazivao i želio, da njegov nasljednik u vodstvu radikalne stranke bude baš taj intimus Kralja Aleksandra — general Živković. Tko zna, da Nikola Pašić nije htio nikad čuti ni riječi, da se govori bilo šta o njegovom nasljedstvu i tko zna veze, koje vežu Momčila Ninčića, dugogodišnjeg glasovitog ministra vanjskih poslova, sa Dvorom — tomu mu je odmah jasno, odakle vjetar dolazi. Volja je i želja Dvora, da na vodstvo najveće građanske stranke u državi — dodje predstavnik »Bijele Ruke« i da tako bude zatvoren krug političkog gibanja u SHS.

Da je Kralj Aleksandar najčvršći oslonac i potpora velikosrpskih hegemonista najbolje dokazuje i njegov naročiti interview, kojega je pred nekoliko dana dao posebnom dopisniku londonskog »Daily Telegraph« g. E. A. Bartlettu (Special Interview With Serbian King — The New Jugoslavia — From E. Ashmead — Bartlett, S. B. E. »Daily Telegraph« Special Commissioner). U tom interviewu kaže srpski kralj čisto i jasno, »da je uvjeren, da ovaj slučaj (umorstvo hrvatskih zastupnika u Narodnog Skupštini 20. VI. t. g.) neće smetati stranke da se opet nadju u zajedničkom radu, ali radu, koji smeje kretati samo u granicama Ustava«.

Kao sredstvo, kojim će se uspjeti, da stranke neće biti smetane — navadja Kralj primjer Makedonije i ponosno pozivlje dopisnika, da pogleda, što smo mi uspjeli, da u kratko vrijeme učinimo u Makedoniji.

Noće li i nakon ovog očevidnog hegemonističkog i velikosrpskog stava Kralja Aleksandra vodstvo SDK još i dalje opetovati krilaticu pokojnog Stjepana Radića: Narod i Kralj? Misli li tim vodstvo, da samo sebe vara ili što je još gore da zavarava svoj narod? Ne opaža li vodstvo, da se nalazi na putu neuspjeha, ako svoju akciju oslanja na faktore, koji se tako jasno izjavljuju proti željama naroda? Pa nije li prvi i najmanji zahtjev SDK prama njenoj deklaraciji od 1 kolovoza 1928 baš »revizija Ustava u smislu uspostave nacionalno-historičnih individualiteta«? Na taj zahtjev SDK odgovorio je Kralj i Bijela Ruka niječno u ovom razgovoru sa londonskom dopisnikom, a slično se izjaviše sve srpske stranke. Glavni organ Ministra Ninčića i pristaša glavnog odbora radikalne

stranke »Vreme« neprestano naglašuje, da je smiješno govoriti o nekim izmjenama Ustava, jer je Ustav posljedica i uspjeh pobjedničkog oružja. Samo uspješnim ratovanjem mogu Hrvati izvojevati promjenu Ustava. Slično se izjavljuju i Demokrati. Na njihovoj skupštini u Novom Sadu 14. listopada ov. god. izjavio je njihov prvak i »jugoslavenski ideolog« Dr. Slavko Šećerov: »Što Hrvati traže? Hrvatska nikada nije bila zasebna država. Hrvati moraju biti na čistu s tim, da samostalnu Hrvatsku ne mogu da dobiju bez oružja ili revolucije. Niti imaju oružja niti su sposobni za revoluciju« (Politika, Beograd 15. X. 1928 br. 7349). Treći u savezu velikosrpskih hegemonista Joca Jovanović, vodja srpskih zemljoradnika, izjavljuje, da bi federacija oslabila državu, pa je zato njegova stranka, stranka klasnosvijesnih zemljoradnika, proti svakoj federaciji i federativnim težnjama Hrvata.

Hoće li vodstvo SDK i poslije svih tih izjava ustrajati kod svojih zahtjeva za slobodnim izborima?

Što bi nam donijeli ti izbori? Mogu li oni biti u ovom sistemu i medju ovakovim ljudima uopće slobodni?

U ovoj zemlji, kako tvrdi uvaženi profesor prava na beogradskom univerzitetu Arandjelović, u kojoj je glavna zadaća uprave i upravnog aparata, da vodi brigu o održanju vladajućih stranaka i njenim glasovima? U ovoj zemlji, u kojoj predsjednik radikalnog kluba Vukićević prelazi šuteć preko teških optužaba Pantelije Jovovića? U ovoj zemlji, u kojoj glasoviti vodja vanjske politike i pouzdanik Dvora Momčilo Ninčić šuti na aluzije beogradskog »Jedinstva« o porijetlu njegovih 600 milijuna dinara, koje on danas posjeduje? U ovoj zemlji, o kojoj beogradski nacionalni ekonom Dr. Bajkić kaže, da je tipična zemlja zeleneštva, gdje narod grea pod teškim jarmom malovarskih pijavica i stranačkih badavadžija?

Nema tu ni saveznika, ni pomoćnika za borbu hrvatskog naroda! Niti Kralj niti stranke, nego samo Narod!

Zadnja velika skupština u Sisku odgovorila nam je na pitanje: hoće li vodstvo SDK i dalje ustrajati pri svom zahtjevu za slobodnim izborima? Usprkos jasne i odlučne volje hrvatskih seljačkih masa na samoj skupštini u Sisku za slobodnom i nezavisnom Hrvatskom i prekidom svih odnosa, u bilo kojem obliku, sa Beogradom opetuje vodstvo svoj zahtjev za slobodnim izborima i suradnjom sa Beogradom. Tako dolazi vodstvo u direktan sukob sa nastojanjima hrvatskog naroda, kojega hoće, da predstavlja.

U tom nemože biti više samoobmane, dali ovo vodstvo SDK, skalupljeno od bogatih građanskih i seljačkih elemenata, od bankira i veleposjednika, može uopće voditi borbu za oslobodjenje hrvatskog naroda.

Pred hrvatskim narodom i ostalim potlačenim, siromašnim prečanskim masama stoji kao prva dužnost, da svoje oslobodjenje uzmu u svoje vlastite ruke, da iz temelja preurede svoju borbu i da izaberu takvo vodstvo, koje će voditi odlučnu, revolucionarnu borbu.

Drugog puta nema. Slobodi nas ne vodi ni posredovanje gosp. Hodže niti blagonaklono saslušanje gosp. Macdonalda — kamo je hodočastio ovih dana vodja HSS Dr. Vlatko Maček.

Put su nam pokazali naši neprijatelji: Oružje i revolucija!

Zagreb, 24. X. 1928.

Krešimir Ivačić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΑΠΟ ΤΗΝ ΑΘΗΝΑ ΣΤΟ ΒΕΛΙΓΡΑΔΙ

Ἡ ἐλευθέρα γιουγοσλαβική ζώνη στὸν λιμένα τῆς Θεσσαλονίκης.

Εἶναι πιθανὸν τὴν στιγμήν ποῦ θὰ δημοσιεύονται οἱ γραμμὲς αὐτὲς, νὰ ἔχουν πάρει μιὰ ἐνεργὸ μορφή οἱ πραγματικὲς ἑλληνο-γιουγοσλαβικὲς διαπραγματεύσεις, ἐκείνες οἱ ὁποῖες διαδεχόμενες τὸ παραφημένο πρωτόκολλο τῆς 11 Ὀκτωβρίου μεταξύ Βενιζέλου καὶ Σουμένκοβιτς, πρόκειται νὰ ἀποφασίσουν τελειωτικὰ πάνω στὰ διαφιλονεικούμενα ἐκκρεμῆ ζητήματα μεταξύ

τῶν δύο χωρῶν. Εἶναι πιθανὸν νὰ γίνουιν προτάσεις ἐπὶ προτάσεων καὶ ταξίδια ἀπὸ τὴν Ἀθήνα στὸ Βελιγράδι καὶ τανατάλιν.

Εἶναι πῶδ λίγο πιθανὸ, ὄχι ὅμως ἀδύνατο, νὰ ἐπέλθῃ μιὰ συμφωνία ἐξ' αἰτίας τῶν ραδιοϋργιῶν τοῦ Καὶ ντ' Ὀρσαι.

Ἐχομε πῆ σ' αὐτὸ τὸ φύλλο πῶδ ἴταν τὰ κύρια

προβλήματα που επισύρουν την προσοχή των δύο χωρών, Δεν είναι άνωφελές αν επανέλθουμε σήμερα, γιατί παρακολουθώντας τις μηχανορραφίες των ύποπτων διπλωματιών των κρατών της Βαλκανικής Χερσονήσου, θα αποδείξουμε με γεγονότα στους βαλκανικούς λαούς την αδυναμία της να κανονίσει τα πραγματικά τους συμφέροντα, οποιαδήποτε και αν είναι,

* * *

Ἡ νίκη τοῦ 1913 ἔδωσε στήν Ἑλλάδα τήν κυριαρχία πάνω ἀπό 500 χιλιόμετρα τῆς παραλίας τοῦ Αἰγαίου Πελάγους. Ἐπ' αὐτῆς δύο μεγάλους λιμένας μεγάλης ἀξίας: τήν Θεσσαλονίκη καί τήν Καβάλλα.

Κάτω ἀπό τήν τουρκική κυριαρχία, ἡ Θεσσαλονίκη, τὸ οἰκονομικὸ κλειδί τῶν βαλκανίων, ἐπκτείνει τήν ἐμπορικὴ τῆς ἐπίδραση πάνω ἀπ' ὅλη τὴν Μακεδονία, τὴν Σερβία καί τὴν Ἡπειρο, τὴν Ἀλβανία καί τὴν Θράκη. Εἶναι φανερό ὅτι, τὸ μοῖρασμα τῆς ἐνδοχώρας τῆς, μαζί μὲ τὰ σύνορα τῶν τεχνιῶν φραγμῶν τὴν ἀδυνατήσαν καί τῆς ἔκαμαν νὰ χάσῃ ἀπ' αὐτὴν τὴν σπουδαιότητα. Συγχρόνως, οἱ περιφέρειες τῶνδῶν πον ἡ Θεσσαλονικὴ εἶναι ὁ φυσικὸς λιμένας, καί οἱ ὁποῖες βρίσκονται στὰ βασιλεία τῆς Σερβίας καί τῆς Βουλγαρίας ὑποφέρουν βλέποντας νὰ τοὺς ἀρπάζεται αὐτὸς ὁ λιμένας. Ἡ Σερβία ἡ ὁποία κατὰ τὸ 1912 ἐξήγαγε μέσον τῆς Θεσσαλονικῆς ἄνω ἀπὸ 6000 βαγόνια σιτᾶρ καί ζῶα — περίπου τὸ τρίτο τῆς ἐξαγωγῆς τῆς — πρὸς τὴν Ἰταλία, τὴν Αἴγυπτο καί τὴν Γαλλία, ἀπαιτεῖ ἀπὸ τὴν Ἑλλάδα, τὸν σύμμαχο τῆς ἐγγύθης γιὰ τὸ ἐμπόριο τῆς. Στὴν ἑλληνο-σερβικὴ συνθήκη ἀμύνης ποὺ ὑπογραφήκε τὴν 10 Μαΐου 1913, προβλεπεῖ τὸ 7 ἄρθρο τὴν δημιουργία μιᾶς ἐλευθέρου ζώνης στὸν λιμένα τῆς Θεσσαλονικῆς, προορισμένη γιὰ τὴν ἐξαγωγή καί εἰσαγωγή τῆς Σερβίας. Σ' αὐτὴν τὴν συνθήκη, ὀρίζετο ἡ διάρκεια τῆς συμφωνίας γιὰ τὴν ἐλευθέρη ζώνη γιὰ πέννητα χρόνια. Ἡ διαχείριση θὰ γίνονταν ἀπὸ ἑλληνοὺς ὑπαλλήλους, καί ἡ Σερβία δὲν εἶχε τὸ δικαίωμα τῆς τοπικῆς ναυτικῆς συγκοινωνίας.

Ἡ ἐλευθέρη ζώνη τῆς Θεσσαλονικῆς δὲν ἐλητούργησε, γιὰ τὴν στιγμή ποὺ συμφωνούσαν οἱ σέρβοι καί ἑλληνοὺς ἀντιπρόσωποι τὸν Μάρτιο τοῦ 1914, γιὰ τὸν καθορισμὸ τῶν λεπτομεριῶν τῆς ἐκμετάλλευσῆς τῆς, ἡ Αὐστρία διεμαρτυρήθει γιὰ τέτοιου εἶδους εὐκολίες στὴν Σερβία. Ἡ Ἑλλάς τοῦ Κωνσταντίνου, ἐπιρρεασμένη ἀπὸ τὶς κεντρικὲς αὐτοκρατορίες, ἐπρότεινε τότε στὸν σύμμαχο τῆς τὴν δημιουργία μιᾶς διεθνῆς ἐλευθέρου ζώνης κατὰ τὸ σύστημα τοῦ Ἀμβούργου καί σῆς Τριέστης.

Ἡ Σερβία ἀρνῆθηκε. Τὸν Ἰούνιο χάριστικαν οἱ ἀντιπρόσωποι. Οἱ διαπραγματεύσεις ποὺ ἔμειναν ἐκκρεμεῖς δὲν ἐπανελόφθηκάν παρὰ τὸ 1920. Δὲν ἐτελειώσαν παρὰ τὸ Σεπτέμβριο τοῦ 1923.

Μετὰ τὴν ὑπογραφή τῆς συμφωνίας, ἔλαβε ἡ Γιουγосλαβία στὸν λιμένα τῆς Θεσσαλονικῆς μιὰ ἐλευθέρη ζώνη μὲ μιὰ ἐπιφάνεια 100.000 τετραγωνικῶν μέτρων. Ἡ διαχείριση τῶν ταχυδρομίων, τηλεγράφων καί τῶν τελωνείων στὸ ἐσωτερικὸ τῆς ζώνης τῆς ἔχουν ἐμπιστευθεῖ. Ἐλαβε ἐπίσης τὴν ἡγεμονία πάνω ἀπὸ τὸ κομμάτι τῆς σιδηροδρομικῆς γραμμῆς Γεβγελή-Θεσσαλονίκη. Ἡ συμφωνία ἀνεγνώριζε στὴν Ἑλλάδα τὸ δικαίωμα τῆς κυριαρχίας.

Οἱ ἐργασίαι τῆς διοίκησης ἦταν σχεδὸν τελειωμένες, ὁπότε ἀντιλήφθηκάν ὅτι ἡ συμφωνία ἦτο σὲ πολλὰ σημεῖα ἀτελής. Ἡ Σερβία ἀπαιτοῦσε τὸν ἀποκλειστικὸ ἐλεγχὸ πάνω στὴν γραμμὴ Γεβγελῆς-Θεσσαλονικῆς. Μὴ ὄντας ἱκανοποιημένος ὁ κ. Νίντσιτς, ὑπουργὸς τῶν ἐξωτερικῶν τοῦ βασιλείου τῶν Σέρβων-Κροατῶν καί Σλοβέ-

νων κατήγγειλε τὴν συνθήκη φιλίας, ἡ ὁποία συνέδεε ἀπὸ τὸ 1913 τὴν Ἑλλάδα μὲ τὴν Σερβία, καί ἡ ὁποία ἔληγε.

Ἀπὸ τὴν ἐποχὴ ἐκείνην ἔγιναν διαβήματα πότε ἀπὸ τὸ Βελιγράδι καί πότε ἀπὸ τὴν Ἀθήνα γιὰ τὸν κανονισμὸ τῶν διαφορῶν. Μιὰ ἑλληνο-γιουγосλαβικὴ ἐπιτροπὴ συνήλθε τὴν Ἀπρίλιο τοῦ 1926 στὸ Βελιγράδι, μιὰ ἄλλη κατὰ τὸν ἴδιον τρόπο σχηματισμένη συνήλθε τὸν Δεκέμβριο τοῦ ἰδίου ἔτους στὴν Θεσσαλονίκη. Οὔτε ἡ μία οὔτε ἡ ἄλλη ἔφερε ἀποτελέσμα.

Ἐχρειάζονταν ἡ ἐξαιρετικὴ κατάστασις στὴν ὁποία βρίσκονταν ἡ κυβέρνησις τῆς παγκαλικῆς δικτατορίας, ἡ ὁποία εἶχε χάσει κάθε ὑπόληψη στὸ ἐξωτερικὸ, στὸ δὲ ἐσωτερικὸ εἶχε καταντήσει τελείως ἀντιλαϊκὴ, γιὰ νὰ ἐπέλθει μιὰ συμφωνία ἡ ὁποία παρabiάζει τὸ ἀδύνατο μέρος.

Οἱ διαπραγματεύσεις ἐπανελήφθησαν στὴν Ἀθήνα τὴν 17 Αὐγούστου 1926 καί κατέληξαν ἀπότομα σὲ μιὰ συμφωνία. Μιὰ γραμμὴ ἐπιπροσθέτων συμφωνιῶν ἔχουν ὑπογραφῆ οἱ ὁποῖες κανόνιζαν τὸν τρόπο τῆς ἐκμετάλλευσῆς τῆς ἐλευθέρου ζώνης. Λίγες μέρες ὕστερα, ἀφοῦ ἀγκατέλειψε ἡ Γιουγосλαβικὴ ἀντιπροσωπία τὴν Ἀθήνα, ἔπεσε ἡ δικτατορία. Οἱ συνθήκες ποὺ ὑπεγράφησαν ἀπὸ αὐτὴν κατηγγέλησαν. Οἱ ἑλληνο-γιουγосλαβικὲς διαφορὲς ὑπάρχουν ἀπὸ τότε πάλιν ἐξ ὀλοκλήρου. Ἄς σημειώσουμε, γιὰ νὰ προχωροῦμε μὲ χρονολογικὴ τάξη ὅτι τὸ Γιουγосλαβικὸ κράτος ἀπέκτησε στὶς ἀρχὲς τοῦ 1926 ἀπὸ τοὺς γάλλους ἰδιοκτῆτες τὸ μεγαλύτερο μέρος τῶν μετοχῶν τῆς γραμμῆς Θεσσαλονικῆς-Γεβγελῆς τὶς ὁποῖες ἐπίσης ἀπαιτοῦσε ἡ Ἑλλάς.

Κάτω ἀπὸ τὴν κυβέρνησις τοῦ Ζαῖμη, τὴν ἐθνικὴ Ἐνωσις τῆς ἑλληνικῆς μπουρζουαζίας μένουν οἱ σχέσεις μεταξὺ τῶν δύο κρατῶν τεταμένες. Ὁ Μιχαλάκοπουλος, ὑπουργὸς τῶν ἐξωτερικῶν τοῦ ὑπουργίου τοῦ συνασπισμοῦ, ἔκαμε τὸ Μάρτιο τοῦ 1927 προτάσεις στὸ Βελιγράδι.

Ἐχουν ὄμως ἀποριφθεῖ, Παρ' ὅλα ταῦτα, τὸν Νοέμβριο τοῦ ἰδίου ἔτους ὑπογράφουν ἡ Ἑλλάς καί ἡ Γιουγосλαβία μιὰ ἐμπορικὴ καί ναυτικὴ συνθήκη. Τὸ ζήτημα τῆς ἐλευθέρου ζώνης τῆς Θεσσαλονικῆς δὲν ἐθίχθηκε.

Ἐνῶ οἱ διαπραγματεύσεις ἐγκατελήφθησαν καί ξανάρχισαν γιὰ νὰ ξανασεκαταληφθοῦν γιὰ ἑκατοστὴ φορὰ, τὸ Γιουγосλαβικὸ ἐμπόριο μέσον Θεσσαλονικῆς ἀδυνατήσε. Πόλις ἔχουν τώρα ἐξαγεῖ ἀπὸ τὴν Θεσσαλονίκη 500 βαγόνια τὸν χρόνο.

Οἱ ἀνάγκες τῆς πολιτικῆς ποὺ ἀκολουθεῖ ὁ Βενιζέλος, ὁ ὁποῖος σπράχθηκε στὴν ἐξουσία ἀπὸ τοὺς πάτρωνες του, τοὺς γάλλο-αμερικανοὺς καπιταλιστῆς, προκάλεσαν μιὰ νέα ἐπαφὴ. Ἡ Γαλλία εἶναι ὁ κρυφὸς μεσίτης. Στὶς διαπραγματεύσεις Βενιζέλου-Μαρίνκοβιτς στὸ Παρίσι προέδρευε τὸ Καί ντ' Ορσαί.

Ἡ συνέχεια τῶν διαπραγματεύσεων ποὺ τελείωσαν μὲ τὴν ὑπογραφή τοῦ πρωτοκόλου τοῦ Βελιγράδιου, γιὰ τὸ ὁποῖο μιᾶμε παραπάνω, ἔχουν ἕνα γενικὸ χαρακτήρα. Ἐκεῖνο τὸ ὁποῖο εἶναι ἐνδιαφέρον νὰ τονίσουμε εἶναι τὸ πνεῦμα εἰς τὸ ὁποῖο ἐκμεταλλεῖονται τὰ συνηνοούμενα μέρη τὴν πιὸ δυνατὴ λύση.

Ὁ κ. Νίντσιτς ὁ διαπραγματευτὴς τῆς συνθήκης τοῦ 1923, δηλώνει ὅτι παραχωροῦσα ἡ Ἑλλάς στὴν Γιουγосλαβία μιὰ ἐλευθέρη ζώνη στὴν Θεσσαλονίκη, ὀφείλει νὰ καταλάβει ὅτι εἶναι προπάντων γιὰ τοὺς στρατιωτικοὺς τῆς ἐξοπλισμοὺς ἀπὸ τοὺς ὁποῖους θὰ ὀφελῆθεῖ.

Ἡ Ἑλλάς, ἐκ μέρους τῆς, ἐλπίζει νὰ ξαναγοράσει ὑπὸ καλλίτερους ὄρους τὸ μέρος τῆς σιδηροδρομι-

κῆς γραμμῆς Γεβγελῆς-Θεσσαλονίκης (σπουδαίον γι' αὐτὴν στρατιωτικὸν σημεῖον).

Διαπραγματεύονται καὶ ἀπὸ τὰ δύο μέρη τραχεῶς. Θέλουν νὰ ἐξοπλιστοῦν γιὰ νὰ ἐτοιμάσουν τὸν προσεχῆ πόλεμον.

Τὸ συμφέρον τῶν ἐργατῶν Βαλκανίων, κανένας

δὲν ἐνδιαφέρεται. Καταστρέφουν ἓνα μέρος καὶ κανένας δὲν κερδίζει, ἐνῶ ἦταν λογικὸ νὰ προετοιμάσουν τὴν γενικὴ εὐημερία,

Κάθε μέρα, κάθε γεγονός, δείχνουν τὴν βαθεῖαν ἀνάγκη μιᾶς Όμοσπονδίας τῶν βαλκανικῶν λαῶν.

Περίδης

ΚΑΙ Ο ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ ΜΙΛΗΣΕ . . .

Ὁ Βενιζέλος ταλαντεύεται ἀπὸ τὴν Ρώμη στὸ Παρίσι. Πότε δέχεται φασίστες δημοσιογράφους, πότε διαθεβαίωνει στοὺς γάλλους κυβερνητικοὺς τὴν ἀκαμπτο πίστη τοῦ στήν Γαλλικὴ Δημοκρατία. Τὸ Βελιγράδι εἶναι ὁ ἐπόμενος τοῦ σκοποῦ. Ὁ Μαρίνκοβιτς εἶναι ἐτοιμὸς νὰ ἀγκαλιάσῃ τὸν μεγάλο Κρητᾶ, καὶ ἡ Τουρκία ἀκόμη πρόκειται νὰ προσληφθῇ στὴν σφαῖρα τῶν συμφῶνων εἰρήνης, ὡς ποῦ νὰ ἐκτραχῆ μιὰ μέρα ἡ ψεύτικη φούσκα καὶ νὰ ζαναβρεθοῦν οἱ βαλκανικοὶ λαοὶ στὸ πεδίο τῆς μάχης. Στὸ διάστημα λαμπρῶν ὑποδοχῶν τοῦ τύπου, ἐδέχθη ὁ Βενιζέλος ἓνα δημοσιογράφο ἀπὸ τὰ Δωδεκανήσα. Ὅταν δὲ αὐτὸς ἠρώτησε τὸν μεγάλο πολιτικὸν, τί ἔκαμε γιὰ τοὺς καταπιεζομένους ἀδελφοὺς στὰ Δωδεκανήσα, ἀπήντησε ὁ πανοῦργος πράκτορας τοῦ ξένου ἰμπεριαλισμοῦ: «Τὸ μόνο ποῦ ἔκαμα γιὰ τὰ Δωδεκανήσα ἦταν — ἡ ὑπογραφή τοῦ συμφῶνου, τὸ ὅποιο θέτει τίς ἑλληνο-ιταλικὰς σχέσεις σὲ μιὰ φιλικὴ βάση. Μποροῦσε νὰ ὑπάρχει ἓνα καλῆτερο βῆμα πρὸς ὄφελος τῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς ἰταλικῆς διοίκησης καὶ τῶν κατοίκων τῶν Δωδεκανήσων!»

Τώρα τὸ ζαίρουμε! Ἡ ἐγκατάλειψη τῶν βασανιζομένων ἀδελφῶν στοὺς βασανιστὲς του, ἦταν ἓνα στρατήγημα γιὰ νὰ ἐπιβάλλουμε τὰ λαϊκὰ μας δικαιώματα! Εὐχαριστοῦμε γι' αὐτὴν τὴν διάφωτη ἐξήγηση. Ἀκόμη πιδ ἄγρια μὲ τὸν κυνισμό ἐνὸς λακὲ λέγει στὸ Παρίσι ὁ μεγάλος μας πολιτικὸς: «Δὲν ὑπάρχει ζήτημα Δωδεκανήσων μεταξὺ Ἰταλίας καὶ Ἑλλάδος.» Ἄς πάει νὰ λυσσᾷ ὁ φασισμὸς, ἄς καταπιεζῆ ἡ τρομοκρατία τῶν μαυροχιτῶνων τοὺς δυστυχεῖς νησιῶτες, γιὰ τὸν Βενιζέλο τὸν μέγα δὲν εἶναι αὐτὰ ζητήματα. Τί τὸν ἐνδιαφέρει ἡ κατάσταση τῶν καταπιεζομένων τοῦ ἀδελφῶν? Ἐκεῖνος, ὁ μεγάλος, ἐκεῖνος ὁ κοινοβουλευτικὸς δικτάτορας εἶναι ὁ ἑλληνικὸς λαὸς, καὶ ἀπὸ τὸ ἄφθαστο ὄλυμπιακὸ τοῦ ὄψος διακηρύττει: «Πράττω ἄρκετὰ σωστὰ, μὴ ἀναμιγνυόμενος στὰ ἔσωτερικὰ ζητήματα τῆς Ἰταλίας». Ἐσωτερικὰ ζητήματα? Ὁ ἑλληνικὸς λαὸς εἶναι μιὰ ἐνότης! Κάθε σπιθαμὴ ἑλληνικοῦ ἐδάφους εἶναι ἓνα κομμάτι τῆς μητέρας Ἑλλάδος. Κάθε ἑλληνας ποῦ σωριάζεται κάτω ἀπὸ τὸν «πολιτισμένο» ζυγὸ τῆς Ἀγγλίας στὴν Κύπρο ἢ τῆς φασιστικῆς βαρβαρότητας τῆς Ἰταλίας, σημαίνει μιὰ βαρεῖα κατηγορία ἐνάνευα στὴν ἀδιαφορία τοῦ λαοῦ μας, σημαίνει μιὰ ἔκκληση στὶς μάζες τοῦ ἔθνους, νὰ συντρίψῃ τὴν κυριαρχία τῆς πλουτοκρατίας ἢ ὁποῖα πούλα τ' ἀδέλφια μας στὴν Ἀγγλία καὶ στὴν Ἰταλία. Ἐσωτερικὰ ζητήματα? Τὸ ζήτημα τῶν Δωδεκανήσων εἶναι ἓνα ἔσωτερικὸ ζήτημα τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ. Ἄς εἶναι σήμερον τὰ νησιά στηρίγματα ἰταλικῆς κυριαρχίας, εἶναι καὶ μένον ὅμως ἑλληνικὸ ἔδαφος, κανένας Μουσολίνι μπορεῖ νὰ τὰ πούλῃσει. Τὰ Δωδεκανήσα βρίσκονται στὴν μεγάλη καρδιά τῆς Πανελλάδος.

Ὁ μεγάλος κρητικὸς ὅμως διακηρύττει τὴν εἰρήνην γιὰ ὅλα τὰ Βαλκάνια.

Σὲ χαιρετοῦμε, φορέα τῆς εἰρήνης, σὲ ποιανοῦ ὄνομα ἔρχεσαι? Σκοτεινὰ εἶναι τὰ λόγια τοῦ Βενιζέ-

λου. »Τὴν πραγματοποίησιν τῆς Βαλκανικῆς Όμοσπονδίας τὴν ἀφήνουμε στὶς ἐρχόμενες γεννεές.» Ὁ Βενιζέλος, ὁ ὁποῖος βοήθησε κάποτε ἐν ὀνόματι τῆς τόσο προβληματικῆς ὁμοσπονδίας τῶν βαλκανικῶν κρατῶν γιὰ νὰ σταλοῦν οἱ βαλκανικοὶ λαοὶ στὰ πεδία τῆς μάχης, ὁ ὁποῖος ὡς πράκτορας τῆς Ἀγγλίας ἀφῆσε νὰ καταστραφῆ στὴν Μικρὰ Ἀσία ἡ λαϊκὴ δύναμις τῆς Ἑλλάδος, ἀρνεῖται τὴν μόνη δυνατότητα τῆς ἀπελευθέρωσης ἑλληνικοῦ ἐδάφους. Μόνον στὰ ὄρια μιᾶς ὁμοσπονδίας τῶν ἀπελευθερωμένων βαλκανικῶν λαῶν μπορεῖ νὰ πραγματοποιηθῆ ἡ Μεγάλῃ Ἑλλάς, μπορεῖ νὰ διατηρηθῆ ὁ ἔθνικὸς πλοῦτος καὶ νὰ ἐξασφαλισθοῦν οἱ ἔθνικες μειονότητες πρὸς ἀπὸ τὴν καταστροφὴ. Μόνον μιὰ Βαλκανικὴ Όμοσπονδία μπορεῖ νὰ λύσει τὸ ἔθνικὸ ζήτημα σύμφωνα μὲ τὰ συμφέροντα ὅλων τῶν βαλκανικῶν λαῶν καὶ τῆς εὐρωπαϊκῆς εἰρήνης. Ἀκριβῶς ὅμως γι' αὐτὸ δὲν θέλει νὰ ἀκούσῃ τίποτε ὁ Βενιζέλος γιὰ μιὰ Όμοσπονδία. Θέλει νὰ συνδιαλεχθῆ μόνος του μὲ τοὺς «αἰώνιους ἐχθροὺς», θέλει νὰ μεταχειρισθῆ τὰ μέσα τῆς παληῆς διπλωματικῆς τέχνης, γιὰ νὰ κερδίσει καιρὸ. Ὅχι ὅμως ἡ Όμοσπονδία τῶν βαλκανικῶν λαῶν, οὔτε κἂν ἐκεῖνη τῶν βαλκανικῶν κρατῶν εἶναι ὁ σκοπὸς του. Θέλει νὰ προετοιμάσει, τὸν ἐρχόμενο πόλεμον ὑπὸ τῆς σημαίᾳ τῆς εἰρήνης. Ὅλα τὰ βαλκανικὰ Λοκάρου δὲν εἶναι τίποτε ἄλλο παρὰ ἰμπεριαλιστικὰς μανουῆδες, ἂν ἡ θέληση γιὰ τὴν Όμοσπονδία τῶν βαλκανικῶν λαῶν δὲν παραμερίσει τίς αἰώνιες αἰτίες. Ἀκριβῶς ὅμως αὐτὴ τὴ μόνη λύση δὲν παραδέχεται ὁ Βενιζέλος. Ἡ πλουτοκρατία, ἡ ὁποῖα βλέπει σ' αὐτὸν τὸν ἀντάξιο τῆς ἀντιπρόσωπο, δὲν χρειάζεται καμμία Όμοσπονδία τῶν ἀπελευθερωμένων βαλκανικῶν λαῶν, ἢ ὁποῖα θὰ ἔδιδε ἓνα τέλος στὴν κυριαρχίᾳ τῶν δεσποτικῶν μεγιστάνων τῶν χρηματιστηρίων.

Χρειάζεται πολμεικοὺς ἐξοπλισμοὺς γιὰ τὴν ἰμπεριαλιστικὴν τῆς πολιτικῆς, χρειάζεται ξένα δάνεια, γιὰ νὰ μὴ εἶναι ὑποχρεωμένη νὰ πληρώσῃ ἡ ἴδια τοὺς τυχοδιωκτικοὺς της. Καὶ τὰ δύο πρόκειται νὰ ἐκτελέσει ὁ μεγάλος κρητικὸς. Ἐχει γιὰ κατορθώσει, μὲ ὅλα τὰ μέσα ἀσιατικῆς δεσποτίας καὶ μοντέρνων ἐκλογικῶν μανουῆδων νὰ πραγματοποιήσῃ τὴν Βουλὴν του, ἢ ὁποῖα στέκεται μοναδικὴ στὴν ἱστορίᾳ μας. Κτυπᾷ σὸν μιὰ ματωμένη εἰρῶνία, ὅταν ὁ Βενιζέλος, στὸ γράμμα του πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴ ἐναντίον τῆς Σεντῆς Τρομοκρατίας ποῦ ἐδρεύει στὸ Παρίσι γράφει αὐτὰ τὰ λόγια: «Ἡ μεγάλη κοινοβουλευτικὴ πλειοψηφία τὴν ὁποῖα διαθέτω χρεωσταται κατὰ πολὺ στοὺς ψήφους τῶν ἐλλήνων ἐργατῶν, καὶ δὲν θὰ ἐπιτρέψω νὰ γίνουν ἀντικείμενο ἐκμετάλλευσης, ὁποιαδήποτε καὶ ἂν εἶναι αὐτὴ.» Τὸ δικαίωμα συνασπισμοῦ καταπατεῖται, ἡ νόμιμη στρατολογία μελῶν γιὰ τὰ συνδικάτα ἐμποδίζεται, τὰ ὑπόγεια εἶναι γεμάτα μὲ πολιτικὸς φυλακισμένους. Πρὸς τὰ ἔξω διατηρεῖ ἡ κοινοβουλευτικὴ δικτατορία τὴν προσποίηση, πρὸς τὰ μέσα λυσσᾷ μιὰ ἀντιεργατικὴ κυριαρχία, τὴν ὁποῖα κάθε ἑλληνας, ποῦ δὲν ἔγινε πράκτορας τῆς ξένης πρὸς τὸν λαὸ πλουτοκρατίας — ὀφείλει νὰ καταπολεμήσει! Οἱ

δημόσιοι υπάλληλοι, στους οποίους έχουν υποσχεθεί όλα τα δυνατά, καθησυχάζονται από μήνα σε μήνα. Γι' αυτό όμως δεν λείπουν οι κλίσεις προς τους «παράγοντες». Ο στρατηγός Όθωναίος ζαναήλθε στο στρατεύμα. Όλα τα κοινοβουλευτικά παζαρέματα του juste milieu ακυρώθηκαν μ' αυτόν τον τρόπο. Οι παράγοντες είναι το σύνταγμα.

Το προσφυγικό ζήτημα ζανάρχει πάντα στη μέση, όχι μόνο εξ' αιτίας των νέων εγκαταστάσεων αλλά εξ' αιτίας των καταχρήσεων στις αρχές αποκαταστάσεως. Ο ύπουργός της προνοίας Έμμανουηλίδης μπορεί μόνο να επιθεωρεί τις προσφυγικές εγκαταστάσεις, και να ρείχνει πάνω από τα διαπραχθέντα αμαρτήματα τον μανδύα χριστιανικής επιείκειας. Ο όλανδός διευθυντής, ο οποίος έδωσε λόγο στην Γενευη για την δεύτερη έπιτροπή αποκαταστάσεως, μπορεί εύκολα να δηλώνει την ευχαρίστηση του. Η αυτόνομη προσφυγική αρχή έχει λειτουργήσει καλά, μόνο για τους πρόσφυγες όχι, τους οποίους έδωσε ο Βενιζέλος στις έκλογές προς από το άρμα του. Φορολογικές ευκολίες ή μάλλον έκπτωση των φόρων για τους πλουσίους, χειρωτέρευση την δικαιωμάτων εργασίας για τους εργαζομένους, αυτό είναι το κοινωνικό πρόγραμμα του δικτάτορα. Στα ταξίδια του και στις υπογραφές των συμφώνων φιλίας μόνο ένα σκοπό έξυπηρετούσε ο Βενιζέλος: Να κερδίση χρόνο για την «καθησύχηση»

των δυσηρεστημένων μαζών και να λάβη την έλευθερία για μια ιμπεριαλιστική έξωτερική πολιτική στην ύπηρεσία του ζένου κεφαλαίου.

Ο Βενιζέλος ξεσκεπάστηκε μόνος του. Ήδη στις 24 Σεπτεμβρίου έδηλανε ο τύπος του, ότι μετά την υπογραφή του έλληνο-ιταλικού συμφώνου δεν θα υπάρχει πια ζήτημα Δωδεκανήσων! Την ίδια μέρα έδηλανε ο Μουσολίνι μέσον του τύπου ότι, ζαίρει να έκτιμά την «μεγάλη έξυπνάδα» του Βενιζέλου. Μ' αυτό έχει τιμωρηθεί ήδη ο μεγάλος κριτικός.

Ο Μουσολίνι επαινούσε την «έφουσία» του, την ημέρα ακριβώς που ο Βενιζέλος εγκατέλειπε κυνικάτα έλληνικό λαό κάτω από ζένη κυριαρχία. Το ζήτημα των Δωδεκανήσων υπάρχει! Η ιστορία θα πάγει πάνω από το σύμφωνο στην ημερησία διάταξη. Παρ' όλους τους «ύψηλους» ιμπεριαλιστικούς λακέδες, θα κυριάνει η έλληνική σημαία της έλευθερίας πάνω από τα Δωδεκάνησα, όταν οι απελευθερωμένοι βαλκανικοί λαοί ένωθούν, τους ζένους ιμπεριαλιστές διάξουν και λογαριάσουν με την έντοπια μπουρζουαζία. Άς μεγαλώνει ο Βενιζέλος τον αριθμό των χωροφυλάκων, ως κυριαρχεί στην Μακεδονία με φωτιά και με σίδηρο στην δέ Παληά Έλλάδα με φυλακές και έξορίες, ή μέθοδος του για την έλληνική πολιτική απέτυχε. Η Έλλάς θα πράξει για τον έαυτο της πάνω στα έρείπια της κοινοβουλευτικής δικτατορίας. Μέλικοσ

Propagez la Fédération Balkanique! L'organe des peuples opprimés des Balkans!

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2229—2240)

P. Louis: La Quinzaine Internationale
F. Challaye: Le „Drang nach Osten“ du Fascisme Italien
B. Ritsky: L'accord Gréco-Serbe
Peridis: D'Athènes à Belgrade
Delablaj: Après le pacte Kellog
P. Karsky: Le calvaire du peuple macédonien
K. Boshnjak: Les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont fait d'Ahmed Zogou un roitelet
A. Devolli: L'Albanie Méridionale en danger!
Dobroudjansky: Demi-siècle d'esclavage de la Dobroudja
P. Izvoroff: Correspondance de Dobroudja
I. Mateescu: L'issue du grand procès de Cluj
D. Jovanovitch: La clé de la solution de la question nationale en Yougoslavie

Texte allemand (pages 2240—2245)

P. Karsky: Der Leidensweg des mazedonischen Volkes
P. Schelesoff: Nach der „Lösung“ der Regierungskrise in Bulgarien
Melingos: Götzendämmerung
Mavros: Der griechisch-italienische Pakt und die Dodekanesosfrage

Texte bulgare (pages 2246—2251)

П. Нарски: Голготата на македонският народ
К. Тревес: Страданията на Македония
Добруджански: Полувековното робство на Добруджа
П. Изворов: Кореспонденция от Добруджа

Texte albanais (page 2251—2252)

B. Pejani: Grushti i Neptunes—III
Drapni: Kurona e grabitme

Texte roumain (pages 2252—2254)

I. Mateescu: Sentinta in procesul de masa din Cluj
Delablaj: După pactul Kellog

Texte serbe (pages 2254—2255)

Наша анкета о Балканској Федерацији:
Петар С. Коган
Д. Јовановић: Од речи на дело!

Texte croate (pages 2255—2257)

N. Matijević: Ni posle velikog zbora u Sisku — SDK ne misli na odlučnu borbu
K. Ivačić: Narod i Kralj ...

Texte grec (pages 2257—2260)

Περδής: 'Από την 'Αθήνα στο Βελιγράδι
Μέλικοσ: Καί ο Βενιζέλος μιλήσε ...